

Master professionnel 2  
Sciences humaines et Sociales  
Mention Sociologie  
Spécialité Sciences Sociales Appliquées  
Au développement Social

Bordeaux II  
2006

## Les Contrats Locaux entre producteurs et consommateurs en Gironde :

Nouvel échange, nouvelles pratiques...  
Pour sortir de la société de marché ?

Sous la direction de Mme Durand-Lasserve

**Brigitte Thomas**

## SOMMAIRE

### *Introduction* ... Page 2

#### **Les contrats locaux entre producteurs et consommateurs en gironde : quels enjeux ?**

- *Un exemple : Paysans & consommateurs associés* 2
- Une référence : Les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne 3
- Paysan et agriculture paysanne 3
- Un lien étroit avec le Forum social local de la Gironde et l'altermondialisme 4
- La consommation politique , un nouvel objet sociologique 5
- Les contrats locaux : nouveaux échanges, nouvelles pratiques, pour une nouvelle critique politique ? 6
- La méthodologie adoptée 7

### **Chapitre 1 : les contrats locaux en gironde : convergences**

#### **I. la construction locale des groupes : une démarche individuelle et une expérience collective** ...Page 9

1. À l'origine, des militants... mais aussi une démarche individuelle 9
2. Des expériences particulières... en toute autonomie 10
3. Des expériences à multiplier... et qui doivent rester ouvertes à tous 13
4. **Des expériences qui demandent du temps et de l'énergie pour ne pas tomber dans la « routine »** 14

#### **II. Le soutien à l'agriculture paysanne pour une alternative à la production et à la consommation de masse** ...Page 15

1. Une expérience concrète du monde agricole 15
2. Une « ré »éducation des comportements de consommation 17
3. L'expériences de la solidarité : des discussions, des compromis 18
4. Un acte politique mais pas politisé 19
5. Les producteurs : une soutien économique et une nouvelle expérience de la relation avec les consommateurs 20

### **Chapitre 2 : Paysans et Consommateurs Associés : portrait de groupe et paroles particulières**

#### **I. Une histoire particulière** ...Page 24

#### **II. Portrait de groupe** ...Page 25

1. Mixité des générations, proximité sociale et engagement associatif « moyen » 26
2. Des motivations d'intérêt collectif 27
3. De nouvelles pratiques de consommation et de nouveaux centres d'intérêt 28
4. Une fréquentation régulière mais une participation à la vie du groupe limitée 29
5. De nouvelles pratiques pour changer le monde ? 30

#### **III. Changer ses pratiques pour changer le monde ?** ...Page 31

1. Agir : une satisfaction 32
2. Redéfinir ses besoins 32
3. Un échange local, équitable et durable 32
4. Pour un autre rapport à la nature 33
5. Expérimenter et montrer du possible 34
6. Pour un changement nécessaire des pratiques individuelles 34
7. Une urgence face aux effets destructeurs de la mondialisation économique 36
8. Construire dans l'incertitude 37

<b>IV. De nouvelles pratiques de consommation pour une nouvelle forme d'action collective</b>	<b>...Page 38</b>
<b><u>Chapitre 3 : nouvel échange ... pour quel développement local?</u></b>	<b>... Page 41</b>
1. La construction locale d'un nouveau type d'échange 41	
2. Un paradoxe : quand la liberté devient obligation et l'obligation la liberté 43	
3. Du marché, à l'économie de marché et à la société de marché 44	
4. Pour un autre développement 47	
<b><u>Chapitre 4 : nouvelles pratiques...pour quelle action locale ?</u></b>	<b>... Page 48</b>
<b>I. Les contrats locaux : quelle expression collective ?</b>	<b>... Page 49</b>
1. Les groupes et le développement des amap 49	
2. Action locale et institutionnalisation des associations 53	
<b>II. La construction d'un réseau girondin : une autre approche de l'action locale</b>	<b>... Page 54</b>
1. Les points d'appui du réseau 54	
2. Des rencontres horizontales et transversales 56	
3. Une autre approche de l'action locale 58	
<b>III. De nouvelles formes d'action politique</b>	<b>... Page 58</b>
1. Un agir pragmatique, des militants affranchis, une organisation déterminée par l'action 59	
2. Pour faire de la politique autrement 60	
<i>1<sup>ère</sup> conclusion : une nouvelle forme de l'action collective dans un espace public redéfini</i>	<b>...Page 62</b>
<b><u>Chapitre 5 : un renouvellement de la critique du capitalisme ?</u></b>	<b>... Page 66</b>
1. Capitalisme, critique et esprit du capitalisme 66	
2. La critique du développement et de la société de consommation 69	
3. L'alliance des consommateurs-citoyen et des paysans 72	
4. L'émergence d'une nouvelle cité : l'écologie politique? 74	
5. Entre critique voice et critique exit, dans une période propice à l'action publique ? 77	
<b>2<sup>ème</sup> Conclusion :</b>	
<b><i>Nouvel échange, nouvelles pratiques pour sortir de la société de marché ?</i></b>	<b>... Page 81</b>
<b>Bibliographie des ouvrages cités 87</b>	
<b>Annexe 1 : Présentation détaillée des Contrats Locaux Girondins A1</b>	
<b>Annexe 2 : Données détaillées de l'enquête quantitative A16</b>	
<b>Annexe 3 : « Portraits » des personnes interrogées A25</b>	
<b>Annexe 4 : Présentation des Amap et « crise de croissance » A32</b>	
<b>Annexe 5: Outils méthodologiques A39</b>	

## *les contrats locaux entre agriculteurs et consommateurs en Gironde : nouvel échange, nouvelles pratiques pour sortir de la « société de marché » ?*

### *Introduction*

« Le développement social est une approche globale du territoire et de ses populations à l'égard desquels on envisage une participation active lors de l'élaboration de projets, de programmes, de dispositifs s'inscrivant dans le cadre de politiques de développement ». Telle est la définition du développement social proposée dans le cadre de ce Master.

Nous avons pu voir en formation combien étaient difficiles les relations entre les institutions publiques et la population et que « la participation », souvent décrétée « d'en haut », rencontrait une adhésion limitée voire une certaine méfiance de la part de la population.

A l'inverse, les contrats locaux entre les producteurs et les consommateurs se construisent hors de tout contact ou projet d'origine institutionnelle bien qu'ils soient porteurs d'un certain projet de développement local. Ces actions supposent un certain engagement, et devant le développement rapide de ces initiatives, ici comme partout en France, on ne peut que s'étonner d'un tel engouement de la part des participants, alors que sont communément dénoncés la montée de l'individualisme et le désintérêt pour la chose publique.

Par ailleurs, en proposant de « produire et consommer autrement », ces expériences interrogent le modèle de développement dans le champ de la production agricole, mais aussi plus largement dans le champ économique et social. Dans ce sens, elles participent pleinement aux questions qui traversent nos sociétés occidentales : quel développement socialement et écologiquement responsable ?

Mais derrière ces questions se profile la critique d'un processus d'aggravation de la marchandisation des activités humaines et des rapports sociaux induit par les nouvelles formes du capitalisme qui, en organisant nos sociétés contemporaines autour du seul principe de l'économie de marché, les transforment en « sociétés de marché ».

A travers l'étude du phénomène nouveau que représentent dans notre département ces formes d'association entre consommateurs et producteurs, c'est bien la question de la participation des individus à la vie de la cité qui nous intéresse ici, et de l'expression d'une certaine critique sociale.

## **Les contrats locaux entre producteurs et consommateurs en gironde : quels enjeux ?**

En juin 2004, un groupe réunissant des producteurs et des consommateurs, Paysans & Consommateurs Associés (PCA), s'est créé sur Bordeaux-centre avec l'objectif de mettre en place un nouveau mode de distribution directe de produits agricoles.

Entre 2004 et 2005, quatre autres groupes se sont constitués avec le même objet et en toute autonomie, même si des liens pouvaient exister par ailleurs entre certains membres des différents groupes : deux associations à Talence et à Libourne, deux AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) à Pessac, Saint André de Cubzac.

Depuis, d'autres projets, association ou AMAP, ont vu le jour : lors de la deuxième rencontre des AMAP en Aquitaine en avril 2006, huit groupes en fonctionnement en Gironde se sont fait connaître, représentant environ 300 familles et six autres groupes sont en construction.

D'une manière générale, ce type d'action semble intéresser de plus en plus de consommateurs.

### **Un exemple : Paysans & Consommateurs Associés**

Paysans & Consommateurs Associés, en réunissant une centaine de familles et six producteurs réguliers, est le groupe le plus important de la Gironde. D'après la présentation que l'on peut trouver sur son site, son objectif est de proposer « *une alternative effective aux produits de l'industrie agroalimentaire et à leur distribution à grande échelle* » en mettant « *à la disposition du public des aliments sains et goûteux à des prix accessibles pour tous* » et en permettant « *à des producteurs locaux respectueux de l'environnement et des rythmes naturels des animaux de commercialiser leur production à des prix justes* », pour « *ensemble* » créer « *des formes conviviales d'échanges entre la ville et la campagne* »

Les participants de PCA s'organisent ainsi : chaque fin de mois, les consommateurs s'engagent à prendre, en les payant à l'avance, un certain nombre de « paniers » dans le mois (de légumes, d'œufs, de volaille, de viande, de produits laitiers ...) à chaque producteur concerné. Les légumes et les œufs sont des produits issus d'un mode de production biologique, les viandes et volailles proviennent d'élevages traditionnels et les produits laitiers sont fermiers. Si le contenu des paniers « carnés » et laitiers est déterminé à l'avance, celui du panier de légumes, lui, dépend des saisons et de l'avancée (ou de la réussite) des récoltes.

Grâce à ce fonctionnement, le consommateur assure au producteur une avance de trésorerie et l'assurance d'écouler tout ou partie de sa production. Le producteur, lui, s'engage en retour à proposer des aliments de qualité, diversifiés, produits dans le respect de l'environnement et du bien-être animal. Producteurs et consommateurs n'étaient liés, jusqu'à très récemment, par aucun engagement formel. Il est proposé aujourd'hui aux consommateurs qui le souhaitent de s'engager auprès des producteurs sur une saison de 6 mois.

Les relations entre producteurs et consommateurs sont conviviales. Ils se réunissent très régulièrement, dans une salle prêtée par le cinéma Utopia, autour de la distribution des paniers à un rythme qui varie selon la nature des commandes (une fois par mois pour le producteur de viande... toutes les semaines pour les maraîchers). Les producteurs organisent des journées à la ferme afin que les consommateurs puissent mieux connaître les conditions de production des producteurs et que puissent s'établir entre eux d'autres types de relation que des relations purement marchandes. Enfin, les participants peuvent proposer d'autres activités, pendant ou hors la distribution, concernant des thèmes variés mais en lien avec l'activité de PCA : informations sur les ogm ou l'agriculture biologique par exemple, visite d'un centre de valorisation de l'habitat écologique, soirées cinéma-débats sur le commerce international, ou encore atelier d'écriture pour l'élaboration d'une charte destinée à formaliser les liens qui unissent les participants...

### **Une référence : Les Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne**

PCA dont l'organisation reste pour l'instant informelle s'est largement inspirée des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne. Une AMAP est un partenariat de proximité entre un groupe de consommateurs et une ferme, souvent située en zone péri-urbaine. En pratique, les consommateurs s'engagent à acheter une partie de la production de la ferme, en général sur la durée d'une saison (six mois). Le producteur s'engage à fournir des produits frais de saison et du terroir, de bonne qualité nutritionnelle, sanitaire et gustative. Cet engagement est formalisé et impératif pour les consommateurs comme pour les producteurs. Le prix du panier est fixé par l'ensemble des participants de manière équitable : revenu décent pour le producteur et prix abordable pour le consommateur. Il reste stable, même si la production fluctue. Le système de distribution est direct et convivial : le maintien d'une qualité relationnelle entre l'agriculteur ou l'éleveur et le consommateur est un des aspects importants de ces initiatives. Chaque AMAP est indépendante et détermine son propre fonctionnement à partir de ces critères.

En France, la première Amap a été créée en 2001 dans la région du sud-est, à partir de l'association de deux maraîchers du Var et de 32 familles. En 2006, une centaine d'AMAP sont recensées en région PACA. Ce mouvement s'est progressivement étendu à d'autres régions et on compterait aujourd'hui plus de 270 AMAP sur tout le territoire français, sans compter les groupes qui ne sont pas « référencés » en tant que tels. En mai 2003, la première région structurée en réseau, Alliance Provence, a édité une charte devant servir de référence incontournable à tout groupe désirant se constituer en AMAP.

### **Paysans et agriculture paysanne**

La charte des Amap s'appuie sur une autre charte, celle de l'agriculture paysanne élaborée par la confédération paysanne<sup>1</sup> pour s'opposer au développement des pratiques agricoles productivistes, c'est-à-dire à « *une agriculture qui produit de plus en plus, non parce que cela correspond à un*

---

<sup>2</sup> Syndicat regroupant des agriculteurs possédant de petites exploitations ou des salariés agricoles et défendant un certain mode de production

*besoin, ni parce que cela permet à des gens d'en vivre, mais pour faire marcher la machine à produire*»<sup>2</sup>. La confédération paysanne présente ce mode d'agriculture comme une alternative à une agriculture industrielle et à une agriculture d'entreprise, en reprochant à la première d'avoir des effets désastreux sur l'environnement et la qualité des produits et à la seconde d'entraîner la concentration des exploitations et la disparition des paysans. En effet face au développement de l'agriculture industrielle, ce sont des milliers de fermes qui disparaissent chaque année en France<sup>3</sup>. Parmi les producteurs, 40% touchent moins que le SMIC. Par ailleurs, l'agriculture productiviste est responsable de 18% des émissions totales des gaz à effet de serre; l'érosion des sols concerne aujourd'hui 10 millions d'hectares contre 4 millions il y a 40 ans; 800 000 kms de haies ont disparu portant gravement atteinte à la biodiversité. Pour finir, la France est le premier consommateur européen de pesticide (1/3 de la consommation totale européenne) dont on reconnaît de plus en plus les incidences cancérigènes sur la santé. Ces pesticides ont contaminé 90% de ses rivières et 2/3 de ses nappes phréatiques<sup>4</sup>...

Lorsque les différents acteurs des contrats locaux font référence à l'agriculture paysanne, ils ne se réfèrent pas nécessairement à cette charte. Mais tous en reprennent cependant les principes généraux, en valorisant des exploitations à taille humaine et un mode de production qui s'appuie sur le savoir faire de l'agriculteur, (ou du paysan ou encore du producteur), plutôt que sur l'efficacité de la machine, sur le respect de l'environnement plutôt que sur le rendement...

L'agriculture paysanne n'est donc pas nécessairement une agriculture biologique.

### **Un lien étroit avec le Forum social local de la Gironde<sup>5</sup>**

PCA est né de la rencontre de producteurs et de consommateurs à l'occasion d'un atelier "Comment transformer les rapports marchands" qui s'est tenu dans le cadre du Forum Social Local 2004. Les groupes de St André de Cubzac, de Libourne et de Talence ont été créés à l'initiative de militants ou de sympathisants de groupes locaux d'ATTAC. Celui de Pessac a été mis en place par des militants du SEL (système d'échange local) et du parti des Verts.

A l'occasion du forum social de mai 2005, plusieurs personnes engagées dans ces groupes girondins se sont réunies pour échanger sur leur expérience et réfléchir au développement de ces initiatives.

L'atelier qui les réunissait avait pour intitulé "pratiques de consommation et engagement politique" et comprenait deux parties : un échange des expériences et une réflexion sur la consommation solidaire. Lors de la première partie, les personnes présentes ont affirmé qu'elles voulaient inscrire ces expériences comme une alternative au système économique actuel aux effets considérés comme

---

<sup>2</sup> [http://www.confederationpaysanne.fr/AP/charte\\_ap.html](http://www.confederationpaysanne.fr/AP/charte_ap.html)

<sup>3</sup> De 27 % de la population active en 1955, les agriculteurs ne représentaient plus que 4% en 2003. Dans le même temps, la surface moyenne agricole cultivée augmente et passe de 18 ha pour 2000 exploitations en 1970, contre 42 ha pour 663 en 2000. Source : INSEE

<sup>4</sup> « Les pesticides dans les eaux 1999/2000 », rapport de l'institut français de l'environnement. 2002

<sup>5</sup> Le FSL33 s'inscrit dans le mouvement des différents Forums sociaux mondiaux et Européens qui depuis 2001 ont pour ambition d'ouvrir «*des espaces de rencontre ouverts visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, l'articulation en vue d'actions efficaces, d'instances et de mouvements de la société civile qui s'opposent au néolibéralisme, à la domination du monde par le capital, à toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire axée sur l'être humain.*» (Charte de principe du Forum Social Mondial). Le forum girondin est organisé par un collectif d'associations, d'organisations politiques et syndicales, ou de simples citoyens, reconstitué chaque année pour cette occasion. En mai 2006 s'est déroulé la quatrième édition du FSL 33.

destructeurs sur l'agriculture, la qualité des produits, l'environnement, le développement local, les relations sociales... et l'équilibre des relations internationales.

Il s'agissait dans la deuxième partie d'élargir ces expériences à des pratiques générales de consommation solidaire à partir de la prise en compte du sens politique, économique et social (voire philosophique) de chaque acte de consommation.

A l'occasion de ces discussions, il a été mis en évidence que ces pratiques s'inscrivaient dans un mouvement mondial (mis en lumière notamment dans le précédent Forum Social Mondial) qui semble prendre de l'ampleur et qui exprime sa volonté de se détourner des logiques actuelles, pour développer une « autre » économie, une économie qui réponde à de fortes préoccupations de solidarité entre les acteurs sociaux et de pratiques démocratiques.

Quoi qu'il en soit on ne peut que s'étonner d'un développement aussi rapide de ce type d'initiative en Gironde. L'intérêt croissant que leur portent les consommateurs, qu'ils se sentent proches du mouvement altermondialiste ou non, semble effectivement s'inscrire dans un mouvement plus général qui interroge et oriente l'acte d'achat selon des critères nouveaux.

### **La consommation politique, un nouvel objet sociologique**

En effet, de nombreux mouvements autour de la question des échanges commerciaux ont vu le jour ces dernières années. Du commerce équitable aux associations faisant pression sur les entreprises pour faire reconnaître leur responsabilité sociale et environnementale, en passant par les systèmes d'échange locaux, ou encore la finance socialement responsable, jusqu'aux groupes radicalement anti-consumption, c'est une diversité des approches, des actions, et des secteurs dont se saisissent les acteurs de la société civile.

Du côté de la consommation, le vocabulaire s'est considérablement élargi : consommation responsable, citoyenne, éco-consumption, consommation éthique, équitable, consommation engagée ou encore consom'action.. Autant d'appellations différentes pour désigner un phénomène qui semble émerger dans la société civile sans être tout à fait encore bien défini : la prise en compte par les consommateurs des enjeux collectifs compris dans l'acte de consommer, alors qu'il symbolisait jusqu'à présent l'acte privé par excellence, la satisfaction des besoins et des désirs individuels.

Stéphanie GIAMPORCAO-SAUNIERE <sup>6</sup> réunit tous ces vocables sous le terme de consommation politique, non pas parce qu'elle revêtirait seulement aujourd'hui ce caractère (on peut trouver de nombreux exemples dans l'histoire de l'utilisation contestataire ou incitative de la consommation) mais parce que cette approche semble aujourd'hui prendre une certaine force notamment en regard de l'importance du thème du développement durable dans le débat public.

C'est particulièrement l'aspect politique de cette nouvelle façon de consommer qui nous a motivé dans cette étude. Quels rapports particuliers entretiennent les acteurs de ces expériences avec le champ politique ? étant entendu que ce sont les deux aspects du champ politique qui nous intéressent : celui

---

<sup>6</sup> Stéphanie GIAMPORCAO-SAUNIERE « Introduction générale : consommation politique, objet en voie de construction sociologique » dans Judith FERRANDO et Stéphanie GIAMPORCAO-SAUNIERE dir. Pour une « autre consommation », sens et émergence d'une consommation politique, dossiers Sciences Humaines et Sociales, ed L'Harmattan, 2005



*du* politique tout d'abord, de la production des idées, et de *la* politique ensuite, c'est-à-dire celui de l'expression d'une certaine forme de pouvoir qui permet d'accéder au débat et à l'action publique.

### **Les contrats locaux : nouvel échange, nouvelles pratiques, pour une nouvelle critique politique ?**

En effet, en proposant de « produire et consommer autrement », les acteurs les plus actifs présentent ces expériences comme une alternative au modèle de développement dominant dans le champ de la production agricole mais aussi plus largement dans le champ économique et social.

Quelle approche particulière des questions de développement économique et social qui traversent nos sociétés occidentales (développement durable, soutenable..) traduisent-elles ? D'autre part, ces actions supposent une certaine forme d'engagement de la part des participants. Qu'est-ce qui motive cet engagement ? Peut-on parler pour tous d'engagement politique ? Comment ces groupes se situent-ils dans l'espace public ? Les participants ont-ils le désir et les moyens d'influer sur les questions de développement local et de peser sur le débat public ? Comment se situent ces groupes dans le champ de la critique politique ?

Toutes ces questions, ainsi que les premiers résultats de l'enquête exploratoire nous ont amenés à orienter notre étude autour de cette interrogation :

*Les acteurs de ces expériences, en s'engageant dans la construction locale d'un nouvel échange économique, proposent-ils une nouvelle forme de l'action collective dans un espace public redéfini, susceptible de participer à un renouvellement de la critique du capitalisme ?*

Pour interroger cette proposition, nous nous proposons de vérifier trois hypothèses :

Les participants trouvent dans ces actions le moyen de mettre en œuvre un « mode d'action collective individualisée ». Cette approche suppose l'élargissement de l'espace public aux actes individuels de la vie quotidienne. Ils y expriment de plus un « idéalisme pragmatique », c'est à dire la volonté d'agir ici et maintenant, de voir les effets de leurs actes.

Ces actions contribuent à redéfinir l'espace public, c'est-à-dire les frontières du champ politique, économique, et social et de la séparation sphère privée/sphère publique, à partir de ce qui est mis en jeu dans cet échange. En s'inscrivant dans le local mais en faisant le lien avec un contexte mondial, elles élargissent de même ainsi l'espace public, du local à l'international.

Mais le développement de ces actions révèle des tensions qui interrogent la volonté des acteurs à devenir « pouvoir politique », c'est-à-dire à affecter « les convictions des membres autorisés du système politique »<sup>7</sup>. Cependant l'action, à partir de sa justification et des modalités de son expression

---

<sup>7</sup> « En effet, l'influence fabriquée dans l'espace public ne devient pouvoir politique que si elle affecte « les convictions des membres autorisés du système politique » Habermas cité par Paul Cary « *Economiser la politique ou politiser l'économique* », dans Judith FERRANDO et Stéphanie GIAMPORCAO-SAUNIERE dir. Op. cit., page 33

pourrait participer à un renouvellement de la critique du capitalisme, entre « critique artiste » et « critique sociale<sup>8</sup> », entre « prise de parole » et « défection »<sup>9</sup>

L'étude comporte deux approches imbriquées : la première s'intéresse au sens que les participants donnent à leur action et la seconde s'attache à décrire leurs activités. Ces deux niveaux de recherche nous permettront d'explorer la mise en place des différents groupes et la définition que les acteurs donnent de leur activité (chapitre I), comment s'en saisissent les participants de Paysans et Consommateurs Associés (chapitre II) ainsi que les spécificités de ce nouvel échange (chapitre III). Puis nous verrons comment les groupes investissent l'espace public, (chapitre IV). Une première conclusion nous permettra de définir plus précisément en quoi ces expériences peuvent être comprises comme une nouvelle forme de l'action politique dans un espace public redéfini. Nous terminerons ensuite cet exposé en tentant de cerner la nature de la critique qu'elles expriment (chapitre V). Pour finir, nous tenterons de répondre, à la lumière des résultats de cette étude, à la question qu'elle porte en titre : les contrats locaux en Gironde : nouvel échange, nouvelles pratiques, pour sortir de la « société de marché » ?

### **Démarche méthodologique**

Les données recueillies proviennent essentiellement d'entretiens effectués auprès des initiateurs des différents groupes, d'une enquête (quantitative et qualitative) menée auprès des participants de PCA, des entretiens auprès de 6 producteurs, du recueil d'informations diverses (textes de présentation des groupes et des amap, compte-rendu, échange de mail...) et de nos observations sur le terrain (temps de la distribution, réunion, rencontres entre les groupes...).

Nous avons choisi de mener une enquête approfondie auprès du groupe de Paysans & Consommateurs associés parce qu'il réunit aujourd'hui le plus grand nombre de participants et que nous pensions, au vue des modalités de sa mise en place et de son organisation, qu'il était susceptible d'accueillir des personnes aux motivations et intérêts les plus variés.

L'objectif de l'enquête quantitative<sup>10</sup> était, dans un premier temps, de recueillir des informations générales permettant de répondre aux questions suivantes : qui étaient ces consommateurs qui participaient toujours plus nombreux dans le groupe ? pourquoi et comment ils investissaient cette activité et que représentait cette dernière dans leur vie quotidienne ? Par la suite, les réponses recueillies devaient nous permettre de définir des critères pour le choix des personnes à interroger dans le cadre de l'enquête qualitative. Cette enquête s'est étendue sur le mois de décembre 2005 et 71 questionnaires ont été recueillis alors que l'on pouvait évaluer le nombre de participants à 116.

Plus tard, nous avons proposé le même questionnaire aux participants des groupes de Talence (Citadins et Paysans Associés) et de Saint André de Cubzac (Les jardins du Cubzagais), le premier parce qu'il est implanté dans une zone périurbaine et s'est constitué en association, le deuxième parce qu'il est situé en zone rurale et fonctionne en AMAP. Nous espérons ainsi, à partir de ces résultats

---

<sup>8</sup> concepts définis par Luc Boltanski et Eve Chapello dans « *Le nouvel esprit du capitalisme* » 1999, nrf essai, gallimard

<sup>9</sup> concepts définis par Albert O. Hirschman « *Bonheur privé, action publique* » collection Pluriel sociologie, Hachette 2006

<sup>10</sup> Les outils et données de l'enquête sont présentés en annexe 5

repérer des différences ou des similitudes quant à l'identité, aux motivations et à la participation des consommateurs, selon leur appartenance aux différentes associations. Cependant, le résultat de ces deux enquêtes auprès de groupes moins importants portant sur un petit échantillonnage (20 réponses auprès de CPA sur 50 participants et 14 auprès des jardins du Cubzagais sur 24 adhérents), nous les avons utilisés avec prudence...

L'enquête qualitative devait nous permettre de comprendre quel sens les participants donnaient à leur action. Les entretiens ont porté sur les thèmes suivants : *La place de l'action dans leur modes de vie* (anecdotique, ou aboutissement, étape ou début d'un changement de pratiques plus générales), *leur justification de l'action* (intérêt personnel, intérêt général), *le repérage des enjeux collectifs* (le rattachement ou non de l'action à des situations problématiques plus larges, environnementales, économiques, sociaux, philosophiques...), *leur rapport au champ politique* (niveau de connaissance et de reconnaissance des acteurs de la politique institutionnelle et non institutionnelle comme les mouvements sociaux et particulièrement l'altermondialisme; leur capital militant), *leur projection* (l'importance donnée au développement de ces actions et les moyens de ce développement)

Ces entretiens, semi-directifs, ont été menés auprès de 14 consommateurs, choisis en fonction des résultats du questionnaire de façon à respecter la diversité des situations (âge, situation familiale, sociale, motivations exprimées...), et de 6 producteurs.

Cinq autres entretiens ont été menés auprès de participants initiateurs des cinq groupes girondins (PCA Bordeaux, CPA Talence Agapes Libourne, Les Jardins du Cubzagais Saint André de Cubzac, le Jardin d'Adèle Pessac) à partir de questions portant plus spécifiquement sur la mise en place, l'organisation et le projet de chacun des groupes.

L'ensemble de cette enquête nous a permis de recueillir un nombre très important de données que nous avons eu beaucoup de difficulté à traiter et à circonscrire au sujet que nous nous proposons de traiter. Aussi beaucoup de ces données figurent soit en annexe, soit pas du tout.

Notre position d'acteur en tant que membre de Paysans et Consommateurs Associés, si elle nous a permis une relation privilégiée avec les acteurs et le terrain, en comporte aussi tous les risques. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas voulu traiter les questions de pertinence, d'efficacité ou d'efficacités d'une telle action, mais plutôt celle de la dynamique sociale qu'elle exprime. L'orientation de cette étude la situant donc davantage dans le champ de la recherche sociologique générale que dans celui de la recherche évaluative, appliquée ou encore de la recherche action, nous ne nous attarderons donc pas sur l'énoncée de préconisations. Nous espérons cependant, en proposant cette lecture, apporter aux acteurs des contrats locaux des éclairages nouveaux, avec l'espoir qu'ils y trouveront autant d'intérêt, que nous en avons eu à les écouter.

## Chapitre 1 Les contrats locaux en Gironde : particularités et convergences

### **I. la construction locale des groupes : une démarche individuelle et une expérience collective**

Comment se sont formées les associations de producteurs et de consommateurs en Gironde et quelle est, de leur point de vue, leur portée ?

Pour répondre à ces questions, nous avons interrogé les participants qui ont joué un rôle moteur dans la constitution des groupes. Nous leur donnons ici le titre d'animateur ou d'initiateur, bien qu'ils ne le défendent pas eux-mêmes ou qu'ils ne soient pas les seuls à pouvoir y prétendre<sup>11</sup>.

Nous pouvons ainsi pu comparer le projet et la mise en place de PCA (Paysans et Consommateurs Associés-Bordeaux), de CPA (Citadins et Paysans Associés-Talence), des Jardins du Cubzagais à Saint André de Cubzac, du Jardin d'Adèles (Association pour le Développement d'échanges Locaux, Equitables et Solidaires-Pessac) et enfin d'Agapes (Association pour Garantir une Agriculture Paysanne de Proximité Equitable et Solidaire).

Nous n'aborderons pas ici le détail des organisations de chaque groupe<sup>12</sup>, mais nous insisterons sur la convergence aussi bien dans le temps que dans la forme de ces initiatives, pour ensuite présenter la définition que les acteurs donnent de leur action.

#### **1. À l'origine, des militants... mais une démarche individuelle**

Les cinq groupes sur lesquels a porté notre enquête se sont constitués entre 2004 et 2005.

Tous ont été créés par des membres actifs d'association, militant dans des réseaux proches mais distincts : Attac Graves pour CPA, Attac Libourne pour Agapes et Attac Haute Gironde pour les jardins du cubzagais, du SEL (Système d'Echange Local) et du parti des Verts pour le jardin d'Adèle, du cinéma Utopia pour PCA ...

Mais ces militants se sont engagés dans les actions à titre individuel et non au nom de leur organisation. De fait, ces groupes ont un fonctionnement tout à fait autonome des organisations instituées qui ne sont que rarement mises en avant. Il s'agit avant tout d'initiatives individuelles stimulées la plupart du temps par des rencontres. Rencontre entre différents acteurs dans le cadre du forum social de la Gironde pour le groupe de Bordeaux, de celui de Libourne pour agapes, dans le cadre des Rencontres de l'Economie Solidaire pour le groupe de Pessac, à l'occasion d'un marché paysan, où étaient débattues la question de l'agriculture paysanne, pour Saint-André...

Pour expliquer la raison de leur investissement dans la création des groupes, les initiateurs interrogés ont fait valoir, au-delà de l'intérêt que pouvait avoir le projet à un niveau plus général, la nécessité

---

<sup>11</sup> Les entretiens ont été menés avec Isabelle membre de l'équipe du cinéma utopia pour PCA, Didier membre d'Attac Graves, Nicole et Jean Noël respectivement animatrice et membre d'Attac Haute Gironde pour les jardins du Cubzagais, Roland, administrateur du Sel Gabarre et de Terre d'Adèles et Elisabeth maraîchère pour le Jardin d'Adèles et enfin Laure, salariée du mouvement chrétien dans le monde rural, pour Agapes. Tous font partie du conseil d'administraton de leur association, sauf Isabelle puisque PCA n'est pas une association Par facilité de lecture nous ne signerons les citations par des personnes interrogées par la localisation des groupes.

<sup>12</sup> Voir les fiches de présentation des groupes en annexe

pour eux à un moment donné d'agir concrètement, de faire converger discours et pratiques, de s'inscrire dans une action locale.

*« L'Amap c'est du concret. Pour moi, c'est mettre en cohérence les discours et les actes. » Laure- Libourne*

*« Il ne faut pas simplement dire les choses, il faut aussi les faire pour démontrer qu'on peut, qu'il y a des possibilités » Isabelle- Bordeaux*

*« L'Amap, c'est mettre du sens dans le local et faire du local, et être vraiment parti prenante d'une action locale » Nicole- St André*

Autre motivation : la vie concrète du groupe, la qualité des relations humaines et des échanges qui s'y expriment autour de pratiques qui touchent à la vie quotidienne, l'expérience commune, au-delà des seuls débats idéologiques, la connivence plus que le prosélytisme à tout prix.

*« la création pour moi de l'Amap ,c'était aussi retrouver mes racines de fille de paysans avec tout ce que ça a de relations humaines, de bon sens, de bien manger... de relation avec la nature, être en accord avec les saisons, et de relations de voisinage, d'entraide... » N. Saint André*

*« les chantiers collectifs où l'on voit les enfants qui cavalaient partout, ce sont des moments forts et ça a beaucoup d'importance » E. Pessac*

*« Le côté bon samaritain, il y a longtemps que je ne l'ai plus, tu as assez à faire avec les gens qui ont envie d'avancer... » D. Talence*

Cette expérience semble être pour beaucoup d'entre eux une nouvelle étape dans la façon de vivre leur militantisme, traduire de nouvelles aspirations que ne partagent pas nécessairement tous les militants de leurs organisations d'appartenance, qui ne rejoignent apparemment pas massivement ce type d'action.

Les consommateurs qui ont rejoint les groupes ont par la suite des origines variées. Un premier cercle appartient en général au réseau proche des initiateurs, pas nécessairement militant. Et à mesure que le temps passe et que l'information circule, le cercle s'élargit à des personnes nouvelles, habitant à proximité du lieu de distribution des groupes ...

Seul, PCA, grâce à une information régulière dans la « gazette de l'Utopia », a attiré rapidement de nombreux consommateurs du centre de Bordeaux qui ont pour beaucoup comme seul point commun, au premier abord, la lecture de ce journal...

## **2. Des expériences particulières...**

Le fait que certains groupes se soient constitués en AMAP (Pessac, saint André), d'autres en association déclarée (Talence, Libourne) ou encore en association de fait, ne détermine pas leur fonctionnement. Ils sont tous différents et ces différences sont davantage le résultat de leurs histoires particulières et du contexte local dans lequel ils se sont construits que de leur statut.

Car ce qui a été mis en évidence à l'occasion des entretiens c'est la description de ses actions comme une expérience, une expérience qu'il a fallu construire et qui continue à se construire. Parce qu'il est difficile de reproduire ce qui se fait ailleurs, ce qui supposerait de trouver les mêmes conditions de

réalisation du projet (nombre de consommateurs, façons de travailler du producteur, type de production, configuration agricole des régions etc.), il a fallu beaucoup de discussions, de tâtonnements, d'hésitations... pour démarrer l'action, l'ajuster, l'adapter aux réalités qui se présentent : les aléas de la production, la confrontation à la précarité économique des producteurs; les habitudes des consommateurs qu'il n'est pas facile de changer...

Les initiateurs mettent en avant cette dimension de constructions collectives et valorise le caractère particulier de chaque groupe.

*« C'est vraiment un groupe qui évolue et qui avance ensemble...tout le monde était prêt intellectuellement mais après il a fallu le vivre » J.N. Saint André*

*« Ça correspond à ce que l'on a mis en place, nous. Ça nous correspond. Alors après, ça ne correspond peut-être pas à ce que font les autres mais chacun s'organise comme il l'entend » L.Libourne*

*« On l'a en fait adapté à nous, à nos comportements » I. Bordeaux*

*« Plus c'est des laboratoires, plus il y aura d'expériences différentes, mieux ce sera » R. Pessac*

Au-delà des différences, on peut toutefois retrouver quatre principes de base commun à tous les groupes mais que chacun a interprété et hiérarchisé à sa manière : un lien d'engagement entre producteurs et consommateurs, le contact direct avec le producteur, la proximité de l'exploitation, le paiement à l'avance de la production.

Quelques exemples de l'adaptation de ces principes : PCA fonctionne avec des producteurs dont les fermes se situent entre 100 et 200 km du lieu de livraison, parce qu'un producteur de Dordogne s'est investi dans le projet dès l'origine et a utilisé son réseau pour intégrer de nouveaux producteurs. L'engagement, s'il existe, n'y est pas formalisé parce que les personnes présentes au démarrage du groupe ont privilégié une mise en place rapide de l'action. Dans l'association de Libourne, tous les consommateurs ne rencontrent pas les producteurs systématiquement et ont opté pour une organisation de livraison en chaîne. Ils ont jugé plus pertinent de limiter leurs propres déplacements qui auraient été importants parce qu'ils résident dans des villages éloignés de Libourne...

Alors que les AMAP désignent un groupe de consommateurs soutenant une ferme, un producteur, l'AMAP de Pessac et de saint André ont intégré d'autres producteurs, des « producteurs associés » avec lesquels les consommateurs ne pratiquent ni commande, ni pré paiement, afin de faciliter le ravitaillement des consommateurs sans qu'ils aient à se déplacer plusieurs fois dans différents endroits...

De même, la place des producteurs dans les groupes est variable et ne dépend pas non plus des statuts. Certains se sont investis totalement dans la création et la mise en place des groupes. C'est le cas de la maraîchère de Pessac dont le projet personnel a rencontré celui des consommateurs. C'est aussi celui de l'éleveur de l'Amap de Saint André qui en est le président et qui participe en tant que consommateur et « producteur associé », ou encore celui du couple d'éleveur de volaille de PCA, qui a pris en charge seul, pendant longtemps, la gestion des commandes et se sont chargés d'introduire les autres producteurs. Les autres producteurs ont été recherchés, rencontrés et intégrés au groupe par les

consommateurs. Rares sont ceux qui écoulent entièrement leur production auprès des groupes. Exceptées les maraîchères de Pessac et de Saint André et dans une moindre mesure celle de Bordeaux, tous ont d'autres débouchés et tiennent en général à les conserver.

### **... en toute autonomie**

Si les différences ne sont pas nécessairement liées au statut, cette question reste cependant importante dans les groupes : se constituer en AMAP ou non, en association ou non... Tous se sont posés la question et certains se la posent encore.

Après quelques hésitations, Les groupes de Talence, Bordeaux et Libourne n'ont pas souhaité se constituer en AMAP pour « *ne pas être engagé dans une organisation dans laquelle [le groupe] ne va pas forcément se retrouver (Libourne)* », « *pour rester indépendant de tout système* » (D. Talence), « *pour éviter d'avoir à rentrer dans un moule* » (I. Bordeaux). Les participants des groupes de Bordeaux et Libourne ont pris contact avec le réseau des AMAP au démarrage de leur projet, mais ces contacts ne semblent pas avoir été enthousiasmants. À l'inverse, le groupe de Saint André a choisi la forme d'AMAP pour plus de visibilité, mais déclare être prêt à se retirer si cela suppose des interventions et pressions extérieures. D'ailleurs, il ne paie pas de cotisations et on ne leur a jamais rien réclamé. D'une manière générale pour les deux associations AMAP, le lien avec le réseau est très lâche... Les alliances sont construites sur un modèle de structuration régionale et alliance Aquitaine est seulement en construction. Quant à la tentative de structuration nationale, elle est pour l'instant suspendue, nous y reviendrons plus tard...

Mais pour tous, la charte, éditée par alliance Provence et garante de la forme AMAP, a servi d'outil de référence dans la construction des projets. Et très souvent, par commodité de langage, les participants appellent leurs groupes AMAP, qu'ils en aient le titre ou pas.

*« C'est important que l'idée, que le mot reste, parce que c'est un repère » I. Bordeaux*

Quant au choix d'une organisation en association ou pas, c'est là aussi une question qui a beaucoup mobilisé. Si Talence et Libourne ont opté pour la forme associative, c'est une nouvelle forme d'organisation peu courante qui a été choisie, une organisation collégiale, pour ne pas figer les rôles, permettre une plus grande participation des adhérents, pour qu'il y ait le moins de jeux de pouvoir possibles

*« Le côté qui a été très intéressant, le côté militant, je ne sais pas, on voulait une association sans président et ça, ça a été une bataille à la préfecture et à l'heure actuelle, on est la seule association en Gironde sans président » D. Talence*

*« Pour nous au sein du bureau, c'était important qu'il n'y ait pas un président, parce qu'on a tendance à se reposer sur[lui] et si peu qu'il ait un tempérament un peu directif, les membres du bureau n'ont plus d'espace, perdent un peu leurs fonctions. Et moi je trouve que c'est très important que ce soit un travail commun. Pour moi, c'était important pour que vraiment chacun ait sa place... » L. Libourne*

Mais si la préfecture de Gironde a validé cette organisation dans les statuts, la sous-préfecture de Libourne, elle, l'a refusée.

Quant au groupe de Bordeaux, si la question d'une organisation en association a été évoquée dès le début de sa création, elle a vite été écartée parce que *« une association, ça veut dire avoir un conseil d'administration, choisir des personnes. (...) dans les esprits ça fige les choses, alors que quand rien n'est décrété, rien n'est décidé, tout est encore faisable, tu peux tout remettre en question, tout est à faire, quelqu'un qui a des idées, qui peut apporter du nouveau... tout est ouvert, on n'étouffe pas.. » I.*

### **3. Des expériences particulières à multiplier....**

Pour les interviewés, l'expérience ne se suffit pas en elle-même. Pour qu'elle ait une portée minimum, il faut qu'elle se développe, non pas par la taille des groupes mais par leur nombre.

*« C'est même le but d'ailleurs... qu'il y ait plein de petites amap partout partout, qu'elles se multiplient et que ça reste toujours de petites entités, parce que c'est le secret, la petite entité..» I. Bordeaux*

*«Il faut multiplier les amap, au maximum avec des petites unités... Il faut développer des unités locales, multiplier les lieux... C'est du local qu'il faut faire si on veut faire barrage à la grosse distribution, éviter les camions sur les routes ... » N. Saint André*

*«Il faut que ça essaime. C'est par la multiplicité de ce genre d'initiatives, je pense, que l'on sera une force »D. Talence*

Et pour que se développent ces expériences, il est important d'être ouvert, de se faire connaître, de permettre des échanges d'idées, de pratiques,

*« Si l'amac c'est une communauté, si on s'enferme entre nous, c'est la mort... » N. Saint André*

*« c'est intéressant de voir comment tout cela évolue... et de comparer... je trouve que la dimension de mutualisation des expériences est très importante... » R. Pessac*

donc de fonctionner dans un réseau qui n'empêche pas la diversité

*«Le réseau pour moi, ce sont des groupes de personnes qui font des choses dans des endroits, et qui sont en lien. Pour moi c'est ça le réseau, ce n'est pas tout le monde va dans la même direction. Avec un projet commun bien sûr, mais chacun le réalise, le met en place avec ce qu'il est... » L.Libourne*

*«Pouvoir intégrer l'expérience des autres, voir ce que l'on peut faire avec ou par... surtout ne pas se mettre en conformité tous, ce serait dommage. » R. Pessac*

#### **...et qui doivent rester ouvertes à tous**

Une autre question très présente dans les groupes concerne l'accès au groupe des personnes à faible revenu. Dès le départ, le choix du groupe de CPA de s'installer dans les locaux du centre social de Thouars, quartier populaire de Talence, comprenait l'idée *« d'un projet entre guillemet social. on voulait faire participer les gens qui n'avaient pas de revenu...comment, on ne savait pas mais on avait quand même tout un projet derrière.. » D.*

Les solutions trouvées n'apparaissent cependant pas tout à fait satisfaisantes.

À saint André, la question de l'engagement financier a été discutée et assouplie pour une personne dans une situation difficile. Pour le groupe cette question est importante : il ne s'agit pas d'être une



communauté fermée *« je n'ai pas envie que l'AMAP soit une secte... C'est pour ça que [cette] discussion, il faut qu'on l'ait... Parce que si c'est une secte de bobos qui se nourrissent... Ça ne va pas durer... »N*

À Libourne, l'adhésion prévoit un engagement avec un rythme de commandes libre : on peut passer une à quatre commandes dans le mois, ce qui permet au consommateur à faible revenu de participer même pour peu tout en restant engagé dans le groupe. *« On est parti dans ce fonctionnement là, en sachant que cela permet aussi à tous les budgets de pouvoir participer » L.* Même approche pour Bordeaux qui prévoit encore plus de souplesse dans l'engagement puisqu'il peut être interrompu ou repris chaque mois. A Pessac, le groupe réfléchit à plusieurs formules : payer un peu plus cher le panier pour que d'autres familles en situation difficile puisse profiter du système ou utiliser l'unité de temps comme monnaie d'échange.

Cependant, les initiateurs insistent sur le fait que les prix ne sont pas élevés par rapport aux prix du marché biologique et que l'obstacle principal à la participation de personnes en situation difficile ce n'est pas tant le prix que la nécessité d'avoir une certaine démarche...

A PCA, *« les gens qui n'ont pas beaucoup d'argent viennent parce qu'ils pensent qu'ils vont vraiment agir sur la production et la distribution... c'est vraiment militant.. et pour eux, c'est pas cher parce qu'ils achètent très peu par ailleurs et qu'ils se concentrent sur cette consommation là » I.*

#### **4. des expériences qui demandent du temps et de l'énergie pour ne pas tomber dans la « routine »**

Si les initiateurs des groupes ont pu montrer leur enthousiasme, lors des entretiens, pour cette « aventure », certains ont aussi exprimé leur difficulté à rester toujours mobilisés et à mobiliser les participants : s'ils ne mettent pas en doute la motivation des membres du groupe, ils aimeraient parfois un fonctionnement plus participatif. Quelle que soit la forme d'organisation choisie par le groupe. A Talence, par exemple, où l'organisation a été particulièrement balisée dès le départ : *« si c'est bien carré les gens peuvent adhérer (en toute connaissance de cause) mais est-ce que c'est intéressant justement que l'on soit trop carré. Parce que à être trop carré, l'initiative est vite limitée... » D.*, mais à Bordeaux aussi où aucune organisation formelle n'est prévue : *« Il manque un peu d'initiative... j'aimerais que davantage de consommateurs aient l'idée de proposer... » I.*

Veiller au bon fonctionnement du groupe, au rappel à la règle, *« c'est un petit peu usant... » D.* Talence Et il faut de *« l'énergie pour arriver à diffuser, informer... Et à gérer sa vie parallèlement... » L.* Libourne

Au moment où nous avons interrogé les différents initiateurs, leurs préoccupations principales étaient de continuer de faire évoluer ces expériences au sein des groupes. Tous estiment que les groupes sont encore en construction. Pour Talence, par exemple : *« Moi, je pense plus que les gens pour l'instant ont trouvé ce côté sympa (les débats, les échanges...). Je pense que le côté militant, tout le monde l'a... Ils comprennent la problématique. On leur propose quelque chose d'intéressant qui correspond à ce qu'ils ont envie mais pour l'instant ça ne va pas plus loin... » D.*

Et pour Saint André : *« 30 adhérents, c'est embryonnaire, 30 adhérents qui discutent encore de ce que c'est qu'un engagement, de ce que c'est qu'une AMAP, de ce que c'est que l'agriculture paysanne... Et consommer autrement... » N.* *« Pour le moment, c'est vraiment quelque chose qui se fait... » J.N.*

## **II. Le soutien à l'agriculture paysanne pour une alternative à la consommation et à la production de masse**

Les groupes présentent ainsi l'objet de leurs associations : pour Saint André, Libourne, Talence et Pessac, il s'agit d'abord *de maintenir et de promouvoir une agriculture de proximité, socialement équitable, écologique et économiquement viable*. Elles regroupent ainsi des adhérents autour d'agriculteurs et de producteurs locaux, en organisant la vente directe par abonnement de leur production selon les modalités définies soit dans la charte des Amap, soit à partir d'une charte élaborée par les associations non-amap<sup>13</sup> comme dans le cas de celles de Talence et de Libourne.

Les différentes chartes précisent d'autres objectifs, ceux de *développer une solidarité entre la ville et la campagne, de permettre aux consommateurs de manger au prix le plus juste et le plus accessible possible des produits sains et de qualité*, et définit les conditions de l'engagement entre les consommateurs et les producteurs et de leur participation à la vie du groupe.

Seul, le groupe de Bordeaux présente l'activité sur son site comme *une alternative effective aux produits de l'industrie agroalimentaire et à leur distribution à grande échelle*. Ses objectifs se rapprochent ensuite de ceux des autres groupes : *mettre à la disposition du public des aliments sains et goûteux à des prix accessibles pour tous en permettant à des producteurs locaux respectueux de l'environnement et des rythmes naturels des animaux de commercialiser leur production à des prix justes, pour ensemble créer des formes conviviales d'échanges entre la ville et la campagne, sans pour autant insister sur l'agriculture paysanne*.

Pendant la première période de fonctionnement de PCA, aucun texte supplémentaire n'est venu préciser les modes d'engagement des participants et de fonctionnement du groupe. Cependant, un petit groupe de consommateurs ont estimé important de mieux définir l'activité de PCA à partir d'une charte qui est en cours de rédaction.

A la lecture de la présentation des objets, on pourrait penser que les motivations des participants diffèrent, les premiers insistant sur le soutien d'un mode de production agricole particulier et les seconds davantage sur un mode d'échange et de production alternatif à partir d'un positionnement critique face à l'industrie agro alimentaire et la grande distribution. Mais cette différence n'est pas significative, l'ensemble des approches existe bien dans tous les groupes.

Bien plus qu'un mode de distribution permettant à des producteurs, respectueux de l'environnement, de vivre dignement de leur production et aux consommateurs de profiter d'aliments de qualité, les contrats locaux sont aussi des supports à la prise de conscience des réalités de l'agriculture aujourd'hui, intégrée dans une certaine logique économique, et le lieu de changement des comportements des consommateurs.

### **1. Une expérience concrète du monde agricole**

A travers l'activité de ces associations, la question de l'agriculture n'est plus seulement théorique.

---

<sup>13</sup> Les chartes sont présentées en annexe 1

Didier explique ainsi la confrontation du groupe de Talence avec la réalité locale et la priorité de l'association.

*« Nous, on s'est vraiment branchés très très rapidement sur le fonctionnement des agriculteurs... On l'a très bien vu lors de la recherche des producteurs, on s'est aperçu que des producteurs maintenant il n'y en avait plus beaucoup, que c'était très difficile pour eux de s'installer, qu'en périphérie on n'en trouve pas... Ce sont plus les problèmes que l'on se posait dès le départ... ». C'est l'agriculture dans l'état dans lequel elle se trouve aujourd'hui qui pose problème : « c'est une question primordiale, plus que le côté alimentaire en tant que tel parce que si on ne résout pas le premier problème, on ne résoudra jamais le second. Et on sait très bien que l'agriculture que l'on nous propose pour demain, c'est la fin de l'agriculture chez nous. On aura des légumes qui viendront d'ailleurs... ».*

Aussi, l'association est le moyen d'informer les gens : *« les gens ne savent pas ce qui se passe réellement (...) On l'a bien vu avec le débat sur la PAC, beaucoup de gens n'y comprennent rien »*

Mais le lien entre le producteur et les consommateurs est fondamental pour prendre conscience de cette réalité et des difficultés que rencontrent les producteurs.

*« Je pense que tant que tu n'as pas vu, tu ne peux imaginer... Avec leurs 3 ha de terres, remplis de légumes, deux petites mains et sans outils tu te demandes comment ils font... »* Faire prendre conscience de cette réalité *« C'est un peu notre rôle avec les producteurs. En plus, on a la chance d'avoir des gens qui sont déjà militants, des gens qui peuvent expliquer ... »* Expliquer par exemple que *« le fonctionnement de l'AMAP sur l'année leur avait permis de payer le gasoil du camion et d'acheter les intrants sans avoir à s'endetter. C'est vrai qu'on a besoin du producteur, son retour à lui, dans son fonctionnement, dans son budget... »*

Ce lien a permis aussi au groupe de Pessac de percevoir la particularité de travail des producteurs, leur difficile rémunération et la valeur, le coût des produits : *« En un an, il y a eu d'énormes évolutions, de prise de conscience par rapport au travail et à ce que gagnent les producteurs ... Tout le monde s'imaginait qu'en passant par un système AMAP, le producteur allait pouvoir bien vivre et qu'on pouvait payer les légumes moins chers. Au bout du compte on se rend compte que ce n'est pas si simple d'avoir ses légumes »,* qu'il y a beaucoup d'incertitudes *« est-ce que ta culture est prête à être récoltée, est-ce qu'il ne va pas y avoir de la grêle et tout détruire... il y a un stress terrible, incroyable... »* et qu'une juste rétribution pour le producteur passe par un coût des produits nécessairement plus élevé que ceux de l'agriculture conventionnelle *« On s'est rendu compte aussi que l'agriculture étant subventionnée et pas les agriculteurs bio, nous on paie la différence... Cela devient clair pour beaucoup de gens alors que ça ne l'était pas du tout. »*

Même découverte pour le groupe de Libourne, :

*« La majorité des gens qui sont à l'association ne connaissent pas grand-chose à l'agriculture. Ils tombent des nues... Aux premières réunions, ils disaient : c'est dérisoire nos soucis, on se pose des questions en tant que consommateurs, on est à mille lieux de leur réalité à eux... C'est vrai qu'il y a un décalage énorme entre le monde agricole (et celui des consommateurs)... la majorité des consommateurs ont encore une image bucolique de l'agriculture, ils ne réalisent pas du tout l'évolution qu'il y a eu en 60 ans. » L.*

Pourtant on aurait pu penser que, résidant en milieu rural, les consommateurs étaient plus près des réalités agricoles, mais à Libourne comme à Saint André « *on est dans une zone rurale mais pas maraîchère. Ici, ce sont des vignes... Au marché de saint André il n'y a plus de producteurs, il n'y a que des revendeurs. D'où ça vient, de Brienne... On est maintenant dans la même situation que les citadins.* » J.N.

Aussi, la prochaine étape qu'envisage le groupe est de travailler sur cette question : « *trouver des producteurs, trouver des terres, des gens qui sont au chômage et qui voudraient bien se réinstaller dans l'agriculture...* » N. Car si le besoin existe, Nicole et Jean-Noël croient davantage à l'installation de nouveaux venus qu'à la reconversion des agriculteurs en place parce que pour eux, ce serait « *un retour en arrière* » : « *depuis 50 ans, les agriculteurs ont dans la tête que l'agriculture doit forcément évoluer vers une agriculture productiviste... Tout y pousse, les formations, les conditions d'installation, ils sont ligotés par les subventions...* »

## **2. Une « ré »éducation des comportements de consommation**

Expression d'une volonté de soutenir les producteurs et l'agriculture paysanne locale, l'activité des associations suppose aussi un nécessaire changement de ses habitudes alimentaires, du rapport à la nourriture, de ses comportements de consommateurs.

« *Le vécu des personnes c'est quand même la grande surface et l'industrie... Pour arriver à passer à autre chose, ça prend du temps et ça se construit.... c'est d'abord un apprentissage, un changement des mentalités et des habitudes... c'est d'abord une éducation à la relation la nourriture, à la consommation* » N. Saint André

Changement souvent difficile : « *Ça change complètement les habitudes de consommation, complètement... Et les gens étaient prêts à soutenir un type d'agriculture et d'agriculteurs, mais de la à avoir des menus imposés, des produits imposés, ils n'étaient pas prêts du tout...* » L. Libourne

mais qui s'exerce grâce à l'échange et dans la durée : « *Au moment de la distribution, après les chantiers collectifs, on discute pas mal : changer le mode d'alimentation, beaucoup... Manger beaucoup plus de légumes, moins aller remplir le frigo avec un caddie régulièrement. Prendre l'habitude de manger ce qu'il y a... Puisqu'il y a des trucs dans le panier, on mange ce qu'il y a, on se casse aussi moins la tête... C'est aussi une contrainte en moins, finalement* ».

Et ainsi, « *petit à petit, l'activité jardin, manger reprend sa vraie place* » R. Pessac

auprès des adultes comme des enfants : « *Et tous les enfants des familles qui nous accompagnent dans cette aventure, participent aux week-end, apprennent à manger un peu plus de blettes, découvre d'autres nourritures et ils sont ravis... Il y a aussi une petite génération, là, montante qui participe...* » Saint André  
« *Ce qui se passe avec les enfants est extraordinaire et même les ados qui ne s'intéressaient pas du tout au jardin se mettent à s'y intéresser... Tout le monde est surpris de l'attachement que les enfants ont au jardin et le goût qu'ils prennent aux légumes.* » E. Pessac

La durée est d'ailleurs un élément fondamental de ces expériences, durée du lien entre les producteurs et les consommateurs, entre les consommateurs eux-même, mais aussi durée qui sépare la commande de la réception des produits. C'est la durée qui change fondamentalement la nature de l'acte d'achat.

Pour Isabelle du groupe de Bordeaux : *« Quand tu vas dans un magasin ou dans un supermarché, tu achètes de suite sans une réflexion, l'achat est immédiat. Alors que quand tu projettes dans le temps, avec bien sûr d'autres facteurs, le contact avec le paysan, les discussions, les visites à la ferme, ça te fait entrer dans plein d'autres sources de réflexion. Le fait que ce soit un achat projeté dans le temps, cela n'a pas du tout le même impact parce que tu peux mieux concevoir le phénomène de production, le phénomène des saisons, que tu ne peux pas avoir de tout n'importe quand. Ça te fait concevoir plein d'autres choses et c'est fondamental... »*

Changer ses comportements de consommateurs, c'est aussi d'une manière générale consommer moins *« on va à l'essentiel »* N. Saint André, éviter la grande distribution et l'agro-industrie qui l'alimente, symboles d'une logique économique contestée.

Si le groupe de Bordeaux s'est construit autour de cette « résistance », d'autres groupes affichent les mêmes intentions : *« Tous, on va beaucoup moins au supermarché. Derrière notre amap, il y a (aussi) l'envie de combattre la grande distribution même si on n'y arrivera pas demain... Et l'agro industrie... Et réfléchir sur le bio... Sur les OGM... Il y a aussi sortir de ce système libéral, destructeur, de production de masse, de mal bouffé »* N. Saint André

A Libourne, l'association *« s'est créée avec l'objectif de limiter les achats en grandes surfaces. »* L. Objectif atteint pour Laure : *« Concrètement, depuis qu'il y a cette association, je ne vais quasiment plus dans les grandes surfaces et c'est une excellente chose. Pour avoir travaillé avec les grandes surfaces(...), on sait bien la pression qu'ils mettent sur les producteurs et (...) à partir du moment où on continue à aller faire ses courses dans ces magasins là, on participe à la pression qui est mise sur tous les producteurs »*

### **3. L'expérience de la solidarité : des discussions, des compromis...**

Tous les groupes ont rencontré des situations concrètes où il a fallu mettre en œuvre le principe de solidarité. Soutenir les producteurs, changer ses comportements de consommateurs, c'est aussi en se confrontant aux situations difficiles de production que ces dimensions prennent sens. Cela n'a pas toujours été une « évidence » pour tous les consommateurs, même lorsqu'ils s'étaient engagés par écrit à commander des paniers en toute circonstance, ni même pour tous les producteurs concernés, certains acceptant parfois péniblement de ne pas suffisamment produire pour satisfaire tout le monde.

Cet hiver, à l'AMAP de Saint André, à cause d'une production difficile, le groupe a dû se contenter de cagettes de légumes vides. Il a pu aussi parfois proposer à la maraîchère de compléter ses paniers avec d'autres produits que les siens (céréales, fruits) *« c'était à notre demande... Comme ici on n'a pas d'alimentation bio, d'épicerie... Au début, ça ne lui plaisait pas du tout de faire ça... C'est nous qui avons insisté »* N.

Quand les maraîchers de Talence ont décidé d'arrêter de livrer le groupe durant la saison d'hiver, pour réserver leur rare production à la coopérative qu'ils venaient de monter par ailleurs avec d'autres producteurs, l'assemblée générale a longuement débattu : *« chacun s'est prononcé... Ça amène à plein*

*d'autres réflexions. Tu donnes de l'argent comme ça, ça veut dire quoi... Est-ce que c'est de l'assistanat... Notre position était qu'il fallait maintenir le contrat : sans revenus, ils ne peuvent acheter des intrants.(...) Les producteurs n'étaient pas du tout demandeurs, je pense qu'ils ont été surpris... » D. Au final, le groupe a laissé à l'appréciation de chacun le choix d'une commande de « paniers virtuels », sans contrepartie. Le groupe n'ayant pas fait (ni souhaité faire) le bilan de cette décision, nous ne sommes pas en mesure de préciser combien de consommateurs sont entrés dans cette démarche, mais il semblerait qu'ils soient relativement nombreux. A Pessac, la maraîchère a parfois complété ses paniers pauvres en légumes avec des plantes cueillies dans la forêt, orties, crosses de fougères. Si c'est l'occasion d'élargir la connaissance des vertus alimentaires des plantes sauvages pour les consommateurs, la cueillette n'est pas toujours perçue comme un travail « *je leur ai dit : venez m'aider... vous allez voir le temps que l'on met à ramasser un kilo d'ortie (...) des râleurs, il y en a, même des gens bien engagés dans l'AMAP... » E.**

A Bordeaux, lorsque la production a diminué cet hiver, la maraîchère a fait appel d'elle-même à d'autres producteurs pour compléter les paniers. Il lui est très difficile de remettre un panier qui n'est pas rempli aux consommateurs « *c'est dur pour moi, je n'avais pas la production nécessaire... c'est dur de ne pas fournir la demande... »* Dernier exemple de la forme que peut prendre la solidarité avec les producteurs : à Bordeaux toujours, devant la menace que représentait la grippe aviaire, les consommateurs se sont engagés par écrit à partir de l'initiative de deux d'entre eux, à ne pas modifier le rythme de leurs commandes auprès des volaillers. Si ceux-ci ont été très touchés par le geste, il n'est pas sûr, d'après les échanges que nous avons pu avoir, qu'ils auraient accepté de vendre leur production si la menace s'était précisée, de peur de perdre une forme de relation équilibrée pour basculer dans la « charité ».

On le voit, ces situations, occasions de mettre en pratique les principes d'engagement et de soutien sont aussi des moments où se définissent ou se redéfinissent les liens qui unissent les producteurs et les consommateurs, les « territoires » de chacun...

#### **4. Un acte politique mais une action non politisée**

Pour tous les initiateurs interrogés, participer à ce type de projet est un acte militant, à caractère politique : Pour l'animatrice de Libourne « *dans le monde où l'on vit, où tout est basé sur l'économie, le fait de participer à une association comme celle-là en soutenant ce type d'agriculture oui, c'est un acte politique... »* et de préciser : « *La politique c'est la vie de la cité, c'est par rapport à l'environnement dans lequel on vit, comment on a envie de vivre là où on est, comme on conçoit la relation aux autres et là, par rapport à l'alimentaire, comment on voit l'avenir et quel type de produit on veut manger... tout est lié... »*

L'AMAP de Pessac a été créée en même temps que l'association Terre d'Adèles dont elle fait partie et qui porte le projet plus global d'un autre rapport avec l'environnement et de relocalisation de l'économie, « *C'est beaucoup plus politique dans ce sens là »*

Quant au groupe de Talence, la priorité donnée au soutien des paysans traduit un « *côté militant syndical politique »* de l'action

Mais pour avoir une inscription dans le politique, ce n'est pas le lieu de marquer un positionnement politique particulier.

*« Je ne suis pas sûr que ce soit le lieu pour débattre de ça, dans le sens où certains ont des idées très marquées et que ce que je trouve intéressant dans l'association c'est justement que par quelque chose de très concret, on peut sensibiliser et pour sensibiliser, il faut que tout le monde puisse exister. Et quand il y a des idées trop marquées, ou des personnes qui ont une facilité d'expression,(...) ça ne permet pas à d'autres [voix] de s'élever... » L. Libourne*

Pour Isabelle (Bordeaux) c'est cette dimension non politisée qui attirent les consommateurs de plus en plus nombreux. *« De prendre [le système] par le biais de l'agriculture qui est mal en point, les paysans, les fermes qui disparaissent tous les jours... De mettre en parallèle l'agriculture industrielle qui pollue les champs, qui met des hormones dans nos assiettes, de sensibiliser les gens par la bouche, par ce qu'ils mangent et ce qui leur tombe dans le ventre ... C'est du militantisme bien sûr... mais ce n'est pas du tout politisé, même si ça l'est dans le fond parce que, tu te positionnes forcément pour une forme d'agriculture, une forme de rapports entre consommateurs et producteurs, pour une forme de production, de distribution est donc forcément à un moment donné tu es amené à réfléchir sur le système économique, le système marchand, le système de distribution, sur tout quoi...»*

L'expérience se veut ouverte à tous, et permet, par son objet même, que se développe chez les consommateurs une certaine approche critique. C'est pourquoi la diversité des motivations des consommateurs n'est pas vraiment un problème, parce que les contraintes sont nombreuses et que pour s'y engager il faut être prêt à cette approche critique : *« il y a certainement des gens qui viennent avec l'idée qu'ils vont manger de bons légumes bio et qui ne pensent pas plus loin. Mais ils comprennent très très vite que c'est autre chose... (...) Ce ne sont pas ceux qui ont une position critique dès le départ, mais ça peut les faire venir là, c'est très pédagogique (...) et ceux qui n'ont pas compris le sens du système, ils s'en vont... » R. Pessac*

Ces projets comportent donc une dimension politique car ils proposent aux citoyens d'agir sur leurs préférences économiques, et y adhérer suppose pour le moins une approche critique face au système courant de production et de consommation. Qu'en est-il des producteurs impliqués dans ces groupes et quels avantages retirent-ils de leur participation ?

## **5. Pour les producteurs : un soutien économique et une expérience nouvelle de la relation avec les consommateurs**

La plupart des producteurs qui se sont investis dans les groupes sont ce qu'il est courant d'appeler des « néo-ruraux », ou encore, selon un terme encore plus actuel, des « agriculteurs hors cadre familial » : ce sont des nouveaux venus dans le secteur agricole. C'est encore plus vrai pour tous les maraîchers des groupes que nous avons rencontrés. Tous ont été ou sont en reconversion professionnelle qu'accompagnent le plus souvent des aspirations qui dépassent largement le cadre du projet professionnel. Une exception existe cependant pour un des deux maraîchers du groupe de Bordeaux. Ce dernier a repris l'exploitation familiale, mais a fait évoluer, bien avant son investissement dans le

groupe, une production céréalière de type conventionnel en production biologique, et a considérablement changé l'organisation de sa production, entre légumes, céréales et, depuis peu, fruits. Parce qu'un jour, il s'est dit « *qu'il devait y avoir d'autres moyens de produire qu'avec les produits chimiques. Quand on voit les têtes de mort sur les bidons de désherbants ou autres.. on se dit que ce n'est pas inoffensif ...* » Cette situation semble assez rare. La reconversion en agriculture biologique ou en polyculture semble très difficile pour les agriculteurs qui sont engagés dans un mode de production conventionnelle, confirmant la remarque que nous avons notée précédemment de la part d'un des initiateurs des groupes. Le passage d'un mode de production à l'autre implique en effet pour beaucoup un changement trop « radical » au vu des investissements tant matériels et financiers que psychologiques qui sont en jeu.

Pour mieux cerner la motivation et les intérêts de ces « jeunes » agriculteurs (jeunes par l'expérience, plutôt que par l'âge) à participer à ces groupes, nous avons interrogé 5 producteurs du groupe de Paysans et consommateurs associés : Eric et Maïté, éleveur de volailles ; Christine et Jean-Noël, les deux maraîchers du groupe et Adrian, producteur d'œufs. Si l'on excepte Jean-Noël, qui a donc repris l'exploitation familiale, tous sont des néo-ruraux. Eric et Maïté, ainsi que Christine ont quitté leurs activités en ville et ont, pour des raisons différentes, souhaité changer de mode de vie, vivre à la campagne et y vivre de leur activité. Ils ont suivi une formation d'agriculture biologique et se sont installés il y a environ 6 ans pour Eric et Maïté, et 3 ans pour Christine.

Adrian s'est installé en 94, alors que le bio n'avait pas encore le « vent en poupe ». Il était particulièrement sensible aux problèmes écologiques et aux enjeux du développement international : « *beaucoup de problèmes de développement du tiers monde ont leurs racines dans les politiques agricoles des pays riches* ». Reprendre une exploitation lui permettait d'aller plus loin dans sa démarche, en se confrontant aux réalités du monde agricole et le faisant évoluer à son niveau.

Christine, Adrian et Jean-Noël ont été contactés et intégrés au groupe par Eric et Maïté, impliqués dès le début du projet. Ces derniers expliquent leur investissement initial ainsi : « *notre motivation n'était pas immédiatement économique (...) et c'est vrai que les premiers mois on faisait 100 kms pour apporter trois poulets, et ce n'était pas rentable. Une des premières motivations que l'on avait c'était de rencontrer des gens.* » S'ils ne remettent pas leur choix de vie en cause, ils sont heureux de pouvoir une fois par semaine sortir d'un relatif isolement à la campagne pour renouer avec la ville et retrouver des citadins : « *quand on est arrivés ici, on n'avait pas de famille, pas d'amis. (à PCA,) on rencontre des gens qu'on finit par connaître et par apprécier* ». De même, pour Adrian, aller à Bordeaux, rencontrer des gens dans ce cadre particulier, c'est aussi l'occasion de sortir un peu de la campagne où « *on est vite isolé et on peut perdre le feeling, par rapport à la société en générale, dont on a besoin pour continuer à être un acteur* »

Pour tous, ce contact régulier avec les consommateurs est aussi une expérience nouvelle de la relation producteur consommateur. C'est la possibilité d'avoir un retour en direct sur ses produits, une relation plus ouverte et plus durable que sur les marchés, et la satisfaction que « *tout le monde s'y retrouve* ». D'un point de vue économique, lorsqu'ils évoquent l'intérêt de leur participation à PCA, tous reconnaissent la nouvelle sécurité que représentent pour eux les commandes régulières et le prépaiement qui leur assure un fond de trésorerie. Ces deux principes leur permettent de mieux anticiper



et gérer leur production et leurs dépenses. Si les producteurs ont accepté de participer sans réserve à cette organisation, c'est que tous commercialisent ou cherchent à commercialiser leurs produits en vente directe. Passer par les magasins ou les grossistes, c'est perdre une partie de leurs marges bénéficiaires et être payés parfois plusieurs mois après la date de facturation, sans compter le temps passé au démarchage et à la livraison, autant de temps qui n'est pas utilisé à la production. Même la vente directe au marché est moins avantageuse, même si beaucoup apprécient les contacts qui s'y établissent et la possibilité de participer ainsi à la vie locale : si les prix pratiqués à PCA sont inférieurs à ceux du marché, 2 heures de distribution permet d'écouler bien plus de marchandises que 6 heures sur un marché et il n'y a aucune perte. Le marché est particulièrement difficile pour les nouveaux venus en maraîchage : il faut consacrer parfois plusieurs années à se faire une clientèle et être toujours en capacité de production maximale pour ne pas la perdre.

Tous estiment que les associations de producteurs et de consommateurs sont un moyen particulièrement efficace de soutenir l'activité des petits producteurs et de leur permettre de garder une certaine indépendance... *« Si les paysans veulent s'en sortir, s'ils ne veulent pas être subventionnés, ils ne peuvent faire que de la vente directe »*. De fait, nous avons pu noter à travers les entretiens une volonté forte d'autonomie, (de ne pas dépendre des subventions, de vivre du produit de leur travail), et d'indépendance quant à la façon de mener leurs exploitations. Ainsi, ni Christine, ni Eric et Maïté n'ont souhaité profiter des subventions pour leur récente installation *« aujourd'hui, si tu veux t'installer selon les procédures, tu es tout de suite conduit dans une optique d'agriculture telle qu'elle est pensée dans les chambres d'agriculture, au ministère, dans les politiques agricoles, c'est à dire qu'on va t'amener vers un type d'installation qui demandent des investissements importants, qui ne te donnent pas une autonomie quant à ta façon de travailler(...) puisqu'il y a des contreparties à ces aides »*. C'est ainsi que pour ne pas vouloir répondre aux critères d'installation « typique », Eric et Maïté n'ont pas accès au statut de chef d'exploitation agricole et possèdent celui de cotisant solidaire. Ce statut d'exception, de plus en plus couramment octroyé aux petits producteurs qui s'installent, mais qui n'ont pas la surface d'installation requise pour accéder au statut de chef d'exploitation, leur permet de vendre leur production mais ne leur donne aucuns droits sociaux.

Mais cette volonté d'indépendance s'exerce aussi vis à vis des consommateurs. L'organisation approuvée par tous, au moment de l'entretien, d'un engagement à la durée non-formalisée, permet à tous les consommateurs de « s'essayer au système », mais répond aussi à ce souci d'indépendance. Au moment de notre enquête, il n'était envisagé par aucun des producteurs qui pouvaient l'être, de devenir les « fournisseurs » exclusifs des consommateurs de PCA. D'abord parce que l'expérience peut s'arrêter pour une raison ou une autre. Mais surtout, parce que cette exclusivité peut générer des relations nouvelles, leur demander peut-être une approche plus « salariée » de leur production. Or il est évident que pour les agriculteurs que nous avons rencontrés, avoir choisi la profession d'agriculteur c'est aussi avoir fait le choix d'une profession indépendante. Même pour Christine, la maraîchère, qui a pratiquement démarré son activité avec PCA et qui y écoule plus de 80% de sa production, cette dimension reste importante. Parce qu'ils ont diversifié leurs débouchés et qu'ils tiennent à conserver pour l'instant cette diversification, l'activité de PCA représente pour Eric et Maïté la moitié de leur production, pour Jean Noël environ un tiers, pour Adrian 10% *« c'est à cause de la nature du*

*produit... ce n'est pas un débouché fondamental mais c'est un débouché auquel je tiens parce que c'est énormément intéressant* ». Mais cette approche de l'engagement a évolué dans le groupe autant du côté des consommateurs que des producteurs. La prise de conscience de la spécificité du maraîchage, mode de production le plus soumis aux aléas climatiques, le plus demandeur de main d'œuvre, le plus difficile à « rôder » quand on débute, a poussé les consommateurs les plus investis et la maraîchère à proposer, parallèlement à l'engagement mensuel, un engagement sur une saison (6 mois), engagement qui s'est finalement étendu aux autres producteurs.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient, à travers leur activité, avoir une démarche militante, tous ont répondu positivement mais dans des registres différents. Pour Christine *« En tant que paysanne, tu es obligée d'être un peu militante. On a un métier en complète déperdition. Tout est fait pour que les grosses exploitations s'agrandissent de plus en plus et que les petites fermes disparaissent... »*. Pour Eric *« Il y a une dimension militante dans ce que l'on fait (mais) on est plus intéressé à faire les choses concrètement (..) sur l'agroalimentaire, la grande distribution, les questions écologiques... d'autres s'en chargent tellement mieux que nous [de diffuser les idées]... Nous on essaie à notre niveau de mettre au maximum en cohérence ces idées-là avec nos pratiques »* Militant ? oui, répond Adrien *« je fais ça parce que j'ai envie de faire avancer certaines idées par rapport à une façon de produire et de consommer, par rapport aux enjeux de développement Nord/sud et par rapport à l'environnement »*. Pour Jean Noël, choisir le bio et s'organiser pour vendre le plus possible en direct correspond à sa volonté de faire valoir des modes de production et de consommation différents. Mais ce sont les consommateurs qui ont le plus de poids, ce ne sont pas les producteurs : *« quand les consommateurs seront conscients de tout ce qui se joue au niveau politique et que principalement leur santé est mis au second plan par rapport aux profits des grands groupes... »*<sup>14</sup>

En conclusion de ce chapitre, nous insisterons sur les convergences qui apparaissent dans la mise en place de ces jeunes initiatives que représentent les contrats locaux. Convergence dans le temps, mais aussi dans la façon dont se sont formés les groupes : si les différents initiateurs ont pu y mettre en œuvre un certain savoir faire militant, c'est avant tout une histoire de personnes et non d'organisations militantes. Convergence dans l'attachement que les initiateurs portent au caractère particulier de leur expérience, expérience qu'ils valorisent à deux titres : c'est à la fois une expérience individuelle, par le fait de se confronter concrètement à une certaine réalité, (situation des agriculteurs, nouveaux liens sociaux à vivre, changement de comportement de consommation ) et une expérimentation collective du fait même de la nouveauté de ces actions et de leur nécessaire adaptation au contexte local. Et ces expériences supposent, pour qu'elles puissent à la fois se vivre et se diffuser, de combiner autonomie et ouverture, d'envisager un développement des groupes plutôt que de chaque groupe. Convergence enfin dans l'approche politique de ces actions : il s'agit moins d'en revendiquer le caractère politique que de le vivre au quotidien, à partir d'un investissement concret dans les activités de production et de consommation, dans des liens et des comportements qui s'inscrivent dans la durée.

---

<sup>14</sup> N'ayant pas interrogé tous les producteurs de tous les groupes, nous n'avons pas les moyens de vérifier si tous avaient la même approche de l'expérience. Cependant, la position de ceux que nous avons rencontrés à l'occasion des distributions et des réunions nous paraissent globalement assez proches des celles des producteurs de PCA.

## Chapitre 2 : Paysans et Consommateurs Associés : portrait de groupe et paroles particulières

Les initiateurs présentent donc leur action comme une action politique, les producteurs que nous avons interrogés se sentent d'une certaine façon militants... Qu'en est-il des participants des groupes ? Comment s'y investissent-ils et quel sens donnent-ils à cet investissement ? Y-a-il un décalage entre les projets de base et l'utilisation qu'en font les consommateurs ? Sont-ils plutôt motivés par leur intérêt individuel ou par des enjeux collectifs ? et d'abord qui sont-ils ? Pour répondre à ces questions nous avons mené une enquête quantitative auprès des participants de Paysans & Consommateurs Associés pour avoir une vue d'ensemble de l'identité et du niveau d'engagement du groupe. Puis nous avons essayé de mieux comprendre ce que représentait cette expérience pour quatorze d'entre eux en particulier. Mais avant d'en venir aux conclusions de cette enquête, il faut rappeler le fonctionnement de PCA.

### **I. Une histoire particulière**

Nous avons vu que PCA est né de la rencontre de producteurs et de consommateurs à l'occasion de l'atelier « comment transformer les rapports marchands » du forum social local de Gironde en mai 2004. Le principe des Amap y avait été abordé et dès le mois de juin, une dizaine de personnes ont décidé de mettre en pratique un système s'en inspirant. C'est ainsi que depuis, producteurs et consommateurs se retrouvent chaque mercredi, dans la salle de la cheminée à l'Utopia pendant deux heures, le temps de l'échange.

Lorsque nous avons interrogé Isabelle, membre de l'équipe du cinéma Utopia, et Eric et Maïté les producteurs volaillers du groupe, tous trois ayant joué un rôle déterminant dans la mise en route du projet, ils expliquent que leur première motivation était dans l'action, le désir de mettre en place un système différent rapidement, de montrer que « *c'était possible* ». La question de l'organisation n'est venue qu'ensuite, amap, pas amap, en association ou non.... Les premiers participants étaient d'accord pour ne pas formaliser l'expérience et « *laisser faire* », laisser les personnes s'investir comme elles le souhaitent, prendre des initiatives, « *ne pas figer les choses* », ni les rôles.

Si les rôles n'ont pas été formalisés, dans les faits, ils ont bien été répartis. Eric et Maïté se sont chargés d'intégrer les autres producteurs et de gérer les commandes et Isabelle d'informer les consommateurs par le biais de la gazette et d'animer le temps de la distribution. Puis, le groupe s'agrandissant, d'autres participants se sont investis spontanément dans l'organisation de la distribution, dans la diffusion d'informations, dans la proposition d'activités annexes...

Durant une première période, l'expérience était présentée comme une Amap, dont le principe était régulièrement expliqué dans les articles de « la gazette de l'Utopia »<sup>15</sup> rédigés par Isabelle, à ceci près que l'engagement ne portait pas sur une durée longue, mais sur un mois. Jusqu'à ce que les représentants d'Alliance Provence fassent valoir que Amap était un sigle « déposé » et qu'il n'était pas possible de l'utiliser s'il ne se référait pas au cadre qui lui était lié. L'Amap est donc devenue Paysans et Consommateurs Associés « *Nous avons des petits soucis d'appellation, Amap, pas Amap, nous n'en savions trop rien. Et bien ça c'est précisé. Nous ne sommes pas vraiment une Amap (engagement sur 6 mois,*

---

<sup>15</sup> voir en annexe 1, les articles de la gazette

*adhésion au réseau Alliance Provence, élaboration d'un contrat) même si ça y ressemble furieusement... bref, comme le disent si bien Eric et Maïté « qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse... »<sup>16</sup>*

La question de l'engagement a cependant rythmé la vie de PCA depuis le début de sa création, particulièrement lorsque les vacances arrivent et que les commandes chutent de moitié. Quels sont les liens qui unissent producteurs et consommateurs, quel engagement dans la durée ? Rapidement le principe de rédiger une charte pour préciser le cadre de ce partenariat a été soulevé mais sa rédaction a révélé des désaccords. Les uns, dont la majorité des producteurs, pensaient que formaliser un engagement qui existait déjà de façon spontanée ferait fuir les consommateurs qui appréciaient dans cette expérience le caractère auto-gestionnaire et son ouverture. Les autres estimaient que la formalisation dans la durée était non seulement un gage de pérennité pour les producteurs, mais aussi le moyen pour les participants de ne pas retomber dans des attitudes de consommation. De nombreux débats ont eu lieu sur cette question, le temps de la distribution ou à l'occasion de réunions en petits groupes, et se sont étendus sur plusieurs mois, provoquant parfois quelques vives tensions entre les participants. Finalement, la solution de proposer aux consommateurs un engagement à deux vitesses (un mois et six mois) a été adoptée par l'ensemble des participants présents –tous les producteurs et une trentaine de consommateurs- lors d'une réunion provoquée sur ce thème au mois de mai dernier. Parallèlement aux discussions, un atelier d'écriture de la charte avait été mis en chantier, réunissant une quinzaine de participants et est toujours en cours de rédaction.

Le principe de « non-organisation » que le groupe s'est donné explique que ce différend n'ait pas été résolu plus rapidement. Des réunions en petits ou grands groupes, des explications ou des propositions circulant par le net ou distribués le jour de la distribution ont donné l'impression de la plus grande confusion. Qui décide et comment ? est la question que cet épisode de la vie de PCA a révélé et qui nous semble encore restée sans réponse. Mais peut-être que cette durée était nécessaire pour finalement aboutir à ce consensus ?

Quoi qu'il en soit, c'est parce que leur engagement n'était pas formalisé, que les consommateurs étaient nombreux et n'appartenaient a priori à aucun réseau commun, que nous avons souhaité les interroger pour comprendre leurs motivations et le sens qu'ils donnaient à cet engagement.

## **II. Portrait de groupe<sup>17</sup>**

La gazette de l'Utopia a joué un rôle fondamental dans le « recrutement » des consommateurs-participants. Les articles concernant PCA et les informations précises qu'ils contiennent font que plus de la moitié des personnes interrogées ont facilement trouvé le chemin de la salle de la cheminée, lieu du cinéma où se passe la distribution. Lectrices de la gazette, on peut penser qu'elles fréquentent aussi le cinéma et que cette familiarité du lieu combiné à l'esprit qui l'anime (un cinéma engagé) ont contribué à leur adhésion au principe. Pour d'autres, c'est grâce à une relation, ami ou connaissance,

---

<sup>16</sup> extrait de l'article de la gazette de Février/mars 2005

<sup>17</sup> L'ensemble de ce deuxième point porte sur les résultats de l'enquête quantitative. L'ensemble de l'enquête est en annexe 2

qu'elles ont connu l'existence de PCA. Seules, 5 personnes interrogées signalent avoir participé à sa création, ce qui correspond peu ou prou au noyau de consommateurs qui se sont lancés dans cette expérience en juin 2004.

Au mois de décembre, PCA fonctionnait depuis 18 mois. Plus de la moitié des personnes interrogées étaient présentes depuis plus d'1 an et près des trois quart depuis plus de 6 mois.

Considérant que le nombre de consommateurs a progressivement augmenté depuis juin 2004 où il est passé de moins de 10 à 116 au moment de l'enquête, on peut supposer une certaine fidélité de la part des consommateurs que ne liait aucun engagement formel.

### **1. Mixité des générations, proximité sociale et engagement associatif « moyen »**

La nature de l'activité principale du groupe portant sur l'alimentation, préoccupation plutôt féminine, on pouvait s'attendre à ce qu'il soit d'abord fréquenté par des femmes. Mais si elles sont effectivement majoritaires (62,97), pour les mêmes raisons, on peut s'étonner du nombre important d'hommes (38%). Ce qui peut s'expliquer par le fort effectif de personnes vivant seules<sup>18</sup>, par une meilleure répartition des tâches domestiques dans les couples mais aussi et sans doute surtout, par tout ce qui est investi autour de cette activité qui déborde du simple cadre de la tâche domestique.

Outre les personnes seules, participe une majorité de couple sans enfants<sup>19</sup> mais aussi des familles qui, pour être sous représentée<sup>20</sup>, sont bien présentes. Ces ménages résident dans le quartier mais plus généralement dans le grand Bordeaux et les situations familiales semblent bien conformes à la population que l'on peut trouver dans un centre ville, les familles résidant plutôt dans les zone péri-urbaines. Ils sont cependant 15,71% à résider dans une autre commune, pouvant se situer jusqu'à 30 kilomètres de Bordeaux. Plus de la moitié des personnes interrogées ont moins de 40 ans (57,38%) mais toutes les tranches d'âge sont représentées, avec une représentation légèrement plus importante des plus jeunes (36,76% ont entre 18 et 29 ans) et des plus âgés ( 25% ont 50 ans et plus), à mettre sans doute en lien avec le nombre restreint de familles. Il est intéressant de noter que cette activité permet que se regroupent autour d'un même intérêt des personnes à la différence d'âge aussi étendue.

La grande majorité des participants exerce une activité professionnelle (77,14%), quelques uns sont étudiants (8,57%) ou demandeurs d'emploi (7,14%). Ils travaillent plutôt dans les secteurs professionnels de l'éducation et de la recherche (26,42%), dans le secteur socio-médical (16,98%) ou encore dans celui de la culture (16,98%), ces trois secteurs représentant 57,32% des effectifs. Mais ils sont aussi 20,71% à travailler dans le secteur du commerce, de l'informatique et de l'industrie.

Ils appartiennent pour beaucoup à la catégorie des professions intermédiaires (21,52%) et plus encore à celle des cadres et des professions intellectuelles supérieures (50,94%). Cette dernière catégorie est ici largement surreprésentée puisqu'elle ne concerne que 14,7% de la population active totale en France<sup>21</sup>.

---

<sup>18</sup> 32,39% contre 14,5% dans la population globale

<sup>19</sup> 45% contre 24,8% dans la population

<sup>20</sup> 22,54% contre 32% dans la population

<sup>21</sup> selon les statistiques de l'Insee. « Taux d'adhésion à au moins une association selon la catégorie socioprofessionnelle » 2005 <http://www.insee.fr>

Mais au vue des secteurs d'activité concernés, il s'agit surtout des cadres et des professions intellectuelles supérieures des secteurs public ou assimilé, et associatif. A l'inverse, ils sont moins nombreux à appartenir à la catégorie des employés : 13,21% contre 29,1% de la population active totale.

Donc, se côtoient à PCA des individus de tous âges aux situations familiales variées, plutôt intégrée professionnellement, d'un niveau de formation et de responsabilité professionnelle élevé, exerçant principalement une activité en direction d'un public, basée sur la relation, qu'elle soit pédagogique, médicale, sociale, psychologique ou culturelle. Participent aussi, mais en petit nombre, des étudiants et des demandeurs d'emploi.

Il était important pour nous de vérifier si les participants avaient, en dehors de PCA, un autre type d'engagement, une activité militante, pour nous permettre de mieux situer ce que pouvait représenter leur investissement dans le groupe : ce dernier représente-t-il la continuité d'un engagement plus général ? s'inscrit-il dans des pratiques militantes affirmées ? Au vu des résultats, on peut dire que les personnes présentes ne sont pas plus engagées dans la vie associative que la moyenne des français (selon leurs catégories socioprofessionnelles) mais que les associations concernées sont plutôt des associations « citoyennes » (environnement, droits humains, défense des droits des riverains...) et qu'elles sont plus nombreuses à s'y impliquer. Cependant, si on rapporte le nombre de personnes impliquées dans une association à l'effectif de l'enquête, elles ne sont plus que 16,90% à posséder une certaine pratique de l'engagement associatif et militant.

## **2. Des motivations d'intérêt collectif**

Le questionnaire proposait de hiérarchiser cinq propositions pouvant définir un ou plusieurs aspect de la motivation des consommateurs, à leur arrivée à PCA d'une part, et au moment de l'enquête d'autre part : « la *qualité* des produits distribués », « la *convivialité* de ce type d'échange », « soutenir l'échange économique *local* », « favoriser un mode de culture et d'élevage *paysan* respectueux de l'environnement », « favoriser une expérience *alternative* au mode de production et de distribution du système économique actuel ». Les mots clés permettant de distinguer prioritairement les choix sont en italique.

A leur arrivée, la motivation principale pour un nombre important de participants semble être la volonté de « favoriser une alternative au système économique actuel » (32,14%), mais deux autres groupes presque aussi importants ont privilégié, parmi les propositions, l'un « le soutien de l'agriculture paysanne respectueuse de l'environnement » (28,57%), l'autre « la qualité des produits » (26,79%). « Soutenir l'échange économique local » obtient un faible résultat : il ne recueille que 8,95% des réponses. Mais il faut noter que cette proposition a été choisie en deuxième position par 29,09% des personnes interrogées, ce qui tend à modérer cet apparent désintérêt.

Quant à « la *convivialité* » que l'on peut attendre de ce type d'échange, elle ne paraît importante que pour 1,79% des personnes. Ce manque d'intérêt se trouve confirmé par la grande majorité des consommateurs qui l'ont placée en dernier choix (63,64%) ou ne l'ont pas même sélectionné (33,33%).

Entre l'arrivée et le moment de l'enquête, des changements dans les différentes motivations sont intervenus : l'intérêt pour la qualité diminue (21,43%) ainsi que l'approche générale d'une expérience alternative (30,36%) . Sont davantage prises en compte les propositions de soutien à la production locale (10,71%) et à l'agriculture paysanne (33,93%) qui arrive au premier rang des préoccupations exprimées par le groupe. On peut penser que l'aspect concret de l'expérience, la familiarité avec les producteurs, une meilleure connaissance de la réalité de la production agricole locale, les échanges entre les participants autour de cette expérience a contribué faire légèrement basculer un intérêt plutôt particulier (la qualité des produits) ou plutôt général (l'expérience alternative) vers des motivations plus ciblées, de soutien d'un type de production. Ce constat est renforcé par l'analyse des seconds choix qui se portent de façon très claire sur l'échange local et le soutien à l'agriculture paysanne, avec respectivement 37,50% et 26,79% des réponses exprimées.

Ainsi, les réajustements des motivations se sont faits principalement autour des trois propositions qui induisaient une solidarité économique (soutien à la production locale), un souci pour l'environnement (favoriser un certain type de production) et un positionnement critique (favoriser une alternative au système économique actuel). Si la qualité des produits entre pour une part non négligeable dans les motivations de départ, celle-ci n'est pas majoritaire et tend à diminuer devant les autres choix. Quant à la recherche d'une certaine convivialité, elle paraît inexistante même si à l'usage elle peut être appréciée. Ces résultats font apparaître que les préoccupations des participants portent davantage sur des intérêts collectifs que proprement individuels comme pourrait l'être le seul souci de leur santé ou de la qualité gustative des produits, ou encore le besoin de sociabilité. Cette approche collective de l'utilisation de PCA est confirmée par les résultats obtenues quant à leur définition du domaine d'activité du groupe (écologie pour 38,46% des participants et politique pour 21,15%). Mais cette dernière question a surtout révélé la difficulté, pour les participants, à cantonner leur activité dans un champ particulier.

### **3. Parallèlement, de nouvelles pratiques de consommation et de nouveaux intérêts**

Pour plus de la moitié des consommateurs, la participation à PCA va de pair avec un changement général de leur mode ravitaillement (63,38%). A la question ouverte leur demandant de préciser la nature de ce changement, la majorité des consommateurs ont précisé que ce dernier portait d'abord sur le choix du mode de distribution. Certains expliquent que PCA est devenu leur première source de ravitaillement, d'autres qu'ils privilégient les magasins ou coopératives bio, mais la majorité d'entre eux valorise une baisse de fréquentation de la grande distribution voire une désertion totale : « *j'essaie de bannir les centres commerciaux* », « *nous n'allons plus dans les hyper et presque plus dans les supermarché* ». Autre changement mis en avant est l'attention portée aux produits. Les participants n'achètent plus de « *produits industriels* » ou de « *produits surgelés* », privilégient les produits biologiques ou équitables, de saison ou encore de production locale, s'intéressent davantage au mode de production des produits, à leur mode d'emballage, à leur provenance (« *j'ai réalisé que certains*

*produits venaient du bout du monde, pour moi ça n'a pas de sens ! »), favorisent la qualité plutôt que le prix... Pour ces consommateurs, le fait de participer à PCA semble ouvrir sur un autre mode de consommation, ou renforcer un changement déjà amorcé « PCA fait partie de ma démarche de changement, d'évolution, j'avais déjà beaucoup changé de choses avant PCA », « ce n'est pas induit, c'est parallèle, je ne veux plus mettre les pieds dans un grand magasin et j'y arrive ». Mais ce changement n'est pas toujours facilement accessible : « j'essaie d'acheter bio ou de qualité en faisant avec mes soucis financiers »*

Plus important encore est le changement ou le renforcement des centres d'intérêt que provoque l'investissement dans cette expérience : 73,24% estiment être plus sensibles aux différents sujets proposés dans le questionnaire. Plus de la moitié s'intéressent aux sujets concernant le domaine économique et social, la consommation et surtout l'écologie, un peu moins au domaine de la production et aux questions politiques. Les commentaires associés à cette question, là encore, font apparaître l'imbrication des différents sujets, l'interdépendance des thèmes : « tout est lié » « tout se tient, c'est une façon de vivre sur la planète terre » D'autres l'illustrent en proposant une définition de PCA « PCA permet des revenus stables pour les producteurs, favorise la prise en compte écologique et permet une projection politique à travers la gestion et la rencontre au sein de PCA », « il s'agit d'une action individuelle qui en se généralisant permettra un changement politique et social et donc économique »

Les autres commentaires insistent majoritairement sur la consommation en lien avec la production, « consommation=gaspillage : redonner du sens à la consommation par une production rationalisée », la distribution, « qualité des produits, circuits de distribution courts pour lutter contre les supermarchés et la mondialisation des produits agricoles » ou avec l'écologie, « intérêt croissant pour une consommation juste qui soit en lien avec le respect de l'écologie en terme de développement durable », « j'essaie de m'intéresser aux techniques de production bio et aux manières d'améliorer les rapports à la terre du consommateur tout en diminuant son impact sur celle-ci » ou encore avec le politique « tout ce qui touche à la politique et à la consommation : problématique de la société de consommation. D'autres encore insistent sur une certaine prise de conscience liée à la rencontre et aux échanges avec les producteurs : « la rencontre avec les producteurs m'a informé sur les réalités économiques, cela a renforcé mes convictions et mon choix de donner priorité aux agriculteurs bio ».

Pour finir, de nombreux commentaires expriment un engagement naissant ou affirmé des participants. Parmi les plus explicites : « j'ai pris conscience du pouvoir du consommateur » « je suis en train de devenir militant », « je mets en pratique mon engagement », « je ne me suis pas engagé juste pour le plaisir » « voir la réussite de ces expériences écologiquement et socialement responsable redonne espoir et donne envie de créer d'autres expériences »

#### **4. Une fréquentation régulière mais une participation à la vie du groupe limitée**

Connaître le rythme et la quantité des commandes des paniers était important pour mesurer le niveau d'engagement des participants dans l'activité principale PCA que représente l'échange des paniers. Concernant les paniers de légumes, les résultats montrent que 96,97% des personnes interrogées ont un rythme régulier de commande, plus de la moitié ont un rythme de commande hebdomadaire.



Quant à leur participation à l'organisation et à la vie du groupe, Près de la moitié (49,30%) déclarent ne participer à aucune activité. Les activités annexes que représentent la manutention des produits, les prises de commandes et l'organisation de la distribution sont prises en charge par 38,03% de l'ensemble des participants interrogés. Encore moins nombreux, ils sont 29,58% à déclarer participer aux réunions d'information où sont susceptibles de se prendre les décisions concernant le fonctionnement du groupe. Les activités associées comme les rencontres conviviales et les ateliers à thème ont concerné respectivement 32,03% et 18,31% d'entre eux.

Pour la moitié des consommateurs donc, l'investissement dans la vie du groupe n'apparaît pas important ou possible. Parmi eux, quelques personnes ont signalé leur manque de disponibilité ou leurs « bonnes résolutions » pour l'avenir. Quoi qu'il en soit, ces résultats confirment que la mobilisation des consommateurs s'effectuent essentiellement autour de la distribution.

## 5. De nouvelles pratiques pour changer le monde ?

Les questions « vous paraît-il important que ces pratiques se développent ? Pourquoi ? » devaient permettre de mieux identifier quel était pour les consommateurs l'importance de cette expérience en dehors d'un éventuel et seul intérêt individuel. Comme on pouvait s'y attendre, la première partie de cette proposition a été plébiscitée à près de 100%. Plus riches en renseignements sont les réponses à la question « pourquoi ? »

Nous avons classé les réponses obtenues (49) en 6 thèmes repris par les participants sous différentes formes. Il est intéressant de noter que la répartition des commentaires dans les différents thèmes s'équilibrent de manière surprenante : 1. Changer les pratiques (10 commentaires), 2. lutter contre les grandes surfaces (7), 3. développer une autre agriculture et soutenir les paysans (7), 4. lutter contre les risques écologiques (7), 5. relocaliser l'économie et modifier les relations entre les producteurs et les consommateurs(7), 6. proposer un contre-poids politique (10).

Pour illustrer les différents thèmes, quelques exemples de commentaires :

1. « pour développer d'autres alternatives, prises de conscience, pratiques, réflexes... » « il est fondamental de changer nos pratiques » « en plus du bénéfice personnel, c'est un pas vers un changement global qui aujourd'hui ne peut s'inscrire que dans des démarches personnelles de consommateurs sans attendre de décisions politiques »
2. « pour favoriser la qualité, la santé, l'écologie, le social, tout le contraire de la grande distribution qui broie tout » « parce que les supermarchés tuent les producteurs, vendent les produits chers, sont inhumains » « pour éviter la disparition des petits agriculteurs et la main mise des grandes firmes agroalimentaires »
3. « donner un bon revenu à ceux qui cultivent la terre au lieu de la détruire » « pour favoriser une agriculture raisonnée et permettre aux producteurs de vendre correctement leurs produits sans passer par des intermédiaires », « pour que les paysans puissent vivre dignement de leurs activités »
4. « la surproduction entraîne la surconsommation et la planète ne pourra bientôt plus produire » « pour éviter de dépenser des ressources non renouvelables, à acheter des tomates en hiver qui viennent de loin... » « pour changer le rapport au monde des gens et manger ce que la planète peut fournir sans l'épuiser, la polluer, esclavager, guerroyer... »

5. « diminuer les intermédiaires, redynamiser la production et la consommation locale » « pour relocaliser les échanges, limiter les transports, favoriser la petite exploitation agricole » « pour créer des liens entre producteurs et consommateurs »
6. « pour lutter contre l'idéologie actuelle qui tend à nous laminer » « pour contrecarrer une politique économique ultra libérale dépourvue de lien social » « modèle économique et groupement des consommateurs égale poids politique »

On peut le constater particulièrement ici, les motivations dépassent largement le cadre d'une utilisation individuelle liée à sa santé où à l'appartenance à un groupe. Le positionnement général est bien un positionnement critique face à une organisation sociale et économique jugée pour le moins insatisfaisante. Pourrait-on au vu des commentaires et des résultats précédents risquer une interprétation sur la tendance du groupe sous ces termes : « *changer ses pratiques pour changer le monde* » ?<sup>22</sup>

### III. Changer ses pratiques pour changer le monde ?<sup>23</sup>

Changer leurs pratiques c'est bien la préoccupation des personnes que nous avons rencontrées à l'occasion d'entretiens approfondis. Confirmant les résultats de l'enquête quantitative, ce qui les motive d'abord dans cette expérience, c'est la possibilité d'agir au niveau individuel dans une perspective collective : protéger l'environnement, exprimer concrètement leur solidarité avec les producteurs, soutenir un savoir faire, contourner la grande distribution, tout en profitant de produits de qualité... Mais leur implication à PCA ne se limite pas à soutenir et à profiter d'un mode de distribution particulier. Pour tous, elle fait partie d'un changement plus global dans leur mode de vie, vers un mode plus économe et plus respectueux de l'environnement. Elle correspond surtout à un important désir d'agir, de poser des actes concrets. Et le fait d'agir, de changer leurs pratiques, leur procurent bien des satisfactions... Davantage que la participation à un groupe, c'est bien le principe de l'action qui est mis en avant, une action avant tout locale, à petite échelle, même si elle s'inscrit dans un positionnement critique plus général, une action qui paraît incontournable dans une perspective de changement mais qui reste humble dans un monde complexe et incertain.

---

<sup>22</sup> Comparaison rapide des résultats de l'enquête avec deux autres groupes, CPA de Talence et les Jardins du Cubzagais de Saint André : On retrouve dans les deux groupes une mixité des générations, avec des moyennes d'âge cependant plus élevées (autour de 50 ans). La répartition des catégories socioprofessionnelles des participants traduit une même surreprésentation des professions intermédiaires et des cadres et professions intellectuelles supérieures, dans une moindre mesure à St André (33%) où la répartition entre les catégories est la plus équilibrée, mais très importante à Talence (près de 94%) où de nombreux participants travaillent dans le secteur de l'enseignement et de la recherche (près de 65%). Leurs préoccupations sont tout aussi collectives avec des motivations exprimant d'abord leur soutien à un échange économique local puis une expérience alternative à St André, alors qu'à Talence, sont privilégiés d'abord l'expérience alternative puis le soutien à l'agriculture paysanne. D'une manière générale, le groupe de Talence semble avoir une démarche plus politique et comprend parmi ses membres de nombreux militants actifs. A l'inverse, à St André, si l'intérêt militant existe, ils sont peu nombreux à avoir une pratique militante. 60% des participants de Talence déclarent avoir changé de pratiques de consommation, alors qu'ils ne sont 40% à St André. Par contre 85% de ces derniers disent avoir développé de nouveaux intérêts (75% à Talence). Ces deux groupes semblent être stables dans leur composition, et appartenir à un réseau relationnel resserré. Les participants sont beaucoup plus nombreux à s'investir dans la vie du groupe qu'à PCA : environ 70% d'entre eux à Saint André et 85% à Talence participent aux réunions ou à l'organisation.

<sup>23</sup> Ce chapitre s'appuie sur l'enquête qualitative que nous avons menée auprès de 14 participants de PCA, aux situations sociales et professionnelles, aux âges et engagements variés... Leurs « portraits » ainsi que quelques extraits de leurs entretiens sont présentés en annexe 3

## 1. Agir : une satisfaction

Coralie est « *ravie de pouvoir cautionner ce système là* » auquel elle adhère « *par conviction* ». Ouassem, lui, est « *fier d'avoir conscience* », et de pouvoir agir « *ça fait vraiment du bien...* ».

Julie a choisi cette forme d'échange parce que « *c'est congruent* » avec ses « *idéaux* » et une pratique « *morale responsable ...* », et Elisabeth parce que « *c'est un engagement pour l'avenir* ».

Isabelle tire sa satisfaction d'« *avoir un comportement pratique sur des idées [qu'elle] défend à longueur d'année* » ; Quant à Cécile, elle se sent « *enfin cohérente* ».

Pour Arnaud, participer à PCA, « *c'est une action directe sur laquelle [il] peut avoir une petite emprise.* » Elle s'inscrit dans un « *cheminement* » qui suppose d'« *accepter beaucoup de choses* », mais dont « *la contrepartie est sympa ...* ». Cette expérience a permis à Marc de « *pouvoir agir* » et de « *sortir d'un système* », qui ne lui « *correspondait pas* » ; il « *participe à une aventure un petit peu différente, qui est plaisante, qui permet à chacun de se valoriser, de se poser des questions...* ». Delphine exprime sa satisfaction de pouvoir exercer son pouvoir de citoyenne en orientant sa consommation : « *c'est notre seul pouvoir en tant que citoyen* ». Agir, résister, pour Bernard et Nicky, c'est « *une nécessité* ». Particulièrement pour Nicky « *c'est une façon de respirer...* ». Pour Sylvain, c'est une réalisation concrète, « *un point d'orgue* » qui ponctue « *une phase de révolte, de changement* » dans sa vie. Enfin, pour Charlérie et Sylvie, c'est « *une expérience* » parmi d'autres qui permet de rendre concrète et de « *stimuler une réflexion plus globale* » avec « *cette intuition que les idées et la pratique, c'est lié* »

## 2. Redéfinir ses besoins

Causes ou conséquences de la participation à PCA, consommer moins, redéfinir ses besoins, retrouver des savoirs, reconquérir une certaine autonomie sont des objectifs partagés.

« *Je me recentre sur des achats qui sont plus utiles pour moi et pour autrui* » Julie

« *Ça ne me dérange pas de moins sortir ou de ne pas m'acheter de fringues. Pour moi, l'alimentation c'est la priorité.(...) Je fais beaucoup de choses moi-même, j'aime bien aussi « le do it yourself », le concept de privilégier le faire soi-même* » Coralie

« *Quand on se retrouve avec Sylvie sur cette question de faire soi-même, on arrive aux amap et voilà... Manger local et selon les saisons...* » Charlérie. « *On ne mange pas de bananes, plus d'avocats... On se dit qu'on n'en a pas besoin. Quand on ira à la Réunion, on mangera des bananes qui seront super bonnes et le plaisir, il sera à ce moment-là...* » Sylvie.

« *J'ai pas mal fantasmé l'autarcie. Pouvoir produire soi-même ce dont on a besoin et adapter ses besoins à sa capacité de production.. Je retrouve un peu de ça dans l'amap, je crois.* » Cécile

«*Pourquoi aller chercher des produits tout faits, qui contiennent plein de choses pas sympas. C'est là qu'on réalise qu'on est très dépendants finalement. (...) Le but ce n'est pas de vivre en ermite et de faire tout soi-même, mais (de tendre vers) d'autres rapports sociaux et une autre organisation de société..* » Arnaud.

## 3. Un échange local, équitable et durable

Les participants sont très attachés au caractère local de l'action, à l'établissement de nouveaux liens sociaux et économiques de proximité :

« (Ce qui m'a motivé, c'est) le fait que ce soient des gens qui s'organisent à l'échelle locale, qui semble être de plus en plus une solution qui marche » pour contrebalancer « ces énormes organisations, ces supermarchés complètement anonymes ». Ouassem

« On fait travailler des paysans mais pas loin, ce qui fait qu'il y a moins de transports, moins de pollution. On fait travailler des gens sans subvention, ça veut dire qu'on les laisse libres de leurs actions. On recrée un lien social et un lien économique proche, de proximité » Marc

Ces liens de proximité s'exercent dans une relation d'échange équilibrée :

« En même temps, c'est un échange. Je me retrouve avec des produits de bonne qualité. Pour moi c'est génial : je découvre des choses, le rythme des saisons, l'apprentissage de la cuisine, c'est donnant-donnant. » Coralie.

« On cherchait un endroit (...) où on pouvait aider des gens à écouler leurs marchandises, donc à vivre, et nous à mieux vivre par la qualité des produits, (...) avoir autre chose en terme d'échange que ce qu'on trouve d'habitude... » Sylvain

« PCA, c'est un groupement de personnes qui ont décidé qu'elles avaient des intérêts communs à se rendre service mutuellement, à être dans des rapports équitables. Pour moi c'est la question de la dimension équitable, la dimension de justesse des rapports qui me paraît être fondamentale.. » Julie

Cet échange passe par le contact direct, la familiarité dans la durée, et ce contact avec le producteur est particulièrement riche pour les participants:

« Le contact direct avec les agriculteurs ça me plaît beaucoup : pouvoir avoir une relation humaine avec les producteurs, aller chercher ce qui se passe derrière, comment ça a été produit, ce qu'il faut en temps et en énergie derrière pour faire fonctionner ce qui va arriver dans votre assiette. » Ouassem

« Ce que je retrouve aussi dans l'histoire des paniers, c'est tout le lien avec la personne (...) Ce que je ne supporte pas dans le supermarché, c'est la standardisation, le manque de contact » Sylvie

« Là, tu vois ce qu'il y a derrière les produits, il y a des gens, (...) Pour moi qui ne suis pas une fille du monde rural, de la terre... je rencontre des gens qui travaillent directement dans ce monde-là et c'est très intéressant de partager ça. » Julie.

« Et de voir les gens (...) d'y aller toutes les semaines, tu es plus proche de la personne, même si tu ne discutes pas avec elle forcément très longtemps. (...) Il y a un lien qui se crée dans la durée... » et ce lien renvoie à un autre lien « Bizarrement, ce n'est pas moi qui mets les mains dans la terre, mais je me sens plus près de la terre. C'est un lien que j'avais perdu complètement. » Cécile

#### **4. Pour un autre rapport à la nature**

Les personnes interrogées valorisent un rapport plus équilibré entre ville et campagne, entre un mode de vie citadin, que beaucoup assument pleinement, et l'importance d'avoir un lien avec la terre, lien que certains recherchent et que d'autres découvrent ou redécouvrent au contact des producteurs.

« [Avec les paysans] on arrive tout de suite à la terre, on arrive à l'eau, tout se tient. Ce n'est pas que manger des légumes. C'est comment on vit sur cette planète, comment on la respecte... »

« [Avec PCA], on recrée un lien entre la ville et la campagne, entre l'homme et la nature. Je n'ai pas dit qu'il fallait casser les villes, mais si on peut sortir de cette coupure... » Marc

« [Participer à PCA, c'est] un retour à des choses, oui .. le lien avec la terre, puiser ce dont on a besoin dans la terre... mais je ne vois pas ça comme une régression. Cela va à l'encontre d'un courant qui emporte tout et il y a une réflexion derrière. Au contraire, c'est complètement novateur ! » Cécile

« Je suis née à la campagne. (...) et je suis sûr que c'est quand-même lié. A partir de 20 ans, j'ai habité en ville, donc j'ai un petit peu oublié tout ça, et là, c'est revenu... Mais je suis profondément citadine. Ce qui ne me convient pas, c'est la gestion pas du tout écologique de la ville. » Isabelle

*« La ville, j'y suis et pour la contaminer de l'intérieur. Ce n'est pas possible, vue la population qu'il y a sur la planète, que tout le monde ait son lopin de terre et puisse vivre en autarcie. Forcément ça implique des nœuds, et donc des villes. C'est plus changer les villes, la nature de la ville... » Charlérie*

## **5. Expérimenter et montrer « du possible »**

L'intérêt de PCA, c'est aussi de pouvoir montrer à son entourage qu'il y a d'autres façons de faire, que c'est « possible »...

*« ça permet de dire quand on est dans le discours (...) : oui il y a des solutions théoriques, mais il y a aussi des choses que vous pouvez faire tous les jours... » Isabelle*

*« C'est un argument de dire, sans que ce soit trop cher, nous on fait comme ça, mais après, il y a d'autres solutions... C'est une solution qui s'offre à nous... » Delphine*

*« Tu deviens vraiment plus facilement médiateur. Tu peux expliquer à des personnes que c'est possible. Tout d'un coup, ça donne du possible, le fait qu'on s'essaye, qu'on fasse des petites expériences » Sylvie.*

En ce sens, c'est un laboratoire qui permet d'expérimenter une alternative pour stimuler les autres, mais avant tout pour se stimuler soi...

*« ça te permet de réfléchir sur d'autres sujets et petit à petit de changer de comportements » Isabelle*

*« ça pousse à d'autres réflexions et ça permet d'agir (...) Il faut le voir comme une expérience (...) on est en train de former des « universités », des savoirs, c'est un petit peu des laboratoires au niveau des consommateurs, au niveau des producteurs... » Marc*

*« c'est une sorte de terreau (...) un endroit où on s'appuie, qui réveille les gens. (...) Et il y a des passerelles très faciles entre un système comme une amap et d'autres petites choses qui n'ont pas de lien direct, pour changer les choses » Ouassem*

## **6. Pour un changement nécessaire des pratiques individuelles**

Ces différents aspects - l'action individuelle, des pratiques de consommation plus sobres, des rapports sociaux équitables et de proximité, le développement d'alternatives concrètes - sont pour les participants autant de moyens du changement. Plus sûrs, en tous cas, dans le contexte actuel, que de s'en remettre à la simple revendication ou l'activité des partis politiques.

Le changement passe d'abord par un travail sur soi (« On est dans un système où c'est l'économie et l'argent qui sont les moteurs. Si on veut changer les choses, il faut refuser de transformer sa vie en quête de fortune et réfléchir à chaque action... » Marc), par son implication personnelle (« Il ne faut pas uniquement manifester, il faut s'investir pour ça... » Elisabeth), par d'autres façons de faire (« développer des alternatives encore plus, aller chercher encore plus loin que d'agripper la manifestation, la revendication, l'éclat... ou le spectaculaire » Sylvie,) d'autres rapports sociaux (« je pense qu'il faut d'abord démarrer par des contacts directs et puis après chacun déroule son petit fil rouge... (...) quand on a des rapports sociaux un peu plus directs, ça responsabilise tout simplement... » Arnaud.)

Parce qu'il faut se convaincre et convaincre « Si ça passe par le haut et par des lois et que individuellement, il n'y a pas de conviction, il n'y a pas de changement dans l'attitude individuelle,

*cela ne pourra pas [marcher]... On ne peut pas directement changer un système par un autre, sauf si on voit que le nouveau système rend le premier has been » Ouassem*

Et c'est dans la progression des convictions et des actions individuelles, dans la diffusion des alternatives que réside un certain espoir...« *Je pense que l'on n'est pas sorti du consumérisme, du capitalisme encore moins, je pense qu'il y a du boulot. Mais j'ai l'impression que les alternatives se développent. Alors peut-être, chacun dans son coin... » Cécile*

*« Si, on multiplie les groupes, si dans chaque groupe, les gens redeviennent un peu plus justement enracinés... J'aime bien l'idée de faire la révolution sans que ça se voit.... » Nicky*

Dans la progression des convictions et actions individuelles... bien plus que dans les projets politiques des partis. Si tous les participants se déclarent « plutôt » à gauche, de « la gauche de la gauche » au « centre gauche », ou encore sensibles à l'approche écologique des Verts, ils ne se reconnaissent réellement dans aucun parti politique institué. Désintérêt, doute, déception, incompréhension, méfiance vis-à-vis du pouvoir... sont autant d'expression de leurs difficiles relations avec la politique.

*« c'est un domaine qui, pour l'instant, m'intéresse relativement peu. Je vote... mais je ne suis engagé sur aucune voie politique ». Arnaud*

*« Pour l'instant, je me situe en dehors... quelquefois je pense qu'il vaut mieux sortir carrément de tout le système, quitte à le réintégrer après. Pour bien comprendre... » Marc*

*« Je n'arrive pas à me situer et il n'y a aucun parti qui me touche vraiment. J'ai l'impression que [les discours politiques] sont loin du terrain. Il me manque, au niveau politique, de voir le lien direct entre les valeurs et les applications de ces valeurs» Ouassem*

*« Je suis profondément déçue... 2002, ça m'a complètement choquée. Je crois que cela a été le tournant : j'ai beaucoup réfléchi sur moi, sur ce que je devais faire, arrêter de me laisser faire, notamment par ma consommation ». Delphine*

*« En ce moment, je ne sais plus du tout où j'en suis... je ne suis plus sûre de rien... Je pense qu'il va naître des choses... » Isabelle*

*« Il y a un gros problème au niveau des hommes politiques actuellement, ce sont des politiciens et plus des hommes politiques (...) Je crois que le pouvoir, ça perturbe les gens. A côté de ça, pour faire évoluer les choses foncièrement, cela passe par la loi. Donc par les élus...» Delphine*

*« Dès que tu arrives un certain niveau de pouvoir, cela me semble complètement biaisé [mais] je ne dis pas « tous pourris » par ce que ce n'est pas du tout ça et que c'est essentiel » Cécile*

Plus marqué est leur intérêt pour l'altermondialisme. Qu'ils y adhèrent totalement (« *Pour moi, aller à l'amap c'est une façon de tendre vers l'altermondialisation* ». Ouassem ), qu'ils l'estiment séduisant (« *l'idée de pouvoir inventer autre chose, déjà, ça me plaît* » Cécile ) ou encore utile (« *il faut un contre-pouvoir* » Sylvain), aucun participant n'ignore l'existence de ce mouvement.

Mais ce mouvement, du fait de la diversité des courants et des approches qui le caractérisent n'est pas perçu en lui-même comme la solution aux problèmes sociaux et environnementaux, mais davantage comme une ressource, une stimulation pour la réflexion, une orientation pour l'action et la possibilité de se reconnaître dans des valeurs partagées.

*« Si le mouvement altermondialiste c'est de permettre à chaque région du monde (...) de se trouver, de se fédérer et puis de trouver des solutions... d'accord... Si c'est pour reprendre les grandes messes qu'on a pu entendre (comme) les religions, le communisme... j'ai des doutes » Marc*

*« L'altermondialisme, j'ai l'impression que c'est plus dans les gestes du quotidien que dans une révolution complète... » Ouassem.*

*« Ce sont des endroits de discussion, de pratiques aussi... Il y a des choses qu'on trouve bien et des choses moins intéressantes... (...) Mais tu te dis que ces pratiques-là elles sont partout, il y a quelque chose dans l'air du temps, je suis plus dans cet endroit-là... Et quand je repense à Seattle<sup>24</sup>, je me dis qu'il y a des dates clés comme ça, (...) comme le 11 septembre ou le 21 avril.. » Sylvie.*

Quoi qu'il en soit, aucun participant ne remet en cause la nécessité d'une certaine forme de mondialisation :

*« c'est sûr qu'il faut qu'il y ait une certaine mondialisation, dans le sens où les gens sont liés entre eux. Quand on dit altermondialisation, cela veut dire autre mondialisation. Et je pense vraiment que c'est grâce au lien entre les gens que ça va marcher (...) Si déjà, il y a une sorte de réseau global, [qui permettent que] les informations circulent mais pas l'influence... pas la dépendance... » Ouassem*

Une autre mondialisation qui n'est pas celle de la mondialisation organisée autour de l'impératif économique, car c'est bien à l'encontre de cet impératif que s'exprime l'essentiel de leurs critiques.

## **7. Une urgence face aux effets destructeurs de la mondialisation économique**

La mondialisation telle qu'elle a été mise en œuvre jusqu'à présent a un « coût » pour la planète. La seule logique économique et le mode de vie qu'elle développe, la société de consommation, le développement incontrôlé des techniques, apparaissent incompatibles avec les limites que nous impose notre milieu de vie :

*« On ne peut pas physiquement et matériellement vivre dans un monde trop pollué. Si (on persiste)... on fonce dans le mur, vraiment » Ouassem*

*« J'ai un texte à la maison qui a été écrit par un chef indien (...) et il prévoit en 1854 ce qu'on est en train de vivre maintenant : il explique que si on ne prend pas soin de la nature, si on est incapable de vivre dedans et de se relier à elle, un jour ou l'autre on étouffe dans ses déchets. Il suffit de regarder un peu notre mode de vie et on est en plein dedans... » Marc*

*« On est vraiment dans une société de consommation pire que dans les années 60. (...). On consomme sans réfléchir et on brûle. On nous a classé comme super prédateur dans la chaîne alimentaire. (...). Un super prédateur dans une chaîne alimentaire, il équilibre. Nous on n'équilibre pas, on consomme... » Sylvain*

*« Cousteau disait qu'on pouvait vivre à 800 millions sur terre... Après, il faut se contenter de beaucoup moins. Effectivement, les projections ne sont pas très joyeuses de ce côté-là... Jusqu'à maintenant on a toujours su s'en tirer et développer de la créativité pour ça... S'adapter c'est notre force mais la voie à suivre n'est certainement pas celle de la croissance économique, en tout cas pas celle-là et j'espère qu'on prendra le virage assez rapidement. » Arnaud.*

*« Je n'ai pas envie de tomber dans le catastrophisme à tout va. Il y a des choses catastrophiques, je l'avoue ... je trouve que la société évolue, elle évolue très vite sur certaines choses... le problème, c'est que la technique va plus vite que les mentalités (...) il faudrait que les mentalités évoluent aussi vite que le progrès technique, pour être plus responsable » Delphine*

---

<sup>24</sup> 1999. L'état d'urgence a été proclamé à Seattle, où 40 000 manifestants altermondialistes ont afflué à l'occasion de la conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Coût pour la planète, mais aussi coût humain : la mondialisation économique n'a pas tenu ses promesses d'amélioration des conditions de vie pour tous. Elle est accusée de creuser les inégalités et d'accentuer le déséquilibre entre les pays riches et les pays pauvres, de détruire les liens sociaux...

*« Ca fait vingt ans qu'on nous dit : il faut dérégler, se flexibiliser, se mondialiser parce que la mondialisation ce devait être la panacée, le bonheur pour tous...et on s'aperçoit que ça ne mène pas loin... si, ça fait des grandes sociétés du CAC40 qui font des bénéfices faramineux.. » Bernard*

*« C'est très injuste que pour que quelques uns soient très riches, il faut qu'il y ait beaucoup de très pauvres... » Nicky*

*« L'Europe c'est un gros marché, on bénéficie encore du système colonial. (...) On a bien défait les cultures là-bas et je pense qu'on continue à se servir des gens (...) pour satisfaire nos propres besoins et notre propre bien-être ... Là où on se trouve piégé, c'est [qu'on] utilise de la main-d'œuvre là-bas et [qu'on] jette les travailleurs ici ». Marc.*

*« On va imposer des façons de cultiver dans les pays du Sud, dans notre propre intérêt [alors] que ce qu'ils veulent c'est pouvoir faire leur propre culture vivrière, se nourrir avant tout... » Coralie*

*« On est dans un système qui casse les liens, on dit aux gens : déplacez-vous, aller chercher du travail là où il en a, ce qui permet aux gens qui dirigent de manier la population. Et il n'y a pas si longtemps on a eu 5 000 morts avec nos anciens... Ça prouve bien qu'on est dans une société qui ne fonctionne pas...et ce ne sont pas les brumisateurs qui vont changer les choses... » Marc*

Particulièrement, la concurrence lorsqu'elle s'effectue sur le principe des prix les plus bas a des effets pervers :

*« Ça veut dire qu'il y a des gens qui ne gagnent pas leur vie. (...) Le travail, ça veut dire quelque chose pour nous, donc ça se paye, ça se respecte. » Nicky*

*« C'est une catastrophe humanitaire. Les gens achètent trop. Moi je préfère acheter moins, des produits de qualité mais un peu plus chers (...) Et en plus, pour la santé, on ne sait pas ce que cela va donner dans 10, 20 ou 30 ans. Ce qui est catastrophique, c'est que ce sont les pauvres qui en pâtissent le plus » Delphine.*

C'est en fait tout un système qui paraît globalement injuste, incohérent et aliénant...

*« Le fait que tu as un monde qui fonctionne comme ça, sur des bases financières, le déséquilibre Nord Sud, tout me choque. Qu'il y ait la moitié du monde qui crève de faim, qu'il y ait la moitié de l'Afrique qui crève du sida et nous qui avons le pouvoir et qui débordons de tout, ça m'horrifie. Qu'on pille la planète dans tous les sens, pour le bien-être de quelques uns... C'est un monde que je trouve incohérent. » Cécile*

*«Ce que l'on pointe, c'est plutôt un système économique... (...), une société, une culture dominante aujourd'hui, et aussi l'imaginaire qui va avec. Consommer et subir et ne pas se poser des questions, et ne pas avoir l'esprit critique... gober quoi » Charlérie*

## **8. Construire dans l'incertitude**

Face à ce sentiment d'urgence et devant un certain « désenchantement » de l'action politique traditionnelle, il s'agit de construire ses propres repères pour agir dans un monde complexe, entre utopie et réalité, entre conviction et incertitude...

*« Il n'y a pas de règle en fait. Chacun fait des efforts là où il peut en faire. » Arnaud*

*« De toute façon tout ce qu'on peut faire (au niveau écologique), il y a toujours une conséquence, un impact, on ne sait pas en même temps très bien le fond des choses... » Coralie*



*« J'essaie d'incorporer, de faire s'imbriquer mes convictions dans la mesure du possible et puis le monde dans lequel je dois vivre [qui] nous impose énormément de gaspillage. Il faut essayer de faire un compromis, on vit dans nos contradictions... » Ouassem*

*« Notre démarche n'est pas d'imposer, parce que l'on est plein de contradictions aussi...il y a encore beaucoup à faire et c'est à discuter avec humilité... Entre l'absolu et le relatif, entre les idées et les actes, [il faut] arriver à construire un équilibre dynamique... » Charlérie*

*« J'ai une vision très utopiste des choses telles qu'elles devraient être donc ce n'est pas évident de trouver sa place entre la réalité que tu condamnes et puis l'idéal que tu sais plus ou moins accessible, ce n'est pas évident... » Cécile*

*« il y a tellement de facteurs qui entrent en jeu [pour changer les choses], il y aura toujours des confrontations et des confrontations qui feront émerger d'autres choses... mais si ce qui compte en fait, c'est de se dire qu'on va un peu dans ce sens là, ça aide » Ouassem*

*« Moi ma réflexion, c'est de me dire que chaque situation est différente, et il faut laisser à chacun sa liberté d'action, et sa capacité à gérer sa propre vie... » Marc*

*«Je crois qu'on envisage les choses en mouvement [avec] cette idée que toute chose porte son contraire, Il n'y a pas de mal absolu ou de bien absolu Arriver à se repérer là-dedans, bien jauger, bien juger, rester attentif et critique dans les deux sens... Finalement, c'est peut-être ça le plus important, que ça reste en débat permanent... C'est bien ça dont souffre la démocratie. Ça devient un truc qu'on consomme. Et là, c'est René Char qui dit «notre héritage n'est précédé d'aucun testament ». Il y a toujours à remettre en chantier, à reconstruire, déconstruire, reconstruire, déconstruire dans un aller-retour » Charlérie*

#### **IV. De nouvelles pratiques de consommation pour une nouvelle forme d'action collective**

Ainsi, comme les initiateurs des groupes que nous avons interrogés, les consommateurs investissent les contrats locaux à partir d'une démarche individuelle mais avec des préoccupations collectives. Comme eux, ils en valorise l'aspect concret et considèrent leur investissement tout à la fois comme une expérience individuelle (l'expérience d'une consommation différente à partir de la réévaluation de leurs besoins, l'expérience de nouveaux liens sociaux, d'un autre rapport à l'alimentation et à la nature...), et comme une expérimentation collective, particulièrement importante parce qu'elle « met en œuvre du possible ». Cette combinaison entre le désir d'exercer un certain « pouvoir d'agir » pour faire émerger « du possible », associée à un désir de « sortir d'un système » qui est jugé destructeur, révèle une certaine forme d'engagement de la part des participants, qui bien que ces derniers se tiennent éloignés de la sphère politique institutionnelle, exprime un positionnement critique et politique à partir de leur perception de ce que pourrait être le « bien commun ». Nous aborderons particulièrement l'expression de cette critique dans le dernier chapitre.

Participer aux contrats locaux, suppose donc un changement plus général des comportements et pratiques de consommation. Malgré tout, ce changement ne semble pas toujours facile parce qu'il nécessite souvent une nouvelle organisation domestique et suppose de consacrer plus de temps à cette activité particulière qui consiste à se nourrir et à nourrir sa famille. Mais il suppose surtout d'abandonner en partie un système où est privilégié la satisfaction immédiate du consommateur. Cependant, ce changement est rendu possible parce que les consommateurs éprouvent avant tout de nouvelles satisfactions : celles de pouvoir agir dans une perspective collective, à partir du sens critique

et politique qu'ils donnent à leur participation d'une part, et celles en retour de profiter de produits de qualités. Ces satisfactions sont étroitement imbriquées. Les consommateurs qui espèrent seulement profiter de bons produits ne restent en général pas dans ces organisations. De même, ces dernières sont loin d'être des tribunes pour des « militants idéologiques » : on y parle majoritairement organisation pratique, agriculture, alimentation, cuisine... Mais le caractère concret de cette expérience est utilisé comme un support à l'approfondissement ou à la découverte de nouveaux centres d'intérêt ou d'autres pratiques : c'est une expérience qui a une « valeur heuristique » pour soi mais aussi pour son entourage.

Ce changement nous semble aussi facilité parce qu'il s'insère dans une activité de groupe. Les rencontres hebdomadaires des consommateurs autour de la distribution, avec les producteurs ou entre consommateurs, ou encore les activités annexes pour ceux qui y participent, sont autant d'occasions qui permettent au groupe d'élaborer et de réaffirmer un ensemble de valeur, et de produire collectivement les normes d'une nouvelle pratique de consommation. Dans ce sens, on peut dire qu'à travers ce mode de distribution c'est aussi une communauté qui se forme, aux liens plus ou moins lâches, mais une communauté de personnes qui se reconnaissent à partir de pratiques communes.

Toutes les personnes interrogées ne sont pas investies de la même manière dans ces actions. Nous l'avons vu, de nombreux consommateurs participent seulement à la distribution. Il reste que pour tous, qu'ils soient initiateurs ou « simples » participants, participer à cette activité suppose *une démarche individuelle orientée par un intérêt collectif, qui s'inscrit dans leur vie quotidienne*. Cette combinaison d'actions individuelles et d'approches collectives renvoie à une nouvelle façon pour les acteurs sociaux d'investir l'espace public par un « *mode d'action collective individualisée* »<sup>25</sup>. Michele Micheletti le définit ainsi : il s'agit de « *la prise de responsabilité pour le bien-être commun à travers la création concrète et quotidienne d'arènes par les citoyens, seuls ou en groupes, afin de gérer les problèmes qu'ils croient affecter ce qu'ils identifient comme la « bonne vie » [good life]* ».

Cette approche est particulièrement intéressante, parce qu'elle révèle une nouvelle articulation à l'œuvre dans les pratiques sociales, de façon de plus en plus visible, entre intérêt individuel et intérêt collectif, qui contribue à redéfinir les frontières, souvent considérées étanches, entre espace public et espace privé.

### **Des pratiques réservées à certaines catégories sociales ?**

Un élément important que révèle l'enquête est une certaine homogénéité des catégories socioprofessionnelles des personnes interrogées. Nous avons noté une surreprésentation des professions intermédiaires mais surtout des cadres et professions intellectuelles supérieures. Pourrait-il y avoir une corrélation entre ces nouvelles pratiques de consommation et l'origine socioculturelle des participants? A la lecture de ces résultats, on ne peut pas ne pas penser aux pratiques culturelles

---

<sup>25</sup> d'après Michele Micheletti citée dans Judith FERRANDO et Stéphanie GIAMPORCAO-SAUNIERE dir. « *Pour une autre consommation* », sens et émergence d'une consommation politique », dossiers Sciences Humaines et Sociales, ed L'Harmattan, 2005 p.25

« distinctives » selon la terminologie bourdieusienne. Pierre Bourdieu mettait l'accent sur l'homologie entre les positions sur l'échelle sociale et les préférences culturelles, les premières induisant en quelque sorte les secondes et les secondes confortant les premières. Reprenant les analyses de P. Bourdieu, Bernard Lahire les nuance toutefois. Si on n'échappe jamais totalement à son milieu d'origine, la complexification et l'enchevêtrement des différents réseaux de socialisation dans nos sociétés contemporaines « libèrent » d'une certaine manière les individus d'une partie des déterminismes sociaux, en leur permettant d'accéder à de nouvelles pratiques culturelles, dont participent les pratiques de consommation alimentaire, en fonction de leur parcours social particulier et du contexte dans lesquels ils inscrivent leurs actions ou leurs choix.<sup>26</sup>

Concernant les participants de PCA, nous pouvons penser que le niveau de revenu de la majorité d'entre eux leur permet d'avoir le choix d'un certain mode de consommation, même si l'examen du secteur dans lequel ils exercent majoritairement leur profession, secteur du public et associatif, peut laisser supposer qu'ils ne disposent pas d'un pouvoir économique très élevé.

Il est possible aussi que leur niveau culturel élevé et l'orientation de leur profession (dans les métiers de la recherche, de l'éducation, de la culture ou du social..) leur permettent un accès plus facile à l'information et à l'interprétation des enjeux sociaux et économiques. D'autre part, exercer dans le secteur public ou associatif, aux valeurs tournés vers l'intérêt collectif, facilite sans doute un certain positionnement critique. Positionnement critique facilité sans doute aussi par leur non implication dans la sphère productive légitime.

Mais d'autres personnes aux catégories socioprofessionnelles différentes sont impliquées dans ces actions, ne serait-ce que celle des producteurs autour desquels ces dernières s'organisent et qui font percevoir d'autres réalités, sans compter les jeunes chômeurs, précaires ou étudiants que nous avons rencontrés, au faible pouvoir économique.

Pour autant, nous ne pouvons laisser tout à fait de côté l'interprétation d'une pratique distinctive, du risque d'une « connivence sociale » trop marquée entre les participants qui réduiraient cet engagement pour « une autre consommation » à une pratique culturelle réservée à certaines catégories sociales. Mais nous verrons dans le dernier chapitre, une autre interprétation possible de ces données.

---

<sup>26</sup> « La faible probabilité statistique des profils consonants (*cohérence et homogénéité des pratiques*) s'explique en grande partie par les conditions de socialisation et d'action dans des sociétés hautement différenciées, caractérisées par une forte concurrence entre les différentes instances socialisatrices, par de multiples petites mobilités sociales et culturelles intergénérationnelles ou intragénérationnelles et par de multiples contacts et frottement des membres de ces sociétés avec des cadres, des normes et des principes socialisateurs culturellement hétérogènes » Bernard Lahire *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, La Découverte, 2004 p.213

### Chapitre 3 : Nouvel échange ... pour quel forme de développement local ?

Pour les différents acteurs que nous avons interrogés, les contrats locaux sont donc l'expérience d'un nouvel échange qui leur permet de sortir d'une certaine logique économique.

Dans ce chapitre, nous commencerons par définir les différentes dimensions de cet échange, pour ensuite proposer une définition du projet de développement local dont il est porteur.

#### **1. La construction locale d'un nouveau type d'échange**

En quoi les participants de ces actions proposent-ils un nouveau type d'échange ? Quelle valeur donnent-ils aux produits qui y circulent et aux relations qui s'y tissent ?

*« Ce n'est pas simplement des produits. On achète des produits parce que c'est un type d'agriculture, parce qu'ils sont de qualité et qu'on est satisfait et en plus de ça on a une relation avec le producteur »<sup>27</sup>*

A partir de nos observations sur les lieux de distribution et des résultats de notre enquête, nous pouvons définir les différentes dimensions de cet échange que nous comparerons à celui proposé dans le modèle marchand.

#### **Un échange contractualisé, basé sur la réciprocité et la proximité**

*Le temps de l'échange* Les participants, producteurs et consommateurs, accordent beaucoup d'importance au lien direct qu'ils entretiennent au moment de la distribution. On communique prioritairement autour du produit, de son « histoire », des modalités de sa production, de son mode de préparation, pour dériver sur l'activité de la ferme...et tout autre forme de bavardage aux sujets d'autant plus étendus que la relation s'exerce dans la durée

*La valeur de la marchandise* Le consommateur valorise la « genèse » du produit: il apprécie d'en connaître le producteur, son mode et son lieu de production. Certains ont eu l'occasion de visiter les fermes, voire de participer aux travaux de production. La réalité du produit est chargée de ces différentes informations... Pour le producteur, il est important d'avoir un retour sur la qualité de ses produits et de faire connaître ses satisfactions ou ses difficultés, la réalité du travail de la terre .

Cette forme d'échange lui permet de valoriser son savoir-faire et sa marchandise, elle agit comme une forme de gratification aboutie de son travail

*La fixation des prix* ne se fait pas à partir d'une régulation de l'offre et de la demande mais à partir d'une valeur que serait l'équitabilité, autour d'un prix juste et stable validé par les deux parties : revenu décent pour le producteur et prix abordable pour le consommateur. Chaque groupe a fixé de manière autonome le prix du panier qui reste stable (toute l'année ou par saison selon les groupes) et ne dépendent donc pas directement du marché, même si on peut noter que les prix du marché servent souvent de mesure de base pour l'évaluation des prix.

---

<sup>27</sup> extrait de l'entretien avec l'animatrice du groupe de Libourne

Si le prix reste fixe, le contenu du panier, lui, change en fonction des saisons et des aléas des récoltes. Cette stabilité du prix a pour contrepartie l'engagement des deux parties, celui du consommateur à prendre un certain nombre de panier, celui du producteur à avoir une démarche qualitative.

L'exigence du consommateur ne se porte donc pas uniquement sur la qualité du produit mais aussi sur les moyens de sa production, et dans cette perspective, il accepte de prendre en charge une part du risque que comporte nécessairement ce mode de production.

La traduction de cet engagement s'exerce au moyen du paiement anticipé.

*Le paiement anticipé* assure un fond de trésorerie pour les producteurs, garantit une certaine forme d'indépendance et de prévisibilité comptable et agit comme une forme d'assurance par rapport aux aléas des récoltes.

*La transaction est durable* : elle ne s'arrête pas à un échange particulier ponctuel, mais suppose de s'inscrire dans la durée.

Cette forme d'échange s'effectue donc à partir d'un « contrat » dont les termes sont plus ou moins explicites et modifiables selon les groupes, qui ouvre pour les deux parties un nouveau champ de contraintes et d'obligations. Ce « contrat » est *légitimé par les consommateurs* en fonction d'un principe de solidarité envers des producteurs qui doivent être soutenus pour leur action qui sert à la fois *leur intérêt individuel* (par les bienfaits qu'ils peuvent en retirer : qualité gustative et sanitaire, découverte de nouveaux aliments) et ce qu'ils estiment être *l'intérêt collectif* (en favorisant une production respectueuse de l'environnement et de la biodiversité, un savoir-faire paysan, en maintenant une activité dans le monde rural local). Ce contrat *est légitimé par le producteur* parce qu'il lui permet de se consacrer à sa production sans avoir à se préoccuper de l'écoulement de sa marchandise et qu'il rejoint la préoccupation des consommateurs sur la nécessaire valorisation du mode de production qu'il a choisi. Il est maintenu dans la durée *par une relation de confiance*.

Comparer l'échange proposé dans les groupes avec l'échange marchand nous permettra de mieux en cerner la spécificité.

<b>caractéristiques</b>	<b>De l'échange marchand</b>	<b>De l'échange proposé</b>
Le lien entre les acteurs	Une chaîne souvent complexe du producteur au consommateur qui multiplie les acteurs, et parcellise leur relation et la définition des règles Les acteurs entretiennent souvent des relations impersonnelles	Deux types d'acteurs, producteurs et consommateurs, entretiennent des relations directes à l'intérieur d'un groupe repéré qui a défini les règles de l'échange. Les acteurs entretiennent des relations personnalisées
Le temps et le lieu de l'échange	Le consommateur détermine le lieu et le moment de son achat. L'achat est immédiat	L'échange se fait à un moment et dans un lieu « contraint ». L'acquisition de marchandise est dissociée de la transaction financière et différée L'échange suppose de s'inscrire dans la durée
Le statut de la marchandise	La marchandise existe pour elle-même, elle est <i>fétichisée</i> elle est choisie en fonction de différents critères qui lui sont directement attribués	La marchandise existe dans un lien, elle est associée au savoir faire du producteur, à une histoire ; elle n'est pas choisie, elle dépend de l'activité du producteur et de la

	(utilité, prix, qualité, valeur symbolique...)	nature de cette activité qui, elle, est choisie
Les modalités de la transaction	Le prix est fixé en fonction de critères externes (le marché concurrentiel) et transposables La transaction s'opère à partir d'un acte de vente/achat ponctuel, que le consommateur est libre de renouveler ou non L'échange se fait selon le principe de l'équivalence : monnaie = marchandise La transaction est encadrée par des lois et règlements juridiques	Le prix est négocié entre les parties selon un critère d'équité dans un contexte singulier à l'intérieur d'un groupe défini, non transposables La transaction suppose un lien durable entre les parties  L'échange se fait selon un principe d'obligation réciproque Monnaie= souscription La transaction est basée sur des relations de confiance
Le contexte socio économique de la transaction	L'achat n'est a priori pas contextualisé, il existe en fonction du besoin estimé du consommateur	La transaction existe aussi, voire d'abord, dans un contexte socioéconomique interprété par le consommateur et le producteur

Les liens sociaux et économiques qui unissent les producteurs et les consommateurs sont renforcés par la nature des produits qui touchent à l'alimentation, à forte valeur symbolique. Si le consommateur « fait vivre » le producteur, le producteur « nourrit » le consommateur ... Ainsi, ce lien se prolonge en dehors du seul moment de la distribution, symboliquement mais aussi très concrètement puisque cet échange porte sur des dimensions importantes de la vie des individus : la nécessité quotidienne de devoir se nourrir pour les consommateurs, la nécessité de gagner leur vie pour les producteurs.

Cette forte dimension symbolique et sociale situe cet échange entre la sphère marchande, où domine le principe d'équivalence et la recherche de l'utilité, et la sphère des relations sociales et des univers interpersonnels, où domine le principe de la réciprocité, du don et de la dette, du « donner », « recevoir » et « rendre ».<sup>28</sup>

Si le trait principal du marché réside dans la facilité avec laquelle des acteurs peuvent sortir d'un rapport social, c'est au contraire dans la dimension d'obligation sociale que réside le principe de réciprocité.<sup>29</sup> Dans le cas des contrats locaux, s'il existe bien un nouveau jeu d'obligation sociale, il est contractualisé et chacun a la possibilité de sortir du jeu assez facilement.

Le contrat qui lie les producteurs et les consommateurs suppose qu'ils entretiennent des relations de proximité et de réciprocité. Il est personnalisé et basé sur la confiance, c'est là que réside son efficacité. Mais il peut cesser d'avoir une valeur dès qu'un participant en conteste la légitimité.

## 2. Un paradoxe : quand liberté devient obligation et obligation, liberté

Nous disions plus haut que la caractéristique du marché était de « libérer » les individus en leur permettant de sortir d'un jeu d'obligation sociale. De même, le principe des supermarchés, qui se

<sup>28</sup> selon la typologie proposée par Jacques T. Godbout, « *Le don, la dette et l'identité* » revue du MAUSS 2000 p.7-16

<sup>29</sup> idem

présentent pour les groupes comme un anti-modèle, a été aussi bâti sur l'idée qu'il « libérait » encore un peu plus les individus. D'abord, il permettait de sortir d'un certain face à face avec le commerçant, d'une relation sociale qui rendait public l'acte d'achat. Le nom même de « libre service » évoque cette possibilité d'acheter en toute liberté. Edouard LECLERC, précurseur de ce mode de distribution, avait bien compris l'intérêt de cette dimension puisqu'il badigeonnait de peinture blanche les vitres de ses « libres-services » pour protéger encore davantage le consommateur du regard des passants<sup>30</sup>. Ici, liberté égale anonymat. Ensuite, l'accès au supermarché a permis de contourner le petit commerce qui, très souvent dans une situation d'hégémonie dans le champ de la distribution, était largement soupçonné d'être la cause des prix chers en pratiquant des marges conséquentes.

Enfin, les économies d'échelle induites par les grandes surfaces a permis de proposer des prix en baisse, ce qui a été, et reste toujours aujourd'hui, un argument de vente fort. Ces différentes dimensions associées à un choix de plus en plus important de produits agroalimentaires, libérant les individus des contraintes de préparation des aliments tout en satisfaisant leur « gourmandise », ont assuré le succès grandissant de la grande distribution.

Or, l'échange proposé oblige à reconsidérer cette dimension-liberté qui n'est plus perçue ici comme telle. Au contraire, il s'agit pour les participants de se « libérer » d'un système d'échange standardisé et impersonnel, qui impose un mode destructeur de production et des pratiques de surconsommation. Mais cette libération passe cette fois par une forme d'engagement qui suppose de nouvelles contraintes et obligations sociales autant pour les consommateurs que pour les producteurs.

Ainsi la liberté du marché devient obligation de se conformer à un modèle imposé, et l'obligation comprise dans un certain rapport social devient liberté de choisir les modalités de sa consommation.

Toutefois, cette relation n'est pas toujours facile et peut provoquer des anxiétés et des tensions nouvelles. Nous avons vu que les consommateurs peuvent parfois exprimer quelques frustrations dans le « recevoir », si le contenu du panier paraît insuffisant ou insuffisamment varié ; ou leur difficulté, dans des situations où la production est compromise, à « donner », ou encore l'inquiétude de certains producteurs devant la possibilité de ne pas pouvoir « rendre », en fonction des aléas de leur production. D'autres producteurs peuvent aussi à certains moments avoir quelques difficultés à gérer le « recevoir », s'il menace trop directement leur indépendance.

### **3. Du marché, à l'économie de marché et à la société de marché**

Ces associations proposent donc un échange qui sort du cadre strictement marchand. Cependant, cet échange reste dans le champ économique puisqu'il réunit des producteurs et des consommateurs qui se désignent en tant que tels, et qu'il s'exerce à partir d'un certain mode de distribution, qualifié souvent de « circuit court ». De fait, ce type d'échange n'est pas réellement nouveau, il s'inscrit dans la pluralité des échanges économiques que la position dominante du principe de marché tend à occulter.

---

<sup>30</sup> Christian Jacquiau « *Les coulisses de la grandes distribution* » Albin Mihel, 2000

D'autres principes, comme celui de la réciprocité, de la distribution et de l'administration domestique ont organisé, et organise encore aujourd'hui les différentes activités humaines. Ils s'agit toujours d'activité économique, entendue ici dans son sens le plus large comme un ensemble de « relations entre les hommes et avec leurs milieux naturels où ils puisent leurs subsistances »<sup>31</sup>.

Karl Polanyi affirme que « tous les systèmes économiques qui nous sont connus jusqu'à la fin de la féodalité étaient organisés selon les principes soit de la réciprocité ou de la redistribution, soit de l'administration économique, soit d'une combinaison des trois. »<sup>32</sup>

Dans ces systèmes économiques, la production et la distribution des biens étaient organisée à partir de toutes sortes de mobiles individuels : « Parmi ces mobiles, le gain n'occupait pas la première place. La coutume et le droit, la magie et la religion induisaient de concert l'individu à se conformer à des règles de comportement »<sup>33</sup>. Ainsi le postulat de la prééminence de l'*homo oeconomicus*, l'homme par nature rationnel, mû par la seule maximalisation de ses intérêts personnels, au fondement des théories économiques classiques, ne résiste pas à l'étude anthropologique des sociétés.

Toujours d'après K. Polanyi, les marchés n'ont été que des éléments secondaires de la vie économique jusqu'à la révolution industrielle. Même à l'époque de leur essor, durant la période mercantile, ils étaient fortement encadrés et réglementés et le système économique était encore absorbé dans le système social.

C'est lorsque le principe d'un « marché auto-régulateur » s'est imposé au 19<sup>ème</sup> siècle que le système économique s'est désencastré du social pour devenir une sphère autonome et s'imposer à l'organisation de la société. Ce sont les marchés qui organisent et régulent désormais la production et la distributions des biens, à partir notamment de sa nouvelle capacité à déterminer les prix par le simple jeu de l'offre et de la demande. « On s'attend à ce que les humains se comportent de façon à gagner le plus possible : tel est l'origine d'une économie de ce type. »<sup>34</sup>. L'économie de marché s'impose aux autres principes économiques, et sa logique tend à s'étendre sur toutes les activités humaines et à organiser l'ensemble des rapports sociaux. Ces sociétés deviennent des « sociétés de marché »

A l'origine de cette transformation, non pas l'évolution « naturelle » des marchés, mais la nécessité pour la nouvelle société industrielle et capitaliste de disposer pleinement des ressources productives en les transformant en marchandises. C'est ainsi que le travail, la terre et l'argent, indispensables à l'expansion du projet industriel furent organisés en marchés et considérés comme des marchandises.

Or, nous dit K. Polanyi, « il est évident que le travail, la terre et la monnaie **ne sont pas**<sup>35</sup> des marchandises ». Le travail n'est pas dissociable « de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même », la terre n'est que « l'autre nom de la nature, qui n'est pas produite par l'homme » et la monnaie est « un signe de pouvoir d'achat<sup>36</sup> » créée par le mécanisme de la banque ou de la finance

---

<sup>31</sup> Jean Louis Laville « *Economie plurielle* » dans « Dictionnaire de l'autre économie » Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani dir. Ed. Desclée de Brouwer, Paris 2005, p 209

<sup>32</sup> Karl Polanyi « *La grande transformation* », NRF, ed. Gallimard, 1995, p.85

<sup>33</sup> idem, p.86

<sup>34</sup> idem p. 102

<sup>35</sup> souligné par l'auteur

<sup>36</sup> idem p.107



d'Etat. Comme ce ne sont pas par nature des marchandises, une telle transformation les dégrade et menace leur existence même.

Mais dans le même temps, face à ces mouvements d'extension du marché, s'organisent des "contre-mouvements" de protection de la société devant la nécessité d'assurer la continuité de la vie elle-même et des liens sociaux. « *Tout un réseau de mesures et de politiques fit naître des institutions puissantes destinées à enrayer l'action du marché touchant le travail, la terre et la monnaie* »<sup>37</sup> Ce double mouvement caractérise ainsi la société libérale du 19<sup>ème</sup> siècle, lequel débouche sur une crise majeure, d'où émergent les régimes fascistes d'un côté et le New Deal de l'autre.

Polanyi démontre ainsi que le principe libéral d'une économie de marché auto-régulée n'est pas réalisable, que cette dernière génère contre elle des mécanismes forts de protection et que ses logiques « dé-socialisantes » peuvent provoquer des crises politiques et sociales violentes.

Et c'est pourtant ce principe libéral, valorisant la libre concurrence des marchés, et donc leur fonction de régulation qui est remis à l'ordre du jour depuis les années 80 dans les sociétés occidentales. Le développement actuel du capitalisme se traduit par une intensification croissante des échanges marchands et des mouvements de capitaux, à l'échelle de la planète. Et, dans la même logique énoncée par K. Polanyi, ce développement suppose d'intensifier la marchandisation des ressources productives (travail, terre et monnaie) et de s'en approprier de nouvelles (les ressources naturelles, le vivant).

Dans ce sens il renoue avec l'objectif de désencastrement de l'économie et s'appuie à nouveau sur une « société de marché »

Particulièrement dans le champ agricole, le développement du libéralisme a largement contribué à déstructurer l'agriculture paysanne. « *Toutes les politiques menées depuis les années 80 : « libéralisation » des marchés, programme d'ajustement structurel de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire Internationale, entrée de l'agriculture dans l'Organisation Mondiale du Commerce, ont contribué à accélérer la « marchandisation » de l'agriculture et à détruire l'autonomie des paysans et des nations* »<sup>38</sup>

L'approche de Polanyi nous semble tout à fait importante pour prendre la mesure des enjeux que les contrats locaux font émerger. Le partenariat entre les producteurs et les consommateurs ne pourrait-il pas se comprendre comme participant d'un « contre-mouvement », de même nature que les contre-mouvements qui se sont multipliés au 19<sup>ème</sup> siècle dans la société civile avant de se traduire dans les institutions ? Face au retour de « l'utopie » libérale, à son mouvement d'extension des marchés et des marchandises, face à la dé-socialisation renforcée des activités humaines, une partie de la population (ré)invente de nouvelles relations qui réencastre l'économie dans le social, et s'organise pour protéger l'activité fondamentale que représente le travail de la terre et ce qu'elle produit de la « marchandisation ». Activité fondamentale, puisqu'elle répond à un besoin essentiel, celui de se nourrir.

---

<sup>37</sup> idem p.112

<sup>38</sup> Silvia Perez-vittoria « Les paysans sont de retour » Acte Sud, 2005 page 131

#### 4. Pour un autre développement

A partir des éléments que nous avons recueillis, nous pouvons dire que, derrière ce mode de distribution particulier, se dessine un projet de développement qui, pour s'inscrire tout naturellement au niveau local, le dépasse largement : il s'agit de *relocaliser une production agricole vivrière en réduisant les distances géographiques et sociales entre les acteurs économiques et les impacts écologiques sur l'environnement*

Le modèle de développement proposé va à l'encontre de celui induit par la mondialisation économique qui suppose toujours plus de distance entre les acteurs économiques, quelle que soit la nature de la marchandise échangée. Cette rupture entre producteurs et consommateurs entraîne une hégémonie de l'échange marchand qui semble aujourd'hui déterminer seul les modes de production et les pratiques de consommation. Pour les acteurs, cette situation contribue à dégrader l'environnement en multipliant les transports et en privilégiant un mode de production productiviste, tout en déresponsabilisant le consommateur. Sur le plan local, elle crée un déséquilibre entre les territoires, entre un monde rural qui disparaît et des villes surpeuplées.

Particulièrement dans le domaine agricole, cette situation est ressentie comme un danger parce que d'un côté, c'est la terre qui est directement concernée et la façon dont on utilise ses ressources, et de l'autre le besoin fondamental des individus, celui de se nourrir. Elle est la manifestation la plus visible de la dépossession des individus de la maîtrise de leur environnement immédiat et des moyens de leur subsistance. Toute cette approche trouve une forte résonance avec l'analyse de K. Polanyi quant au danger de transformer la terre, et l'activité nécessaire pour en extraire les ressources, en marchandises. Il s'agit donc de relocaliser et de resocialiser une partie des activités économiques en réaction à la tendance actuelle qui favorise plutôt les mouvements de délocalisation, mais aussi d'assurer une certaine autonomie alimentaire en réaction à un mouvement croissant d'interdépendance des sociétés pour leur alimentation et leur approvisionnement.

Ainsi, l'acte économique qui est posé à travers cet échange est fortement socialisé dans le double sens de son inscription dans un rapport social concret et des préoccupations collectives qui l'animent. Ce dernier point nous fait dire, comme les initiateurs des groupes, que c'est aussi un acte politique dans la mesure où il marque l'engagement des acteurs dans des enjeux collectifs, le « vivre-ensemble », et un positionnement critique face au modèle de développement dominant.

Cependant, si ces orientations sont repérables à partir des objets des associations et des positionnements des participants, ces derniers ont-ils la volonté de les porter collectivement dans le débat public et d'investir le champ de l'action publique locale ?

#### **Chapitre 4 : Nouvelles pratiques ... pour quelle action locale ?**

Nous avons vu que, bien que mise en œuvre par des militants de différentes organisations, cette action s'inscrivait davantage dans une démarche individuelle que dans une « stratégie » des mouvements. Elle répondait pour les initiateurs à un besoin d'agir, de proposer, dans un environnement immédiat, une solution concrète à une situation économique et sociale jugée globalement problématique. Nous avons vu aussi que, bien qu'indépendants les uns des autres, ces groupes convergeaient dans leur façon de considérer leur action. Ils sont attachés au caractère particulier de leur expérience qu'ils veulent la plus adaptée possible aux réalités locales et aux personnes qui la font vivre, déterminant ainsi des fonctionnements différents mais aussi des choix d'organisation particuliers.

Cet attachement au caractère particulier du groupe est renforcé par une volonté d'autonomie, de ne pas entrer dans un mouvement déjà constitué pour certains, de ne pas subir une influence trop marquée pour ceux qui ont fait le choix de l'AMAP. Cette autonomie s'exprime aussi envers les institutions publiques : les groupes sont nés et fonctionnent en dehors de toute contractualisation institutionnelle.

Ils envisagent l'efficacité de leurs actions dans leur multiplication et dans la mise en réseau des expériences, plutôt qu'au développement de chaque groupe.

Pour finir, nous avons vu que le niveau de participation à la vie des groupes était variable, certains consommateurs ne participant qu'à la distribution. Mais quelle que soit leur approche de cette action, les individus l'investissent à partir de préoccupations collectives et l'inscrivent dans leur quotidien, ce qui nous a permis de définir l'investissement des participants comme une « action collective individualisée ».

Ces différents constats suscitent quelques questions. Nous avons émis l'hypothèse que ces actions pouvaient être une des formes d'expression d'un contre-mouvement face aux dangers perçus comme tels de la mondialisation économique libérale. Quelle est la nature de ce contre-mouvement : une mobilisation collective dans la perspective d'un changement ou une réaction défensive qui incite les individus à se replier sur de nouvelles formes de sociabilités et de pratiques locales même si ces dernières restent alternatives ? Ces actions expérimentent concrètement une nouvelle forme d'échange économique et de nouveaux rapports sociaux entre producteurs et consommateurs, qui rompent avec les logiques du développement actuel. Les participants ont-ils le désir de porter ces questions dans l'espace public institué ou se contentent-ils de mettre en commun des démarches individuelles ? Quelle peut être la portée d'expériences qui veulent rester particulières et autonomes ? Quelle peut être l'efficacité d'actions qui se développent en marge des projets de développement des acteurs institutionnels ?

Pour répondre à ces questions, nous avons voulu comprendre, dans un premier temps, pourquoi les acteurs des différents groupes girondins n'adhéraient pas totalement au mouvement général des AMAP - susceptible pourtant de porter plus largement leurs préoccupations sur la scène publique -, et comment, ensuite, ils investissaient collectivement l'espace public local.

Avec tous ces éléments, nous tenterons de définir en quoi cette action nous paraît bien être une mobilisation plutôt qu'un repli, une expression collective qui traduit une nouvelle façon de militer dans un nouveau rapport avec l'action locale et l'espace public en général.

## I. Les contrats locaux : quelle expression collective ?

Comme nous l'avons déjà précisé, ces initiatives girondines, bien que mises en place spontanément à l'initiative de quelques personnes, se sont appuyées pour certaines et inspirées pour d'autres du mouvement des Amap, tout en maintenant avec ce dernier une certaine distance. Nous voudrions ici revenir sur les raisons de cette distance.

### 1. Les groupes et le développement des amap

La plupart des animateurs des groupes expliquent leur réserve vis-à-vis du réseau AMAP par la tendance de ses acteurs les plus mobilisés à aller chercher des subventions, à investir dans des postes de salariés, à professionnaliser le mouvement. Cette réticence s'est trouvée renforcée lorsqu'ils ont appris le désaccord important qui s'est exprimé au sein du réseau lors de la rencontre nationale des Amap<sup>39</sup>.

#### Développement ou pouvoir d'agir ?

Pour Didier<sup>40</sup>, la structuration progressive du réseau est inquiétante. Si l'objectif de peser sur les instances politiques n'est pas remis en cause, le prix à payer semble lourd *« en contrepartie de ce poids, ils créent une structure lourde où à l'intérieur ils ont déjà un contre-pouvoir. À partir du moment où on crée des postes salariées... Avec quels moyens on peut salarier quelqu'un, comment tu perdures... »*

C'est encore une fois le rapport direct qui est recherché : une structure en plus, c'est du pouvoir en plus : *« ça devient un rapport de pouvoir. (...) Nous, on a envie d'aller voir les pouvoirs publics et là, il faut qu'on s'adresse à eux pour que eux, s'adressent à eux... Pourquoi est-ce qu'on a besoin d'un intermédiaire ? La preuve, c'est qu'on fonctionne sans structure. (...). On sait que ça existe. Il y a des producteurs qui vivent de ça, que de ça... Donc, ça existe.. Notre force, c'est que, de par la multiplicité de ce genre d'initiative, on ait un rapport aux politiques. C'est à nous de nous fédérer, et je crois que c'est là où l'on diverge avec Alliance<sup>41</sup>. Je pense que l'on est une force, sans être obligé d'être obligatoirement organisé pour faire poids...»*

Dans cette approche, le Forum Social Local est un *« outil »* favorisant le contact direct : *« A nous, d'être persuasifs avec nos élus. On peut être, comme au FSL, une vingtaine, avoir des élus devant, et bien poser nos idées... »*. Agir dans le cadre du FSL c'est vraiment *« un acte militant »* : *« le militantisme, il est dans le bénévolat. C'est la force de chacun. Dans un poste de salarié, tu prends des responsabilités mais tu n'es jamais à 100 % dans ton truc. A un moment donné, tu sais que tu vas être payé à la fin du mois pour ton travail. Là, tu sais que tu ne seras pas payé mais par contre le travail que tu fais, il est formateur... »* Les subventions, l'argent, c'est un problème... *« Et puis, est-ce que ce n'est pas le privilège de l'âge... Syndicalement, ça a été ça, les déchirements syndicaux, ils se font d'abord sur l'argent... »*

---

<sup>39</sup> pour une présentation détaillée du développement des AMAP et de sa « crise » de croissance voir en Annexe 4

<sup>40</sup> membre initiateur de PCA-Talence Les extraits d'entretiens suivant sont la suite des entretiens reproduits dans le chapitre 1 et 2

<sup>41</sup> Didier fait référence à Alliance Provence, première association régionale et détentrice du « label » Amap

### **Développement ou action locale ?**

D'après Laure, dans le groupe de Libourne : « *tout le monde n'était pas prêt pour entrer dans les statuts amap... Des peurs de se retrouver embringer dans quelque chose de national où il peut y avoir des courants différents et dans lequel on ne va pas forcément se retrouver* » Elle avait pris contact avec Alliance Provence avant de créer l'association : « *Mais j'ai été assez déçue... ils m'avaient envoyé des papiers, la charte que j'avais déjà, des exemples de contrat, des choses comme ça... Mais en fait, j'ai eu plus d'informations par le lien circuit court*<sup>42</sup>... »

Pour Laure, salarier des personnes peut être un moyen pour que le mouvement ait un impact plus important mais tout dépend du type de structure que l'on choisit : « *Tout dépend de la structure ... À partir du moment où ça devient quelque chose d'un peu important, il y a des dérives possibles...* »

Son expérience des biocoop, réseau alternatif de vente de produits biologiques qui a développé sa propre centrale d'achat, lui fait dire que « *le développement a des limites...* » : « *(Dans les biocoop), il y a une évolution où ce ne sont pas forcément les producteurs qui sont privilégiés... la centrale d'achat [leur] demande de plus en plus (...). On retombe dans les mêmes travers à partir du moment où ça s'agrandit, dans des logiques qui sont liées au développement et c'est vrai que j'ai l'impression qu'il ne peut y avoir que des solutions locales, alors avec un local à définir, mais à partir du moment où il commence à il y avoir des structures nationales et où on veut avoir partout la même chose, on retombe dans les travers qui existent déjà...* »

### **Développement ou diversité ?**

Pour Isabelle, qui avait pris de nombreux contacts avec le réseau au moment de la mise en route de PCA, le projet de développement du réseau est en contradiction avec les principes de l'amap : « *Le réseau Alliance Provence est pour les subventions et pour la professionnalisation des AMAP pour vraiment les étendre, pour que les AMAP aient un impact sur les problèmes liés à l'agriculture. Il faudrait qu'il y en ait plein et même de très grandes AMAP, des AMAP industrielles... Et de complètement s'intégrer dans le système industriel, voilà... De prendre cette forme-là, d'accepter toutes les subventions, de ne plus se poser des questions, de banaliser...(...) Mais ce n'est pas intéressant, parce que c'est complètement en contradiction avec l'idée de base de l'AMAP, qui veut que ce soient justement de petites entités avec des petits groupes, que ce soit à échelle humaine, pour rapprocher, pour relocaliser l'échange, au plus près des habitations et des agriculteurs, et de petites entités qui leur permettent de faire leur agriculture sans gros moyens, (...), parce que le secret, c'est la petite entité... qui fera qu'on pourra respecter toutes ces bases...* »

Se multiplier, exister et durer pour montrer que c'est possible, questionner, plutôt de vouloir maîtriser le développement : « *Quand je suis allé à Pau*<sup>43</sup>, *les AMAP, ça faisait rigoler [le civam*<sup>44</sup>*], parce que c'est vrai que quand tu vois l'agriculture aujourd'hui et que tu vois les grosses fermes industrielles ce n'est pas avec les AMAP que tu vas résoudre les problèmes de l'agriculture... Mais quand même, c'est quelque chose qui existe et qui dure dans le temps... Et parce que ça existe et parce que ça se poursuit dans le temps, ça pose des questions et ça présente certains intérêts... Il ne faut pas minimiser ça.*»

Et c'est là que réside la force des amap, parce que même si les consommateurs n'ont pas une action

---

<sup>42</sup> Liste de diffusion créée dans le cadre de la construction d'un réseau girondin que nous présenterons plus loin

<sup>43</sup> Première Rencontre Régionale des Amap en Aquitaine 2005

<sup>44</sup> CIVAM : le Centre d'Initiative pour la Valorisation de l'Agriculture et du Monde Rural regroupe des associations

militante traditionnelle, ils participent au changement : « *Les consommateurs de PCA, ils sont conscients et ils savent plein de choses... Mais ils n'ont pas cette démarche de se positionner, en tous les cas politiquement, en dehors de PCA... L'AMAP c'est un outil et c'est par ce biais-là qu'ils pensent peut-être influencer les politiques publiques... Pour eux c'est militer pour ça... En espérant bien que la multiplication des AMAP puisse influencer les politiques publiques... Par le simple fait d'exister et de se multiplier... C'est évident et j'en suis convaincue... Quand tu as la base qui impulse les choses et qui s'y tient surtout, et que ça devient véritablement une nécessité, un mode de vie différent qui est complètement accepté et assumé par tout le monde... C'est à partir de là que tu peux changer les choses... »*

Et le fait de se développer sous des formes différentes, ça questionne aussi et c'est salutaire pour le mouvement des amap, parce que dans la différence « *tu as une espèce de résistance et c'est la résistance qui fait le questionnement... (...) Mais c'était voué à ça, c'était voué à se développer localement avec d'autres façon de faire... Donc l'idée a été lancée, c'est génial et puis voilà... Après il faut laisser partir... »*

### **Développement ou innovation ?**

Quant à l'amap de Saint André, les relations qu'ils entretiennent avec le réseau sont, pour le moment, quasiment inexistantes : « *On a déposé les statuts qui sont conformes aux statuts d'Alliance... Et puis c'est tout... Depuis, les contacts avec Alliance, de manière institutionnelle, je n'en ai pas... On ne m'a pas demandé d'adhésion... Je participe aux échanges de mail pour la journée du 2 avril<sup>45</sup>, mais de manière très distante. »*

Cependant, certains participants dans le groupe restent méfiants vis à vis de la structure d'Alliance : « *Dans le groupe il y a un désaccord au niveau d'Alliance... Il y a des consommatrices qui ne sont pas d'accord... Parce qu'elles sont allées à la journée d'Alliance à Pau<sup>46</sup> et elles sont revenues furieuses parce que la personne qui représentait Alliance (...) voulait faire son affaire de toutes les amap et avoir la mainmise là-dessus et tout gérer, tout organiser, c'est ce qu'elles nous ont rapporté... Dans les faits, moi, depuis que l'on a déposé les statuts, cela fait plus d'un an, je n'entends pas parler d'Alliance... »*

La tendance à la professionnalisation pose quand même question à Nicole, elle peut être « *le début de la mort de l'innovation... On le sait, c'est toujours un petit peu comme ça que ça a fonctionné... Un fait innovant, hop ! il est récupéré, on le structure, on prend le poste, on s'assoit dans le fauteuil, on mange les crédits et après c'est fini, c'est mort, il n'y a plus rien à faire... C'est vrai que par rapport à ça, on restera à l'amap toujours un petit peu critique et en discussion. Il ne faut pas oublier que l'amap, c'est pour le maintien de l'agriculture paysanne, c'est maintenir des paysans locaux et faire en sorte qu'il y ait des gens qui s'installent localement en paysannerie, ce n'est pas favoriser une place, un statut... »*

Provoquer la mort de l'innovation ou encore faciliter des opérations de « récupération » politique.

« *Pourquoi on ne le prendrait pas cet argent qui nous est proposé, ces subventions... Pour l'instant je trouve qu'on n'en a pas besoin, je n'ai pas envie de le prendre. (...) Je me trompe peut-être... mais dans le contexte politique et économique actuel, je ne peux pas penser qu'il n'y ait pas un brin de récupération... Une bonne conscience... Et que ça ligotera d'une manière ou d'une autre... »*

Mais il est indispensable d'appartenir à un réseau, et pour Jean Noël, ce réseau doit être reconnu : « *Je crois que si on veut faire bouger les choses et avancer dans une certaine direction, il faut être*

---

<sup>45</sup> date de la deuxième rencontre des Amap d'Aquitaine 2006

<sup>46</sup> lieu de la première rencontre des amap d'Aquitaine 2005

*reconnaissable. (...) Il faut qu'il y ait un espèce de label. Ca veut dire appartenir à un réseau.. Ce qui n'empêche pas la diversité... Il faut garder la diversité».*

### **Développement : entre utopie et réalité...**

Pas ou peu de réticence par rapport au réseau Alliance de la part de Roland et d'Elisabeth. Par ailleurs, Elisabeth s'est inscrite sur la liste de diffusion d'Alliance Ile de France pour avoir une meilleure connaissance des expériences et des informations qu'elle n'hésite pas à rediffuser dans le réseau girondin à partir du « lien circuit-court », que nous présenterons plus loin. C'est ainsi que la majorité des groupes ont pris connaissance de la « crise de croissance » des Amap. Ils restent cependant distants et relativement sereins face à tous ces mouvements.

Au Jardin d'Adèles, les aides, les subventions, on ne les rejette pas. Elisabeth, la maraîchère, était indépendante lorsqu'elle a démarré avec le groupe. Elle s'est déclarée à la chambre d'agriculture sous le statut de cotisant solidaire ... mais n'a jamais fini de remplir les papiers. Devant l'impossibilité de lui assurer un revenu correct avec les paniers, l'association Terre d'Adèles lui a proposé de la salarier et d'élargir ses fonctions en prenant en charge l'animation, l'information, la sensibilisation... Elle est maintenant « l'animatrice du jardin ». Elle a signé un contrat d'accompagnement à l'emploi pour un an financé à 75 % par l'État. Les revenus des paniers financent les 25 % restant.

Pour Elisabeth, être salariée est beaucoup plus confortable. En dehors de percevoir des revenus stables, elle se sent davantage soutenue : *« Ils se sentent beaucoup plus concernés par le jardin depuis que ce n'est plus mon jardin mais celui de l'association. Plus impliqués... J'avais peur de l'inverse (... ) Moi, en idéal, en utopie, je suis plutôt contre les subventions, je ne suis pas pour l'aide aux agriculteurs et tout ça, on devrait pouvoir fonctionner autrement... mais en pratique qu'est-ce que je suis contente d'en profiter cette année... »*

Pour Roland : *« C'est une manière à nous de subventionner la production bio du coin, ce qui n'est pas fait autrement, ce qui devrait être fait... »*. Mais en fait, *« ce serait plus logique que les gens paient le vrai prix des choses, mais ce n'est pas du tout comme ça. Au niveau politique général, cela a été réglé autrement. Donc, après, comment faire pour nous dans notre petit coin pour arriver à faire émerger ce projet ? On n'a trouvé que ça, mais bon cela ne nous pose pas de problème de conscience... Au début oui, on a beaucoup réfléchi là-dessus. Et après, on a trouvé des arguments qui nous satisfont, comme animer le jardin... C'est autre chose. Et donc, dans cette optique-là, ça va. On est en accord avec nous-mêmes »*

Tous deux comprennent les réticences des autres groupes : *« Pour moi, c'est chacun son choix. Je comprends qu'on n'ait pas du tout envie de rentrer là-dedans (Elisabeth) Plus c'est des laboratoires, plus il y aura des expériences différentes, mieux ce sera...(Roland) »*

Mais bénéficiaire de subventions ne veut pas dire perdre son autonomie : *« on ne cherche pas à ce que ce soit piloté par les collectivités. C'est quand même un mouvement qui vient du consommateur et de quelques producteurs qui se mettent en lien. Donc, que ce soit aidé OK, mais pas plus... »*

A travers ces témoignages, il apparaît nettement qu'une certaine forme de développement inspire une grande méfiance quant à ses effets. Pour les acteurs, s'il est important de faire reconnaître l'intérêt de ces nouvelles formes d'échange, ce n'est pas à n'importe quel prix. D'après eux, le développement des

organisations, particulièrement quand elles entrent dans des logiques institutionnelles, déposse les acteurs de base de leur pouvoir d'agir, écrase le local, étouffe la diversité, bride l'innovation, favorise les intérêts particuliers...

Plus que la volonté de garder « égoïstement » le statut de promoteur d'une bonne idée, il nous semble que cette approche est davantage le résultat d'une certaine expérience des organisations associatives et une connaissance plus ou moins intuitive des conséquences que peuvent entraîner des relations trop étroites avec les institutions publiques, particulièrement sur le plan local.

## 2. Action publique locale et institutionnalisation des associations

Les années 80 ont vu un changement se mettre en œuvre dans les relations entre institutions et associations, sous l'effet conjugué de la décentralisation et de la naissance des politiques contractuelles. Alors que dans les années précédentes, les relations étaient plutôt conflictuelles, à tel point que l'on pouvait parler alors de lutte urbaine<sup>47</sup>, de nombreuses associations se sont vues intégrées à l'action publique, leur relation avec les institutions contractualisée, leurs actions financées... Quel bilan peut-on dresser de ces nouvelles relations ? Sont-elles une avancée pour la démocratie locale ou ont-elles miné leur autonomie et leur capacité critique ?

Jacques de Maillard à partir d'un travail de terrain sur les politiques sociales urbaines dans les agglomérations de Bordeaux et de Montpellier pose à ce sujet plusieurs constats.

Le cadre de l'action publique étant prédéfini par les administrations, le processus de contractualisation s'effectue dans une relation asymétrique, relation particulière qui oblige l'auteur à contester la notion de « partenariat » pour la définir plutôt comme une « intégration hiérarchisée des associations à l'action publique ». De plus, dans le processus de contractualisation, s'opèrent différents phénomènes. Notamment le filtrage de certains interlocuteurs et la mise en avant d'autres, reconnus comme légitimes, c'est à dire capable de produire un discours non-vindictif, audible par les institutions, et compétents, capable de gérer les projets et de contrôler les ressources de son domaine d'activité .

Dans cette logique de projet qui est au centre de la contractualisation, la « professionnalisation » des acteurs devient incontournable, entendue comme « *une mise à l'écart de la dimension politique de l'action au nom du pragmatisme et de la logique gestionnaire*<sup>48</sup> ».

Ce sont essentiellement les associations porteuses de revendications<sup>49</sup> qui ont vu se modifier leur place et leur rôle quand elles ont endossé le statut de « partenaire ». Outre leur technicisation croissante pour être reconnues légitimes et compétentes, c'est surtout dans leur capacité d'expression, de contestation, que les effets de leur intégration à l'action publique sont les plus manifestes. Parce qu'elles sont « partenaires » des pouvoirs publics, « *les associations participent à la régulation d'ensemble des*

---

<sup>47</sup> Jacques de Maillard « Les associations dans l'action publique locale : participation fonctionnalisée ou ouverture démocratique ? » dans *Lien social et Politique*, RIAC, 48, « la démocratisation du social » Automne 2002, page 56

<sup>48</sup> idem page 59

<sup>49</sup> L'auteur distingue deux autres types d'association : les association d'expression (rassemblant des personnes aux centre d'intérêts communs autour du loisir, du sport, par exemple...) et les associations de gestion (émanation plus ou moins directe des pouvoirs publics, orientées vers la production de services aux personnes)



*rappports sociaux* »<sup>50</sup> et se trouvent vite prises dans deux logiques contradictoires. Et leur dépendance financière ne contribue pas à libérer leur parole : « *Au lieu de rester le grain de sable, de dire ce qui ne va pas, elles évitent à tout prix de critiquer de peur de voir leurs subventions réduites* »<sup>51</sup>.

Ainsi, si l'auteur met en évidence que la « *fonctionnalisation de l'action associative au sein de l'action publique* » est loin d'être achevée, tant les tensions sont vives et les espaces de liberté des acteurs nombreux, il conclut que les associations « partenaires » perdent leur fonction de contre-pouvoir : « *le mode d'action des associations est traversé par une tension entre logique de revendication et d'intervention, entre l'extériorité par rapport aux pouvoirs publics et l'intégration aux logiques institutionnelles* »<sup>52</sup>. D'après lui, cette situation ne contribue pas à enrichir le débat démocratique local et même si l'intégration des différents acteurs associatifs à l'action publique peut être considérée comme un progrès vers le pluralisme, il s'agit davantage d'une « pluralité d'intérêts » que d'un pluralisme politique et donc d'une « *démocratie administrative plus que politique* »<sup>53</sup>

Ainsi, la méfiance des acteurs des contrats locaux vis à vis d'une possible institutionnalisation du mouvement sur un plan local comme sur un plan national, et leur désir de se tenir dans un premier temps éloignés de toute institution correspondent à la nécessaire distance que semblent devoir opérer les associations si elles veulent avoir une fonction de contre-pouvoir.

Cependant, la difficulté reste entière : comment rester en dehors des institutions locales et agir quand-même sur le local ? Il nous semble que c'est ce que tentent d'expérimenter les groupes girondins à travers la construction progressive d'un réseau.

## **II. La construction d'un réseau girondin : une autre approche de l'action locale**

Depuis 2004, date à partir de laquelle se sont constitués les différents groupes, différents rendez-vous ont réuni leurs membres les plus actifs et sont devenus progressivement des points d'appui à la constitution d'un réseau.

### **1. Les points d'appui du réseau**

**Le Forum Social Local**, organisé au mois de mai, est sans aucun doute le lieu de rencontre entre les groupes le plus symbolique. Nous avons vu que l'idée d'une amap en Libournais a émergé du Forum Social de Libourne et que PCA était née d'une rencontre, à l'occasion du FSL33 2004, entre des personnes préoccupées par la même question : « comment transformer les rapports marchands ? ». L'année suivante, ce forum a réuni tous les groupes pour faire le bilan de leurs expériences et en exposer les enjeux autour de la thématique : « *pratiques de consommation et engagement politique* ». Cet atelier avait été préparé par un collectif d'individus et d'associations (Artisans du Monde, collectif Ethique sur l'Etiquette, Attac, Colibri, Sel Gabarre, Utopia...) constitué pour l'occasion et animé par plusieurs participantes-consommatrices de PCA. A l'issue de ce forum, ce collectif a décidé de

---

<sup>50</sup> idem page 61

<sup>51</sup> commentaire d'un responsable associatif cité par l'auteur, page 61

<sup>52</sup> idem page 63

<sup>53</sup> idem page 63

continuer de se réunir sous la forme d'un atelier permanent, « l'atelier conso », avec l'objectif de sensibiliser les citoyens sur l'impact de leur acte de consommation et de favoriser le développement d'initiatives d'échange en circuits courts, dont, bien sûr, les amap.

Pour le FSL33 2006, les participants de « l'atelier conso » ont proposé une nouvelle rencontre-discussion, sur le thème suivant : « *L'expérience des contrats locaux en Gironde : enjeux et limites* », avec l'objectif d'aborder concrètement les problèmes rencontrés localement dans le développement des groupes. Entre autres, l'obstacle important auquel ces derniers se trouvent confrontés est le manque cruel de maraîchers en Gironde et la difficulté que rencontrent les petits producteurs à s'installer surtout lorsque ces derniers sont « sans terre ». Pour cette occasion, tous les groupes girondins connus ont été invités ainsi que quelques acteurs institutionnels, techniciens d'institution publique comme le chargé de l'agriculture de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et la responsable de la mission agenda 21 du Conseil Général, ou encore des représentants d'association comme le CIVAM bio 33<sup>54</sup> et la confédération Paysanne<sup>55</sup>... Pour les participants, cette réunion était l'occasion de faire connaître plus largement l'expérience des contrats locaux et d'en rappeler les enjeux, mais aussi de faire se rencontrer des acteurs qui se côtoient sans se connaître, de repérer les rôles et les compétences de chacun, d'établir des contacts personnalisés et « durables ». C'est pourquoi les participants ont délibérément choisi d'inviter des techniciens plutôt que des élus parce qu'il leur paraissait plus utile de rencontrer « *des acteurs de terrain en charge des dossiers* » que « *d'écouter des beaux discours* »<sup>56</sup>

**L'atelier conso** est ainsi devenu un moyen pour les groupes de se rencontrer et de s'informer. Ce collectif fonctionne sans organisation formelle, et se réunit une fois par mois en moyenne. Il réunit une vingtaine de participants, plus ou moins présents régulièrement, principalement des participants des groupes en contrat locaux (de Bordeaux, Talence, Pessac et Saint André). De ce fait, petit à petit, l'atelier conso s'est davantage centré sur le développement des contrats locaux. Par ailleurs, les participants y interviennent aujourd'hui davantage en leur nom propre qu'au titre de leur association. Il est actuellement animé par une personne en particulier qui se charge de réunir les participants et de faire le lien entre eux par messagerie électronique interposée. L'activité de l'atelier a consisté essentiellement à faire connaître l'expérience des amap et des contrats locaux, à l'occasion de différentes manifestations (marché de Noël Equitable et Solidaire à Lormont, soirées cinéma-débat à l'Utopia, Journées du commerce international organisées par des étudiants de Bordeaux III, Semaine du commerce équitable à Bordeaux II...) et à mettre en relation consommateurs intéressés par la démarche et producteurs potentiels. Il a pris en charge la préparation des ateliers du FSL.

Mais le forum social n'est pas le seul lieu de rencontre pour les acteurs des contrats locaux.

**Le marché paysan de Fourton La Garenne**, qui se tient à Nérigean en Juillet, organisé par le viticulteur de ce domaine avec le soutien de la Confédération paysanne, tend à devenir lui aussi un

---

<sup>54</sup> Le Centre d'Initiatives pour la Valorisation de l'Agriculture et du Monde rural regroupe un ensemble d'associations du monde agricole

<sup>55</sup> Syndicat paysan

<sup>56</sup> commentaires entendus lors d'une des réunions de préparation

rendez-vous régulier. Ce marché est une occasion de rencontre entre producteurs et consommateurs qui sont invités à mieux comprendre les réalités de la production agricole paysanne à travers des animations et des débats. Du marché paysan qui s'est tenu en 2004, et de la rencontre entre Nicole et Michel<sup>57</sup> est née l'Amap de Saint-André. En 2005, ces derniers avaient invité les différents groupes à les y rejoindre pour continuer à échanger sur les expériences naissantes, de manière plus concrète que lors du FSL, sur les organisations, les prix, les pratiques... A cette occasion, Roland, de l'Amap de Pessac, avait annoncé la création d'une liste de diffusion « le lien circuit-court » ouverte à tous ceux qui souhaitaient échanger sur les amap ou autre forme d'échange économique local.

Il est question, à nouveau, que les groupes se retrouvent au prochain marché paysan, en juillet 2006, pour continuer la discussion amorcée lors du dernier forum social, sur la question du foncier ou comment « arracher » des terres aux promoteurs pour que puissent s'installer des petits producteurs .

**Le lien circuit-court**<sup>58</sup>, liste de diffusion sur le net donc, a démarré très lentement. Utilisée dans un premier temps par les participants des groupes girondins, s'y trouvent aujourd'hui inscrits plus d'une centaine de personnes résidant partout en France, amapiens ou non. Y circulent des informations sur la vie des groupes, des informations plus générales sur l'agriculture ou la consommation, des échanges de pratiques, d'adresses, des commentaires personnels, des présentations d'initiatives... C'est un moyen d'information et de communication non centralisé, que chaque membre alimente en son nom propre, qui permet à tous de prendre la mesure de ce qui se passe ailleurs<sup>59</sup> et de tisser des liens de façon transversale, hors de leurs organisations d'appartenance. Dernier lieu susceptible de devenir un rendez-vous régulier : les journées de l'Economie Solidaires.

**Les rencontres de l'économie solidaires** se déroulent à Pessac au mois d'octobre depuis 2002. Cet événement est organisé par le SEL Gabarre et la mairie de Pessac et, plus récemment, par Terre d'Adèles. Ces rencontres ont stimulé, on l'a vu, la création de l'Amap de Pessac. Sur la proposition de Roland, les participants du forum Social 2005 s'y sont donnés rendez-vous pour prolonger et ouvrir leur discussion à l'occasion de la quatrième édition centrée sur « *consommer c'est choisir... pratiques de la consommation solidaire* »

## 2. Des rencontres « horizontales » et « transversales »

Ainsi, le caractère particulier de ce réseau réside dans le fait qu'il se construit progressivement de manière tout à fait informelle, de rendez-vous en rendez-vous par les individus-participants. Réseau

---

<sup>57</sup> Respectivement alors, animatrice du groupe attac haute gironde et éleveur et producteur de produits laitiers

<sup>58</sup> Présentation de l'objet de la liste : « Le Lien Circuit Court permet aux AMAP ou aux circuits courts Consommateurs Producteurs (agriculture ou autres domaines) de communiquer entre eux, de mutualiser leurs expériences, de faire passer des informations, des recettes de cuisine, et de s'organiser localement. Le point de départ de cette liste est en Aquitaine, mais n'est pas réservé uniquement à cette région. Cette liste est ouverte à toute personne intéressée par ce sujet. C'est un lieu d'échange et un lien entre eux. »

<sup>59</sup> un exemple de message daté de juin 2006 « Bonjour à toutes et à tous Je suis inscrite depuis peu mais je n'avais pas encore eu l'occasion de m'exprimer ! Ce message juste pour faire un point sur le développement des AMAP en Loire-Atlantique. En avril 2006, il y avait une seule AMAP sur Nantes qui fonctionnait depuis 1 an 1/2. Depuis des petits sont nés un peu partout : on recense sur Nantes: 4 AMAP en fonctionnement, 3 en projet (....) La plupart de ces AMAP se font surtout avec des producteurs bio. C'est un vrai plaisir de voir à quelle vitesse elles se développent ! Parallèlement, de plus en plus de personnes se regroupent en groupement d'achats, ce qui est une alternative également très intéressante, surtout en milieu rural... »

informel mais non informe, parce que, à l'analyse, se dessinent là aussi de nouvelles pratiques collectives qui tendent vers plus d'horizontalité et de transversalité des liens qui unissent les différents acteurs. Horizontalité parce que ce sont essentiellement des individus, indépendamment de leurs statuts dans leurs groupes respectifs, qui font vivre ce réseau. Les relations y sont fortement personnalisées, les personnes s'y expriment souvent en leur nom propre et y exercent davantage une fonction de témoignage que de représentation.

Transversalité aussi, parce que la construction du réseau s'appuie non pas sur une organisation particulière mais sur des lieux de rendez-vous, lieux publics ouverts à tous que les personnes investissent d'un rendez-vous sur l'autre, lieux de rencontres où se retrouvent participants des groupes et nouveaux venus autour des débats proposés, où se croisent différents réseaux... Si l'on y retrouve souvent les acteurs les plus impliqués, l'ouverture des lieux fait que les groupes se recomposent à chaque rencontre.

Lieux symboliques ensuite, qui contribuent à construire l'identité de ces initiatives en Gironde : les rencontres dans le cadre du forum social les inscrivent dans une approche résolument altermondialiste, les rendez-vous de Fourton La Garenne les ancrent dans la réalité paysanne locale, et ceux de Pessac les situent dans le champ de l'économie solidaire dont les caractéristiques particulières peinent encore à se définir face au vaste champ de l'économie sociale, aux réalités multiples.

Entre ces différents rendez-vous, l'atelier conso et le lien circuit-court permet d'entretenir le réseau : en le mobilisant lors de ses différentes activités pour le premier, en permettant une relation interactive permanente pour le second.

Ce réseau se constitue progressivement en Gironde depuis à peine deux ans, indépendamment du réseau amap, lui même en construction au niveau régional à partir du Béarn, et dont les échos jusqu'à très récemment semblaient bien lointains.

La construction de ce réseau « non-organisé » s'effectue donc, avant tout, à partir de la rencontre de personnes, et non pas de volontés particulières, qui reconduisent, de rendez-vous en rendez-vous, leur engagement dans une action plus collective. Elle répond à deux motivations : La première réunit les participants autour de la nécessité d'échanger sur des expériences encore fragiles, d'avoir des réponses concrètes à des questions qui se posent dans les groupes. La deuxième correspond davantage à une volonté de susciter d'autres expériences et d'en rappeler les enjeux plus généraux.

Dans tous les cas, nous pensons que ce réseau agit d'abord comme une « réassurance » qui permet d'entretenir le lien entre les expériences de chaque groupe et leur projet général, lien sans lequel les acteurs pourraient « se noyer » ou dans le « trop particulier » ou dans le « trop général ». De ce lien émerge le plaisir de la rencontre, observé lors des rendez-vous, entre la satisfaction de partager des expériences concrètes, de se retrouver dans un univers de valeurs commun, de développer ses capacités créatives... et récréatives parce que ces rencontres s'effectuent souvent dans un cadre détendu, hors des protocoles et du formalisme de nombre de rencontres publiques.

Le principe du forum, de la discussion collective, y est plutôt privilégié, les débats plus ou moins cadrés (souvent plutôt moins que plus) ont pour effet de favoriser une participation plus ouverte. A

l'observation, il nous semble que ces rencontres sont aussi l'occasion pour certains d'un certain apprentissage de la parole publique.

### **3. Une autre approche de l'action locale**

Une troisième approche semble se dessiner, celle d'agir plus concrètement encore sur l'espace local, au-delà de l'activité des groupes établis, en cherchant à intervenir directement sur le foncier et à favoriser l'installation des petits producteurs, et dans ce but, à construire de nouveaux rapports avec les institutions. Il nous semble que le dialogue naissant entre les porteurs du projet des contrats locaux et quelques acteurs institutionnels, dans un rapport inversé tel qu'il a pu avoir lieu dans le cadre du dernier forum social, est peut-être le début d'une forme de participation à l'action publique locale que les acteurs expérimentent. En prenant l'initiative de l'invitation et du contenu du débat, dans un lieu qui peut se définir comme une assemblée populaire, sans autres enjeux que ceux de « se repérer » et de faire connaître l'importance du développement des contrats locaux en gironde et des problèmes qu'ils révèlent, leur intérêt en terme de développement local et surtout les convictions de ceux qui les portent, les consommateurs-producteurs-participants expérimentent un type de relation avec le monde institutionnel, plus égalitaire.

Si l'impact et le suivi d'une telle rencontre demandent encore à être vérifiés, son aspect symbolique est loin d'être négligeable. Pour preuve est la satisfaction exprimée par les deux « parties » suite à ce débat. Les citoyens ont avancé un peu plus dans la connaissance de la nébuleuse institutionnelle et de ses dispositifs, et l'ont « personnalisée » partiellement. Les acteurs institutionnels ont pu prendre la mesure du projet des contrats-locaux et des difficultés qu'ils rencontrent en écoutant les participants parler de leurs expériences.

Ainsi dans ce réseau, les individus-participants expérimentent une nouvelle approche de l'action locale, en n'investissant pas nécessairement des espaces publics locaux institués mais en en créant de nouveaux, en entretenant une certaine distance avec les institutions sans les ignorer, mais surtout en construisant entre eux un lien fait de partage d'expériences concrètes et de débats, à l'occasion desquels les enjeux et les valeurs qui sous tendent l'action sont sans arrêt réactivés.

Cette approche nous permet de dire que les personnes qui portent les contrats locaux ne sont pas dans un mouvement de repli mais davantage à la recherche d'un nouvel espace d'expression collective, entre marginalité et institutionnalisation.

### **III. De nouvelles formes d'action politique**

Ce primat accordé à l'action plutôt qu'à l'organisation, la façon dont les individus, simples participants ou acteurs plus impliqués, investissent l'une et l'autre, l'inscription dans le local et l'approche d'un certain type de développement, horizontal plutôt que vertical, nous semblent caractéristiques des nouvelles formes de militantisme que l'on peut observer depuis les années 90.

Jacques ION, Spyros Frangiakadis et Pascal Viot<sup>60</sup>, les définissent par une expression dont les termes peuvent sembler contradictoires. Ils évoquent à leur sujet un « *idéalisme pragmatique* » : si le « faire ici et maintenant » inversement les priorités entre l'action et les idéaux, ces derniers sont loin d'être absents. Mais ce qui réunit les militants c'est moins leur expression directe que « *les moyens de les atteindre* ».

A la lumière de l'analyse de ces auteurs, nous pouvons maintenant mieux définir l'investissement des participants des contrats locaux et du mode d'action particulier qu'ils mettent en oeuvre.

### **1. Un agir pragmatique, des militants affranchis, une organisation déterminée par l'action**

Alors que le militantisme traditionnel, du moins celui qui s'est exprimé majoritairement tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, suppose une appartenance à un collectif déjà constitué, une « adhésion » à l'idéologie d'un groupe, c'est aujourd'hui davantage la situation et l'action qui détermine l'engagement des individus. Ils se réunissent plus volontiers autour d'un « agir pragmatique », d'une action menée ici et maintenant dont les effets seront concrets et visibles.

D'une part, parce que les collectifs de socialisation se sont affaiblis, ce n'est plus le sentiment d'appartenance à un groupe, à une communauté partageant le même sort (quartier, métier, classes sociales...) qui détermine l'engagement. Ensuite parce que s'est développé, dans un contexte de crise, une nouvelle représentation du temps : l'échec des grandes idéologies, l'usage à double tranchant des sciences et des techniques, les risques écologiques, les tensions internationales... compromettent la perception d'un avenir meilleur et la « vision positive du progrès », qui a organisé la vie et l'imaginaire politique depuis le siècle des lumières. L'avenir est aujourd'hui perçu comme pouvant être pire que le présent. Dans un monde devenu incertain, la perception du risque devient centrale et la nécessité de maîtriser le présent, urgente. Et cette incertitude concerne autant l'avenir du monde que celui des individus, dans des sociétés qui développent « l'insécurité sociale »<sup>61</sup>...

Maîtriser le présent, c'est proposer ou s'engager dans des actions perçues comme efficaces pour modifier son environnement immédiat. Mais pour être « pragmatiques », ces nouvelles formes d'action ont des visées plus générales. Et c'est souvent à travers l'action que celles-ci sont construites : « *normes et valeurs sont moins des données de départ que des résultats* »<sup>62</sup>

Dans ces nouveaux collectifs, les militants sont « affranchis ». Lorsque les militants inscrits dans des formes d'organisation plus traditionnelles sont « affiliés » à des collectifs, leurs qualités personnelles et leur vie individuelle sont reléguées au second plan, leur voix singulière s'efface devant la parole commune, le 'Je' s'identifie au 'Nous', au point que parfois l'identité personnelle peut se confondre avec l'identité militante. Le militant « affranchi », lui, tient à garder ses distances avec le 'Nous', mais aussi avec son propre engagement, suivant en cela le processus d'individuation à l'œuvre dans nos sociétés modernes qui rendent les individus de moins en moins réductibles à leur statut et à leur rôle. « L'investissement à la carte », de la plus grande implication à la plus légère selon les lieux, le

---

<sup>60</sup> Jacques Ion, Spyros Frangiakadis et Pascal Viot « *Militer aujourd'hui* » Ed. Autrement 2005

<sup>61</sup> Selon le concept de Robert Castel cité dans Jacques Ion, Spyros Frangiakadis et Pascal Viot op. cit p.14

<sup>62</sup> idem p. 128

« zapping », le passage d'un groupe à l'autre ou même les pauses militantes plus ou moins longues, sont autant de façon de préserver son « quant-à-soi », contribuant à déplacer les lignes entre sympathisants, bénévoles et militants.

Non seulement le 'Je' ne s'efface plus devant le 'Nous', mais les nouveaux groupes encouragent l'expression individuelle et l'expérience personnelle : les personnalités des uns et des autres y sont perçues comme des ressources et non plus comme des freins à la constitution du collectif. Ces liens plus lâches entre le 'Je' et le 'Nous' supposent que l'action devienne essentielle pour entretenir l'engagement. Mais cette mise en avant du 'Je' ne va pas sans quelques dangers, car si le nouveau militant a conquis le droit à la parole, c'est maintenant sa personne « intime » qui s'exprime : « *La spécificité de cet engagement, c'est précisément l'exposition, la mise en péril publique de la singularité* »<sup>63</sup>

L'impératif de l'action l'emporte souvent sur celui de l'organisation. La déclaration officielle d'existence d'association n'apparaît plus aussi souvent nécessaire qu'il y a quelques années, et est souvent perçue comme le premier pas vers une institutionnalisation redoutée. Même officiellement constitués, nombre de groupes sont loin d'observer les règles habituelles du fonctionnement associatif. Davantage centrés sur l'action, les militants se préoccupent moins de la pérennité de l'organisation. Ce qui a pour conséquence des organisations peu stabilisées : « *Quand les regroupements ont longtemps été animés par des forces centripètes, ils sont davantage aujourd'hui menacés par des forces centrifuges* »<sup>64</sup>

Le changement s'est aussi opéré dans la constitution des réseaux. La forme fédérative, la construction d'une organisation verticale hiérarchisée entre les différents groupements d'une même organisation, est délaissée au profit de celle de réseaux constitués d'individus et non pas de groupements, entretenant entre eux des relations horizontales, non hiérarchiques. « *L'organisation réticulaire est conçue comme la meilleure forme qui puissent favoriser la souplesse organisationnelle et les initiatives individuelles (...) le réseau horizontal est potentiellement ouvert et sans cesse extensible* »<sup>65</sup>. L'outil largement facilitateur de cette mise en réseau des individus est bien sûr Internet, où l'information peut circuler largement et librement à partir de sites, de messagerie ou de listes de diffusion, information dont chacun peut se saisir et que chacun peut compléter à son tour.

## **2. Pour faire de la politique autrement**

Si ces nouveaux modes d'action se positionnent en dehors de la sphère politique instituée, ils contribuent directement ou indirectement à l'interroger. Parce que la question posée l'est en des termes qui ne sont pas habituels, parce qu'ils ne respectent pas les circuits traditionnels de la revendication, parce qu'ils proposent des solutions et font percevoir des « possibles ». Ils passent outre les échelles (de temps, d'espaces), les procédures, les personnes autorisées, tout ce qui conditionne l'émergence d'une question dans le débat public. La distance que ces nouveaux collectifs marquent par rapport à la sphère instituée du politique est la conséquence du statut de l'action souvent pensée comme suffisante en elle-même. Les luttes militantes ne se donnent plus comme objectifs, à l'inverse

---

<sup>63</sup> idem p. 84

<sup>64</sup> idem p. 52

<sup>65</sup> idem p. 54

des mouvements militants traditionnels, d'entrer et d'investir la sphère politique pour faire entendre leur voix. C'est ainsi que « *ces actions dessinent une autre acception de la politique dans laquelle l'Etat n'occuperait pas forcément le centre et dans lequel aussi bien le grand soir que la victoire électorale, sans disparaître obligatoirement ne seraient pas les seuls horizons essentiels.* »<sup>66</sup>, où la séparation entre sphère publique et sphère privée n'est plus aussi radicale, où la démocratie n'est pas perçue comme une institution extérieure, mais se vit, se construit au quotidien dans les pratiques collectives.

---

<sup>66</sup> idem p. 134



## **Première conclusion : une nouvelle forme de l'action collective dans un espace public redéfini**

A ce stade de notre étude semble confirmée la première partie de notre problématique : *les acteurs de ces expériences, en s'engageant dans la construction locale d'un nouvel échange économique, proposent une nouvelle forme de l'action collective dans un espace public redéfini.*

Quel que soit leur niveau de participation à cette nouvelle forme d'échange, les individus y trouvent le moyen de mettre en œuvre une « action collective individualisée ». C'est d'abord leur désir d'agir dans leur vie quotidienne face à des enjeux collectifs qui détermine majoritairement leur adhésion à ces expériences. S'articulent ainsi de façon nouvelle intérêt individuel et intérêt collectif.

Dans cette action collective, les individus y expérimentent individuellement ou collectivement une nouvelle façon de militer qui traduit « un idéalisme pragmatique », une autre façon de faire de la politique qui, dans un sentiment d'urgence, se concentre moins sur l'expression des idéaux et de la revendication que sur les moyens à mettre concrètement en œuvre pour inverser, dans leur environnement immédiat, un mouvement mondial perçu comme destructeur, destructeur pour l'équilibre écologique comme pour les liens sociaux et les relations entre les sociétés. C'est l'acte en lui même qui est vécu comme une résistance à ce mouvement, et qui est porteur de revendications et de changement. Changement individuel tout d'abord perçu comme indispensable pour un changement plus général, devant le sentiment d'impuissance du politique institué à renverser, seul, le mouvement. Changement qu'il s'agit moins d'imposer que de rendre possible, par l'expérimentation de nouvelles pratiques sociales d'abord, par l'investissement de nouveaux espaces d'expression collective ensuite. En effet, l'activité déployée par les acteurs les plus impliqués des contrats locaux pour faire connaître et inscrire ce « possible » dans le local confirme qu'il ne s'agit pas d'un repli sur des pratiques partagées mais bien d'une certaine forme de mobilisation.

Cette mobilisation contribue à redéfinir l'espace public, à partir de ce qui est mis en jeu, en intégrant les différentes dimensions - politique, économique et sociale, sphère privée et sphère publique -, rendues autonomes par le développement des sociétés capitalistes : le choix d'une certaine forme de consommation (espace privé) en entrant dans une démarche de solidarité (espace social) avec une certaine production (espace économique) dans un positionnement critique (espace politique/espace public). En s'inscrivant dans le local mais en faisant le lien avec un contexte mondial, elles élargissent de même ainsi l'espace public, du local à l'international

La particularité de ce mode d'action, comme les nouvelles formes d'action collective qui émergent depuis quelques années, c'est d'associer ce qui a semblé longtemps contradictoire. « *Proche et lointain, local et global, particulier et général, personnel et collectif se conjuguent davantage qu'ils ne s'opposent* »<sup>67</sup>

---

<sup>67</sup> Jacques Ion, Spyros Frangiakadis et Pascal Viot « *Militer aujourd'hui* » Ed. Autrement 2005 p.133

Cette nouvelle façon de militer ne signifie pas nécessairement qu'elle est exercée par de nouveaux militants. A l'origine des projets se trouvent, on l'a vu, des militants à l'expérience plus ou moins grande, mais c'est sans doute la spécificité des contrats locaux que de permettre cette rencontre : « vieux » militants à la recherche d'une autre façon de faire de la politique et nouveaux - venus peu motivés par le militantisme traditionnel se retrouvent autour de cet « agir pragmatique » sous-tendu par un positionnement critique dont ils partagent les grandes lignes.

### **Action contre organisation ?**

Toutefois, ces modes d'action, pour intéressants qu'ils apparaissent pour renouveler les formes traditionnelles du militantisme, renvoient à de nouvelles difficultés. Quand les participants donnent la priorité à l'action, ils peuvent se sentir « dispensés » d'une implication dans l'organisation. Particulièrement à PCA, groupe que nous connaissons le mieux et à l'organisation la plus informelle, l'importance donnée à l'action ne permet pas toujours que soient aménagés des espaces de discussion collective qui supposent du temps supplémentaire, des procédures (pour que tout le monde puisse avoir accès à l'information) et un certain formalisme (réunion, ordre du jour, compte-rendu). Les difficultés, lorsqu'elles se présentent, peuvent ne pas être résolues rapidement parce qu'il n'existe pas a priori d'espace ni d'instance précise pour les traiter et qu'il faut les construire au fur et à mesure. Par ailleurs, les rôles non attribués mais que se donnent les individus de leur propre initiative, s'ils ne sont pas figés, ne permettent pas toujours aux nouveaux venus de repérer qui est qui et qui fait quoi. De plus, dans ce cadre, des personnes peuvent prendre des initiatives qui finalement auront soit un caractère autoritaire soit ne seront pas suivies par les autres participants, ou à l'inverse ne pas en prendre parce qu'elles ne se sentent pas légitimées pour cela.

Autre difficulté, l'investissement « à la carte » des participants n'assurent pas toujours un suivi des actions, entre proposition et réalisation...et cela est particulièrement vrai dans la construction du réseau girondin, dont la vitalité dépend avant tout des initiatives des individus, et du temps, de l'énergie et des compétences qu'ils voudront bien y consacrer.

Au final, le « flou » dans les organisations peut permettre à chacun de prendre une place, de proposer, d'agir, mais peut aussi comporter des risques, risque de confusion, d'inertie, de « prise de pouvoir »...Cependant, ces risques existent aussi bien dans les organisations les plus structurées...

En favorisant l'action, les participants choisissent clairement de favoriser la relation humaine avant les nécessités de l'organisation, la liberté d'initiative et la responsabilisation des acteurs, avec toutes les incertitudes que ces trois dimensions comportent...

### **Pouvoir de régulation ou contre pouvoir ?**

Les groupes que nous avons rencontrés, quels que soient les statuts ou l'organisation qu'ils se sont donnés, s'inscrivent dans la dynamique du développement des amap qui s'étend sur tout le territoire national depuis 2001. Mais dans ce mouvement s'exprime une tension entre cette approche « pragmatique » que nous avons défini plus haut, et une autre approche que nous qualifions de « stratégique ». Ces deux approches de l'action correspondent à deux priorités différentes pour faire

valoir les questions qu'elle soulève dans le débat public.

La seconde approche, qui semble émerger du mouvement des amap et que la majorité des initiateurs réproouvent, vise à organiser le mouvement afin qu'il puisse représenter une force et être reconnu comme légitime sur la scène publique instituée. Pour cela il est nécessaire d'harmoniser les pratiques par l'établissement de normes pour évaluer et faire valoir l'impact du mouvement, de garder une maîtrise de son développement, de l'ouvrir à différents partenariats « contractualisés » associatifs ou institutionnels, d'identifier les représentants de ce mouvement. Il s'agit pour les tenants de cette approche d'être « stratégique », à partir d'une finalité définie comme une priorité, et d'en adapter les moyens.

L'approche « pragmatique », exprimée par les groupes que nous avons rencontrés, remet en cause cette définition de la priorité : c'est dans ce qui se vit et s'expérimente au quotidien, que réside la force du mouvement. Que les acteurs aient la liberté de définir eux-même leurs liens et leur action localement est la seule garantie de leur responsabilisation et de la mise en œuvre d'une solidarité proche. C'est dans les moyens que résident aussi la finalité et ces moyens sont à construire et doivent pouvoir être maîtrisés par chacun.

La frontière entre ces deux approches n'est pas aussi franche que nous la traçons : au sein des acteurs des Alliances, comme dans les groupes locaux de Gironde, elle nous semble rester en permanence en questionnement. Mais nous avons émis l'hypothèse que cette tension interrogeait la volonté et la capacité du mouvement à devenir un pouvoir politique, c'est à dire à affecter « les convictions des membres autorisés du système politique »<sup>68</sup>. Si sa volonté générale de devenir « pouvoir politique » ne nous semble plus contestable, c'est sur les moyens de le construire que ces deux approches divergent : pouvoir « intégré », ou « contre-pouvoir » ?

### **Pour une citoyenneté active**

Ce débat, entre modalités et finalités de l'expression collective, interroge plus largement nos pratiques démocratiques qui font de la « représentation » et de « la délégation » les voies souvent exclusives d'une expression légitime dans le monde politique institué, mais aussi dans de nombreuses organisations de la société civile, a fortiori lorsqu'elles sont intégrées à l'action publique.

Au niveau local, même si s'exprime la volonté d'une plus grande participation des citoyens aux affaires locales à travers le principe de « démocratie de proximité », le décalage reste important entre ceux qui organisent la participation et ceux qui participent, dans un mouvement « top down » plutôt que « bottom up »<sup>69</sup>, qui tient davantage de l'injonction que de l'expression des citoyens de base.

Il est particulièrement intéressant de noter que le succès des amap est lié à un « concept » qui nous vient du monde anglo-saxon, même s'il n'en est pas à l'origine, mais dans lequel il s'est largement

---

<sup>68</sup> Habermas cité par Paul Cary « *Economiser la politique ou politiser l'économie* », dans Judith FERRANDO et Stéphanie GIAMPORCAO-SAUNIERE dir. op. cit, p.33

<sup>69</sup> d'après les concepts développés par Donzelot Jacques Donzelot et Catherine Mével « *La participation : entre construction d'un pouvoir et accomplissement d'un devoir. Les corporations de développement communautaire et le développement social urbain* » dans « La démocratisation du social » Lien social et politique n° 48, Automne 2002. pages 81-93

répandu, où les pratiques de démocratie locale possèdent une dimension plus directe et moins consensuelle. Elles s'exercent pour les individus à partir de leur sentiment d'appartenir à une certaine communauté d'intérêts et dans un certain rapport de force avec les institutions. Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie du système anglo-saxon. Ni même d'affirmer que les CSA américaines sont pensées comme des « contre-pouvoirs », comme cela semble se dessiner à travers les amap françaises, nous n'avons pas assez d'éléments pour cela. Mais nous pensons que ce qui séduit les consommateurs engagés dans ce mouvement, c'est bien le sentiment d'une plus grande emprise sur leur vie à partir d'une intervention directe sur leur environnement immédiat dans une démarche collective, la construction d'un certain pouvoir à la fois individuel et collectif, cet « empowerment<sup>70</sup> », pour utiliser cette expression qui peut paraître ambiguë tant on peut imaginer les dérives possibles entre internalisation accrue de la responsabilité individuelle ou sectarisme communautaire.

Ce qui permet de sortir de cette ambiguïté est, nous semble-t-il, que l'exercice de cet empowerment s'effectue non pas dans l'objectif d'un « développement personnel » ou dans celui de la défense d'intérêts strictement communautaires ou catégoriels mais en référence à une « citoyenneté mondiale », citoyenneté qui n'est pas donnée mais qui se construit à partir d'un positionnement politique.

Il nous semble que là, à partir de la mise en oeuvre des contrats locaux, les participants expriment des aspirations fortes de changement, individuel et collectif, et de participation à la vie publique, et expérimentent de nouvelles relations entre individus, citoyenneté, organisation collective et institution, d'autant plus facilement que leur activité, à cheval entre le secteur marchand et non marchand, concerne autant la vie privée que la vie publique tout en leur procurant une certaine indépendance économique.

Mais derrière le débat sur la « méthode » de la mise en oeuvre d'une expression collective, se fait jour une opposition encore plus fondamentale autour du concept de développement qui n'est pas sans analogie avec celui de l'agriculture, et en arrière-fond avec celui du développement économique : développement intensif ou développement extensif ? Faut-il atteindre des objectifs quantitatifs ou des objectifs qualitatifs ? faut-il être stratégique ou faut-il laisser-faire, laisser « le faire se faire » ?

Nous pensons que c'est fondamentalement autour de cette notion de développement que s'articule la critique que portent les contrat-locaux, autant dans leur objet que dans les moyens qu'ils mettent en oeuvre, et que cette approche participe d'un certain renouvellement de la critique du capitalisme qui s'exprime aujourd'hui. En effet, les questions nouvelles portées dans le débat public sur le développement obligent à reconsidérer les principes organisateurs du capitalisme et ses effets.

---

<sup>70</sup> la notion d'empowerment « suppose un travail sur soi autant qu'un travail avec les autres, une volonté de maîtriser le cours de sa vie, d'exercer une emprise sur lui, de prendre littéralement le pouvoir sur soi-même, (...) en même temps qu'une capacité d'agir avec les autres, de se servir du collectif pour atteindre des objectifs auxquels on ne peut prétendre quand on est seul. » Jacques Donzelot et Catherine Mével dans « *La participation : entre construction d'un pouvoir et accomplissement d'un devoir. Les corporations de développement communautaire et le développement social urbain* » Lien social et Politiques – RIAC, 48, La démocratisation du social. Automne 2002, page 85.

## Chapitre 5 : un renouvellement de la critique du capitalisme ?

En proposant un nouveau rapport social dans un échange économique et un projet, celui de « *relocaliser une production agricole vivrière en réduisant les distances géographiques et sociales entre les acteurs économiques et les impacts écologiques sur l'environnement* », les participants des contrats locaux se positionnent de façon critique face au modèle de développement dominant. Ce modèle induit par un capitalisme mondialisé est perçu comme destructeur des liens sociaux et de la planète, destruction accélérée sous l'effet du libéralisme économique dans lequel se sont engagés plus ou moins volontairement les Etats développés depuis une trentaine d'années.

Mais les personnes interrogées ne font pas ou peu référence au libéralisme économique et il n'est pas sûr que leurs connaissances en matière économique leur permettent à tous de faire clairement la distinction entre système économique, capitalisme et libéralisme économique. Par contre, nous avons vu qu'elles éprouaient un sentiment d'urgence devant les problèmes écologiques et toutes ont mis l'accent sur le lien entre ces problèmes et le développement de la mondialisation économique.

Si les excès du libéralisme peuvent donner à voir un monde organisé autour et par le marché, c'est sans doute la crise écologique percevable aujourd'hui par le « grand public » qui nous paraît être un des vecteurs importants d'un certain renouveau de l'expression de la critique du capitalisme : les problèmes de la pollution, des ressources naturelles qui s'épuisent, la perception que l'empreinte écologique des activités humaines dépassent la capacité de la planète, la perte de la biodiversité, le réchauffement climatique... toutes ces questions, portées longtemps par des mouvements minoritaires, sont aujourd'hui largement et nouvellement débattues dans l'espace public et relayées par les médias. Dépassant les frontières, les problèmes écologiques, associés à la perception grandissante des inégalités non seulement dans le monde mais aussi nouvellement dans les pays riches, ont contribué à renforcer le sentiment que « le monde va mal ».

Cette approche remet en cause le capitalisme en des termes sensiblement différents de ceux de ces dernières années. A partir de la définition que donnent Luc Boltanski et Eve Chiapello de la critique, et de ses relations avec le capitalisme nous préciserons en quoi, d'après nous, les thèmes portés par la critique ont changé. Puis nous verrons plus précisément dans quelle mesure l'action des contrats locaux s'inscrit dans ce renouvellement de la critique.

### **1. Capitalisme, critique et esprit du capitalisme**

Luc Boltanski et Eve Chiapello définissent le capitalisme a minima comme « *une exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques* »<sup>71</sup> et en distinguent deux approches critiques même si elles sont souvent imbriquées dans une critique générale : la critique artiste et la critique sociale. L'une s'intéresse à l'Homme et à ses finalités, l'autre porte sur les rapports sociaux.

Pour la première, le capitalisme est perçu comme « *source de désenchantement et d'inauthenticité des*

---

<sup>71</sup> Luc Boltanski et Eve Chiapello « *Le nouvel esprit du capitalisme* » 1999, NRF essai, Gallimard p.37

*objets, des personnes, des sentiments, et plus généralement du genre de vie qui lui est associé » et/ou « source d'oppression, en tant qu'il s'oppose à la liberté, à l'autonomie, et à la créativité des êtres humains ». Pour la seconde, le capitalisme est une « source de misère chez les travailleurs et d'inégalités d'une ampleur inconnue dans le passé » et qualifié « d'opportunisme et d'égoïsme, qui en favorisant les seuls intérêts particuliers, se révèle destructeur de liens sociaux et des solidarités communautaires »<sup>72</sup>*

Dans leur ouvrage « Le nouvel esprit du capitalisme », les auteurs démontrent comment le capitalisme dans les années 70 a répondu à certaines dimensions de la « critique artiste » fondées sur des exigences d'épanouissement et d'autonomie des acteurs, en l'intégrant et en l'adaptant dans le même temps, à de nouvelles nécessités d'organisation du travail, liées à la transformation récente du capitalisme autour de la mobilité des capitaux.

Cette « récupération » de la critique par le capitalisme ne peut se comprendre qu'à partir d'une troisième dimension que les auteurs nomment « l'esprit du capitalisme » entendu comme « *un ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les dispositions qui sont cohérents avec lui* »<sup>73</sup>.

Pour eux, le fait que le système capitaliste ait non seulement survécu mais continue de s'étendre suppose que, pour engager la majorité des acteurs dans des logiques que ne leur sont pourtant pas directement profitables, le capitalisme développe un « esprit », une activité idéologique, un système de justification permettant massivement aux individus d'y adhérer.

L'esprit du capitalisme, cette idéologie qui permet de le faire fonctionner, s'est progressivement nourri de la confrontation entre le système capitaliste (ses dispositifs d'organisation du travail et ses façons de faire du profit) et de sa dénonciation portée par la critique. C'est en s'affrontant lors d'« épreuves » que les différents acteurs font émerger des « ordres de justification », orientés vers la définition d'un bien commun et prétendant à une validité universelle. Les auteurs ont modélisé ces ordres de justification sous la forme de « Cité »,

La critique, lorsqu'elle s'est exprimée avec force, a conduit à la formation de « nouveaux points d'appui normatif » avec lesquels le capitalisme a dû composer, soit en les intégrant, soit en les contournant. L'issue des épreuves se matérialise alors dans la transformation ou la mise en place de nouveaux « dispositifs » (institutions, droits, procédures...) qui a supposé des compromis entre les Cités ou encore l'émergence de nouvelles Cités et forgé un nouvel esprit du capitalisme. Ce dernier a ceci de particulier qu'il finit par s'imposer comme une évidence et faire oublier l'origine des compromis. Luc Boltanski a identifié six logiques de justification, six cités<sup>74</sup> qui sont apparues historiquement face aux transformations du capitalisme et qui ont contribué en retour à sa transformation. Le premier esprit du capitalisme s'est essentiellement formé à partir d'un compromis entre la cité domestique et la cité marchande, tandis que le second esprit, après la seconde guerre mondiale a plutôt intégré les justifications de la cité industrielle et celles de la cité civique<sup>75</sup>.

---

<sup>72</sup> idem p.82

<sup>73</sup> idem p.46

<sup>74</sup> le modèle théorique des cités est développé dans un précédent ouvrage de Luc Boltanski : L. Boltanski et L. Thévenot, « *De la Justification, les économies de grandeur* », NRF Essai, ed.Gallimard, 1991.

<sup>75</sup> Pour résumer de manière tout à fait caricaturale, on pourrait dire que la justification de la cité domestique s'effectue autour des valeurs de traditions et d'autorité, la cité marchande autour de la richesse et du mérite, la cité industrielle autour de l'efficacité et de la technique, enfin la cité civique autour des droits sociaux et humains et de la citoyenneté

Les auteurs, dans cet ouvrage, développent particulièrement l'émergence, à partir des années 70 d'une septième cité, la Cité par projets, inscrite dans un monde vécu en réseau, qui alimente « le nouvel esprit du capitalisme ».<sup>76</sup> Cette cité s'est construite à partir de la réponse du capitalisme à certaines dimensions de la « critique artiste » comme nous l'évoquions plus haut. Cette « récupération » a affaibli le contenu et l'expression de la critique artiste tout en disqualifiant la critique sociale, basée davantage sur la dénonciation des rapports d'exploitation entre des groupes sociaux.

Ce qui fait dire aux auteurs que le capitalisme a toujours trouvé dans sa propre critique les voies de sa survie : « c'est probablement cette capacité surprenante de survie par endogénéisation d'une partie de la critique qui a contribué à désarmer les forces anticapitalistes »<sup>77</sup>

Ainsi la période de mai 68 est pour les auteurs tout à la fois l'expression d'une crise et d'un renouveau du capitalisme. Durant cette période « *la plupart des déplacements ont ainsi contribué à redonner l'initiative au capital et au management. Il s'agit toujours d'obtenir la collaboration des salariés à la réalisation du profit capitaliste. Mais tandis que dans la période précédente, ce résultat avait été recherché, notamment sous la pression du mouvement ouvrier, par l'intermédiaire de l'intégration collective et politique des travailleurs à l'ordre social et par une forme de l'esprit du capitalisme liant le progrès économique et technologique à une visée de justice sociale, il peut dorénavant être atteint en développant un projet d'accompagnement de soi liant le culte de la performance individuelle et l'exaltation de la mobilité à des conception réticulaire du lien social* »<sup>78</sup> »

Dans le monde organisé en réseau, la libération des individus passe par leur capacité à « se réaliser » dans le travail et à être mobile, avec ses corollaires que sont l'adaptabilité et la flexibilité.

Mais dans ce nouveau monde, la critique sociale peine à s'exprimer parce que les rapports de force ont changé. Ils ne s'exercent plus directement entre les détenteurs du capital et des moyens de production d'un côté, et les travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail de l'autre. Les nouveaux rapports de force, mais qui ne se perçoivent pas comme tels, s'effectuent entre ceux qui sont mobiles et ceux qui ne le pas, car « *l'immobilité des uns est nécessaire à la mobilité des autres* »<sup>79</sup> Ceux qui maîtrisent la mobilité, la capacité à changer rapidement de projets et de lieux, ont besoin, pour assurer leur réussite, de s'appuyer sur la « flexibilité immobiles » des autres.

Pour les auteurs si les deux critiques sont apparues contradictoires, elles sont inséparables car en mettant l'accent l'une sur l'émancipation humaine, l'autre sur la justice sociale, elles s'équilibrent et se limitent l'une l'autre : « *relancer la critique sociale et chercher à réduire les inégalités et l'exploitation dans le monde connexionniste est certes essentiel mais il ne s'agit pas pour autant d'enterrer la critique artiste au prétexte de sa déroute – puisqu'elle a, au cours des vingt dernières*

---

<sup>76</sup> Dans ce monde en réseau ou connexionniste, la vie sociale s'organise autour de projets qui vont déterminer rencontres et « connexions » temporaires. La figure de l'acteur le mieux intégré dans le réseau est celle du médiateur qui « fait des liens, qui « met en rapport », qui contribue à « tisser des réseaux » Il n'y est plus question de la distinction entre travail et non travail, c'est l'activité qui est valorisée, celle qui vise à générer des projets ou à s'y intégrer, des projets multiples qui se succèdent les uns aux autres. Sans projet, le risque est d'être déconnecté du réseau et exclu. Dans la cité par projet est donc « grand » celui qui sait développer ses capacités à faire lien, à s'engager et se dégager rapidement pour se rendre disponible pour un nouveau projet. L'adaptabilité, la polyvalence, l'autonomie et la capacité à prendre des risques y sont les règles Pour évoluer dans les réseaux, le capital social associé au capital d'information est plus important que le capital économique.

<sup>77</sup> idem p.69

<sup>78</sup> idem p. 291

<sup>79</sup> idem p.446

années, plutôt fait le jeu du capitalisme- et de l'urgence sur le front social<sup>80</sup> ». Surtout, la critique artiste paraît être la seule à pouvoir opposer « une résistance efficace à un monde où tout pourrait d'un jour à l'autre se trouver transformé en produit marchand et où les personnes seraient sans arrêt mis à l'épreuve, soumises à une exigence de changements incessants, et dépouillés par cette sorte d'insécurité organisée de ce qui assure la permanence de leur soi »<sup>81</sup>

En 1995, date à laquelle ils ont rédigé leur ouvrage, les auteurs imaginaient que la relance de la critique artiste passait « notamment par une alliance avec la critique écologique qui constitue actuellement une des seules positions d'où la pluralité et la singularité des êtres (...) soit affectées d'une valeur en soi »<sup>82</sup>. Il nous semble que, devant les problèmes soulevés aujourd'hui par le développement des sociétés occidentales et des pays émergents, cette alliance s'est non seulement opérée, mais qu'elle oblige même à la redéfinition de ces concepts.

## 2. La critique du développement capitaliste : entre critique artiste et critique sociale ?

La persistance voire l'aggravation de la pauvreté dans le monde mais surtout la prise en compte des problèmes écologiques qui menacent la planète ont obligé les Etats à poser la question du développement.

Dès 1987, le rapport Brundtland, rapport de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, introduit la notion de développement durable en posant l'urgence d'une pratique écologiquement et socialement responsable de la vie économique, et permet ainsi que cette question entre dans le débat public et soit inscrit sur l'agenda politique. Le développement durable pose que l'ensemble des problèmes sociaux et écologiques sont interdépendants et valorise une solidarité verticale et horizontale, intra et intergénérationnelle. Il est présenté comme « un processus de transformation dans lequel l'exploitation des ressources, la direction des investissements, l'orientation des techniques et les changements institutionnels se font de manières harmonieuses et renforce le potentiel présent et à venir permettant de mieux répondre aux besoins présents et à venir de l'humanité »<sup>83</sup>.

Le développement durable constitua, par la suite, l'un des thèmes clés de la conférence des Nations-Unis sur l'environnement et le développement, le célèbre « sommet de la terre » à Rio de Janeiro en juin 1992 : sa nécessité fut reconnue et adoptée par la communauté internationale. Il doit maintenant concilier trois impératifs : le premier est économique, c'est celui de la croissance<sup>84</sup> ; le second, social, est celui de la réduction de la pauvreté ; le troisième est écologique afin de préserver les écosystèmes. « L'ordre de présentation des trois objectifs n'est pas neutre. La poursuite de la croissance économique est considérée comme une condition nécessaire de la réussite des deux autres, sans que la compatibilité entre le premier et les deux derniers ne soient vérifiée »<sup>85</sup>

Ainsi, la question du développement devient de plus en plus centrale dans le débat public sans que pour autant le système économique, le capitalisme, et le principe sur lequel il s'appuie, la croissance,

<sup>80</sup> idem p. 639

<sup>81</sup> idem p. 639

<sup>82</sup> idem p. 576

<sup>83</sup> Rapport du CMED, 1988, p.55

<sup>84</sup> La croissance désigne conventionnellement l'augmentation de la production évaluée monétairement pendant une période donnée grâce aux instruments de mesure que sont le PIB et le PNB.

<sup>85</sup> Attac « Le développement a-t-il un avenir ? » ed. Mille et une nuits, 2005, p.16



ne soient fondamentalement remis en cause par les états.

Si cette façon de poser le problème du développement a sans doute eu l'intérêt de dissocier croissance et développement et dans le même élan, développement économique et développement humain, les contradictions n'en sont apparues qu'avec plus de force.<sup>86</sup> Le capitalisme a fait de la croissance le moteur de ce développement qui pose aujourd'hui problème. Cette contradiction interroge le capitalisme dont l'« *exigence d'accumulation illimitée du capital* », qui n'est possible qu'à travers la croissance de la production, apparaît soudain inconciliable avec la nouvelle perception, portée par l'approche écologique, d'un monde aux ressources justement limitées<sup>87</sup>.

Si la croissance n'est plus toujours aussi ouvertement justifiée comme la nécessité pour les nations de s'enrichir et de devenir puissantes tout en en faisant profiter les masses, elle est encore perçue comme le seul vecteur du développement même durable ou a minima justifiée par la nécessité de créer des emplois et de sortir d'un chômage de masse. Il reste que la croissance telle qu'elle a été mise en œuvre jusqu'à maintenant dans une logique capitaliste n'est pas ou peu remise en cause, et que pour qu'il y ait croissance, il faut produire et consommer toujours davantage sans se poser la question de la finalité et des effets de cette production et continuer à développer la « société de consommation ».

C'est cette situation perçue comme « absurde » que fait apparaître le double discours politique, celui de l'urgence de ralentir ou de transformer un développement destructeur d'un côté, et celui de la nécessité d'une croissance économique dont la nature et l'orientation est laissée au marché de l'autre, qui a permis que soit réinterrogé le capitalisme dans ses fondements et s'élabore une nouvelle critique. Ce ne sont plus seulement les acteurs identifiés du capitalisme, ou ses effets aliénants pour l'individu qui sont en cause, mais son principe même, sa mécanique, sa logique d'extension, au regard de cette nouvelle justification qui s'appuie sur les limites d'un monde fini. Cette critique dénonce le développement capitaliste qui, en développant la société de consommation par nécessité, va à l'encontre de celle de préserver et de partager les richesses de la terre pour le bien être des populations présentes et à venir.

Dans ce sens, cette nouvelle approche critique ne nous paraît correspondre ni à la critique sociale, ni à la critique artiste telles que les ont définies L. Boltanski et E. Chiapelle. L'interdépendance des problèmes sociaux et écologiques, que les questions du développement durable font apparaître, oblige à en reconsidérer les contours. D'un côté, il ne s'agit plus seulement de partager les richesses entre groupes sociaux, mais de partager les ressources limitées de la terre; de l'autre, l'épanouissement de l'individu dépend aussi de ses relations avec son environnement.

Quoi qu'il en soit, la logique du développement capitaliste suppose donc le développement de la société de consommation et c'est contre cette dernière que nombre de mouvements vont se retourner.

---

<sup>86</sup> la distinction entre développement et croissance a été soulevée une première fois par certains économistes dans les années 50-60 mais le débat a été éclipsée par la « crise » économique des années 70

<sup>87</sup> Pour Luc Boltanski et Eve Chiapello ce qui définit le capitalisme, c'est d'abord une « *une exigence d'accumulation illimitée du capital (...)*, c'est-à-dire la remise en jeu perpétuelle du capital dans le circuit économique dans le but d'en tirer un profit» Dans ce sens, le capitalisme se distingue donc de la seule accumulation de richesse. Cette richesse n'a de valeur que si elle est transformée en capital à investir dans la production, qui dégagera du capital pour de nouveaux investissements dans de nouvelles productions. Dans le système capitaliste, le capital ne peut s'accroître qu'en circulant. C'est ce détachement du capital des biens concrets et matériels, ainsi que sa circulation générant une constante incertitude quant à la réalisation du profit espéré, qui l'engage dans un mouvement d'accumulation perpétuel.

## La nouvelle remise en cause de la société de consommation

La contradiction entre développement capitaliste et développement humain, nouvellement perceptible à partir des questions que pose le développement durable, a permis l'émergence d'une nouvelle remise en cause de la société de consommation

On pourrait définir la « société de consommation » comme une société « *entièrement tournée vers la croissance, c'est-à-dire la consommation (...), une société qui cultive l'acte d'achat comme ultime finalité. Un seul credo : une société heureuse est une société qui consomme et vice versa* »<sup>88</sup> Et effectivement, la référence systématique à la propension à consommer des ménages pour sonder leur « moral » et évaluer la bonne santé du pays confirme ce lien entre bonheur individuel, consommation, et prospérité du pays.

La critique de la société de consommation n'est pas nouvelle. Elle a même constitué un des fondements de la critique « artiste » des années 70 décrite par Luc Boltanski et Eve Chiapello. Elle était alors perçue comme une aliénation de la liberté de l'individu poussée par la publicité à un désir factice de consommation et un détournement de la question « du sens » que chacun devait pouvoir donner à sa vie. C'était essentiellement une critique de type individualiste. Cette aspiration à la liberté de l'individu a bien été « entendue » par le capitalisme qui l'a prise en compte en aménageant une organisation de travail où les individus ont pu avoir le sentiment de la mettre en oeuvre, mais dans le même temps la critique de la société de consommation, elle, a perdu de sa force.

Mais aujourd'hui, la promesse de la société de consommation, celle de réaliser le bonheur de tous dans l'abondance, se trouve confrontée aux réalités économiques, à la montée des inégalités et au risque de dégradation de l'environnement. Du coup, la critique change de nature : ce sont les conséquences sociales et environnementales de la société de consommation qui sont dénoncées et non son impact sur l'individu. Cette critique était déjà bien présente au sein du courant écologiste depuis de nombreuses années, mais c'est sa médiatisation très récente qui explique l'intérêt que de plus en plus de consommateurs portent à une consommation alternative. « *Cette critique n'agit plus sur le même ressort individualiste que la critique classique fondé sur l'idée d'aliénation. C'est davantage une critique humaniste fondée sur la responsabilité, la solidarité et le dévouement. L'enjeu n'est plus la libération de l'individu mais bien l'avenir des générations futures et la survie de l'humanité. Et si l'action reste individuelle sa portée est collective et entraîne une très forte implication sociale.* »<sup>89</sup>

Pour l'auteur, cette implication sociale est essentielle pour que cette critique puisse être entendue. Elle doit amener à remettre en question le rapport des individus-citoyens à la consommation et suppose que leur démarche soit au service d'un projet de société, et donc clairement politique. Sinon le risque est grand pour le consommateur critique de s'en tenir soit à une mise à l'écart volontaire de la société de consommation ou pire, à une certaine moralisation de l'acte d'achat qui tendrait tout au plus à aménager une surconsommation pour qu'elle soit « soutenable ».

---

<sup>88</sup> Baptiste Mylondo « *Des caddies et des hommes* » ed. La dispute 2005

<sup>89</sup> idem p. 152

C'est ce dernier danger que souligne Baptiste Mylondo quand il pointe l'ambiguïté du terme de consommation citoyenne : « *on retrouve ici l'idée d'une consommation citoyenne vécue comme une simple bonne action. Cette morale résultant d'un choix personnel de l'individu qui décide seul de s'imposer une règle de conduite, n'en est que plus gratifiante pour celui qui l'observe. La consommation citoyenne devient alors garante de la bonne conscience de consommateurs.* »<sup>90</sup>

On peut en effet craindre que la critique de la société de consommation, si elle ne fait pas le lien avec un projet politique, ne contribue à un nouvel essor du capitalisme autour de « la consommation durable », fidèle en cela à sa capacité à se nourrir de sa critique, comme l'ont souligné Luc Boltanski et Eve Chiapello, sans que soit posée la question du fondement de nos choix économiques et sociaux. Ce qui est d'ailleurs déjà perceptible dans les grandes campagnes publicitaires que lancent depuis peu les acteurs de la grande distribution pour satisfaire ce désir de consommer autrement des citoyens. S'intéresser à la consommation « citoyenne » est pour eux autant l'occasion d'une opération de marketing qu'un nouveau marché potentiel. Le fameux « mieux consommer, c'est urgent ! » de Carrefour en est une illustration et peut paraître cynique tant il semble évident que cette enseigne a davantage intérêt à maintenir sa place de numéro deux mondial de l'hypermarché qu'à remettre en cause les excès de la société de consommation.

Mais la difficulté de caractériser cette nouvelle critique comme nous l'avons vu, entre critique sociale et critique artiste ne rend pas aisé le rattachement à un projet politique...

Concernant les contrats locaux, la critique de la société de consommation qu'ils portent à partir de leur action s'inscrit autant dans une dimension écologique que dans une dimension sociale et politique.

Nous avons défini plus haut leur projet comme la volonté de « relocaliser une production agricole vivrière en réduisant les distances géographiques et sociales entre les acteurs économiques et les impacts écologiques sur l'environnement ». Nous pourrions aussi, à ce stade, le définir aussi comme « *le soutien par les citoyens d'une catégorie sociale victime du développement du capitalisme, les paysans, dans un but d'intérêt général* ». Cet intérêt général, qui semble s'articuler autour de nouveaux rapports entre l'homme et son environnement au sens large (social, économique, écologique), reste cependant à définir pour le rattacher à un projet politique. Mais avant d'aborder cette question, il nous paraît important de considérer certains aspects critiques du capitalisme que comporte en soi l'alliance entre les consommateurs-citoyens et les paysans.

### **3. l'alliance des consommateurs-citoyens et des paysans : une dimension altermondialiste**

L'alliance des consommateurs avec les paysans qui donne vie aux contrats locaux n'est pas anodine. Même si nous avons vu que, du moins en Gironde, nombre d'entre eux sont des « nouveaux paysans », la représentation de la paysannerie et des valeurs qu'elle porte apparaissent comme hautement symboliques dans l'approche critique portée par ces initiatives. Ces valeurs incarnent en effet une certaine résistance. « *Face aux excès du productivisme et de la société de consommation, les valeurs*

---

<sup>90</sup> idem p.136

*d'équilibre et de frugalité qui dominaient les sociétés paysannes acquièrent une importance nouvelle. La revalorisation des rapports de solidarité, des formes d'autoconsommation, de l'échange non marchand que l'on pourrait qualifier de « valeurs précapitalistes » est à l'ordre du jour »<sup>91</sup>*

De même, l'ancrage locale de l'agriculture, la nécessité de s'inscrire dans un lieu et d'y rester, les valeurs de durée, de permanence s'opposent en tous points aux valeurs de mobilité et de flexibilité portées par le nouvel esprit du capitalisme. Dans ce sens, la solidarité que les consommateurs expriment envers les paysans, c'est autant le soutien à une catégorie sociale en difficulté, que les valeurs qu'elle porte et l'approche concrète d'une autre forme d'organisation sociale possible.

Pour autant il ne s'agit pas pour les acteurs des contrats sociaux d'un repli sur des formes communautaires du passé mais de s'intégrer aussi d'une certaine manière dans un mouvement de résistance mondiale au capitalisme et de solidarité avec les paysans du Sud.

Car si les paysans incarnent une certaine résistance au capitalisme par les valeurs qui leur sont attribuées, ils l'incarnent aussi concrètement par la lutte : longtemps considérés comme survivants d'un passé révolu, appelés à disparaître, les paysans (ré)investissent aujourd'hui la scène publique. Du Mouvement des paysans du Chiapas au Mexique, à celui des Sans Terre au Brésil en passant par les paysans du Larzac, les paysans rendent effective aujourd'hui une certaine résistance à la mondialisation libérale et s'inscrivent pleinement dans le mouvement altermondialiste. Plus encore, paysans du sud et paysans du nord se retrouvent dans une lutte commune en un sorte d'« internationalisme paysan » qui s'exprime notamment dans le mouvement *via Campesina*<sup>92</sup>. Ils font valoir l'importance de l'agriculture paysanne comme une question de survie dans les pays du sud comme dans ceux du nord, pour protéger l'accès à la terre et à ses ressources, le travail et le savoir-faire paysan, l'équilibre avec l'environnement. Ils revendiquent le droit à la souveraineté alimentaire, le droit des peuples à produire leurs aliments sur leur territoire, qui renvoie à la finalité de l'agriculture (nourrir les hommes ou produire des marchandises ?) et au-delà à la question de la propriété de la terre (propriété privée ou bien collectif ?)... Ils dénoncent la standardisation des espèces induites par l'agriculture industrielle et les OGM, les dangers que court la biodiversité...

Les participants des contrats locaux en soutenant les producteurs-paysans et leur savoir-faire, pour qu'ils puissent vivre dignement de leur travail et produire, sur un territoire partagé, une nourriture de qualité, non standardisée, respectueuse de l'équilibre de l'environnement, s'inscrivent ainsi à l'échelle locale dans les luttes altermondialistes ; en mettant en œuvre une solidarité avec les paysans du Nord, pour s'opposer à une agriculture industrielle mondialisée, ils se rendent aussi solidaires des paysans du Sud. Nous avons déjà mis en évidence la dimension altermondialiste des contrats locaux en Gironde : leurs membres initiateurs sont pour beaucoup issus d'organisations altermondialistes et les groupes utilisent le Forum Social Local comme appui à leur réseau. De même, les participants que nous avons

---

<sup>91</sup> Silvia Pérez-Vitoria « *Les paysans sont de retour* » acte sud 2005 p. 184

<sup>92</sup> *via campesina* : fondée en 1993, ce mouvement regroupe des organisations de petits et moyens paysans, d'ouvriers agricoles, de communautés agraires autochtones d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe. Le mouvement s'est structuré autour des mobilisations contre les institutions financières internationales, l'OMC et les décisions prises par les gouvernements ou les multinationales à l'encontre de l'agriculture paysanne. Il compte 200 millions de membres.

interrogés, même s'ils ne se définissent pas tous altermondialistes, expriment au moins de la sympathie ou de la curiosité pour un mouvement que beaucoup ont avoué encore mal connaître. Il faut reconnaître que ce que l'on qualifie souvent de « nébuleuse » altermondialiste n'est pas facile à appréhender. Des mouvements très divers s'y côtoient mais ils se retrouvent tous dans le slogan « un autre monde est possible ». C'est sans doute cette dimension altermondialiste, portée d'ailleurs dès la naissance de la première Amap<sup>93</sup>, qui peut différencier ces actions d'un « simple retour à la terre » qui serait seulement motivé par la peur de la mondialisation. Si les participants résistent à la mondialisation économique, ils participent aussi, d'une certaine façon, à une autre mondialisation, celle du mouvement social.

Pour autant, la critique portée par les acteurs des contrats locaux s'exprime d'abord dans la résistance et dans l'action pragmatique, et ne se rattache à aucun projet politique particulier. Nous avons vu que les personnes interrogées, même si elles ont exprimé certaines sensibilités (de gauche et écologistes), ne se reconnaissent pas, pour la grande majorité, dans un projet politique particulier porté par les partis institués. Cependant, cette nouvelle expression de la critique du capitalisme telle que nous l'avons définie, qui semble puiser dans la crise écologique une nouvelle force, ne pourrait-elle pas s'accompagner d'un système de justification nouveau, de l'émergence d'une nouvelle Cité autour de l'écologie? Pourrait-elle être l'expression d'une nouvelle philosophie politique, susceptible d'alimenter un projet politique ?

#### **4. L'émergence d'une nouvelle cité : l'écologie politique ?**

Bruno Latour<sup>94</sup>, reprenant le modèle théorique des Cités proposé par L. Boltanski et L. Thévenot, estime que l'écologie politique pourrait être l'expression d'une nouvelle Cité sous la condition paradoxale de ne pas s'en tenir aux discours de justification que présentent les partisans de l'écologie, mais à ce qui se dégage de leurs pratiques.

D'après lui, si l'on s'en tient à ce qu'elle présente d'elle-même, deux écueils guettent l'écologie. Celui de la banalisation tout d'abord, si elle se contente de décrire son objet comme la défense et la protection de l'environnement. Ce thème est susceptible de se diluer dans les systèmes de justification des autres Cités, d'entrer dans les préoccupations de tous, de s'intégrer dans les mœurs, les règlements, les administrations.... Dans ce cas, « *l'écologie pourrait subir le sort de l'hygiène au 19<sup>ème</sup> siècle (...). On ne jetterait pas plus de papiers dans les bois que l'on ne cracherait par terre mais sans faire toute une politique* ». Le deuxième écueil, serait, à l'opposé, de proposer la prise en charge de toutes les affaires humaines par l'écologie, une nouvelle « globalisation », à partir du principe que l'homme n'est qu'un élément de la Nature, qui ne peut être gérée de façon responsable qu'à partir d'un savoir expert, ce qui exclurait le politique. Cette approche l'entraîne nécessairement à se marginaliser de la communauté humaine : « *accepter que l'écologie porte sur la totalité des liens,*

---

<sup>93</sup> La première Amap a été créée par des consommateurs militant à Attac et des paysans militant à la confédération paysanne.

<sup>94</sup> Bruno Latour « *Moderniser ou écologiser ? à la recherche de la « septième » cité* » dans *Ecologie Politique* n°13, pp 5-27, 1995. Toutes les citations rapportées dans cette partie sont issues de cet article.

*ce serait donc perdre deux fois l'humanité de vue, soit au profit d'une unité supérieure aux hommes, soit au profit d'une technocratie de cerveaux supérieurs aux pauvres humains ».*

Mais l'auteur observe un décalage important, paradoxal, entre les discours et les pratiques: l'écologie dit ce qu'elle ne fait pas et fait ce qu'elle ne dit pas. Et si l'écologie politique peine à se faire reconnaître – ce que semblerait traduire la stagnation des partis écologiques – c'est qu'elle est gênée par la définition qu'elle se donne et de la politique et de l'écologie.

Pour l'auteur, l'écologie à l'œuvre dans les pratiques ne parle pas de la Nature mais ouvre la question de l'Homme, de ce qui fait son humanité.

Cette approche tout en respectant le principe de commune humanité, seul à même de fonder une nouvelle Cité si l'on se réfère au modèle de Boltanski et Thévenot, est cependant une approche nouvelle qui rompt avec la représentation de l'humanisme du siècle des lumières qui définit l'Homme en opposition à la Nature, portant lui seul une finalité en tant que sujet moral, les autres « objets » de la création pouvant être appréhendés comme des moyens<sup>95</sup>.

Mais pour Bruno Latour, *« le non-humain, n'est pas l'inhumain (...). La cité de l'écologie dit simplement que nous ne savons pas ce qui fait la commune humanité de l'homme et que peut-être, oui, sans les éléphants d'amboseli, sans l'eau divagante de la Drôme, sans les palombes du Lot, sans la nappe phréatique de Beauce, il ne serait pas humain. »*

Et si nous ne savons pas ce qui fait la commune humanité de l'homme, c'est que les rapports entre les moyens et les fins sont eux aussi incertains : les moyens ne sont jamais de simples moyens. Les êtres, qu'ils soient humains ou non-humains ne sont jamais des « objets » passifs et détachés les uns des autres. Ils portent une finalité qu'ils déploient dans les liens qu'ils entretiennent entre eux, ce qui en font des « choses » toujours imprévisibles.

Lorsqu'un militant écologiste défend une rivière, il ne la défend pas pour elle-même, mais s'oppose à ce qu'elle soit uniquement traitée comme un moyen. Lorsqu'un ingénieur reméandre une rivière, il lui laisse déployer en partie la finalité qui est en elle...

Pour définir l'écologie, Bruno Latour propose donc une nouvelle interprétation de la définition de la morale humaine de Kant, qu'il estime pouvoir être applicable aussi bien aux humains qu'aux non-humains : *« ne soumettre [l'acteur (humain et non humain)] à aucun but qui ne serait possible d'après une loi pouvant tirer son origine de la volonté de [l'acteur] même qui subit l'action, par conséquent à ne jamais employer [l'acteur] simplement comme un moyen, mais conjointement avec elle-même comme fin. »*

Ainsi, dans cette nouvelle cité apparaissent de nouvelles échelles de grandeurs. L'« état de petit », c'est savoir absolument qu'une chose a ou n'a pas de lien avec une autre. L'« état de grandeur », à l'inverse « c'est de laisser ouverte la question de la solidarité entre les fins et les moyens ». Ici, l'écologie « fondamentaliste » qui sait comment la Nature doit être, en écartant l'Homme et en le traitant comme un moyen, occupe l'« état de petit ». De cette cité, *« on peut dénoncer toutes les*

---

<sup>95</sup> « Dans la création toute entière, tout ce qu'on veut et ce sur quoi on a quelque pouvoir peut être employé simplement comme moyen : l'homme seulement et avec lui toute créature raisonnable, est fin en soi » Kant cité par Bruno Latour

*autres parce qu'elles se simplifient trop la vie en s'entourant chacune d'un univers de simples moyens. Dans cette nouvelle cité, tout est compliqué et chaque décision exige précaution et prudence ».*

C'est, en quelque sorte, la cité de l'incertitude. Incertitude qu'il ne faut pas confondre avec le doute qui supposerait une posture sceptique, ou lier à une « nouvelle complexité » qui supposerait la seule action des experts pour la démêler, ou encore associer à une forme de prudence érigé en principe qui génèrerait l'immobilisme.

L'incertitude ouvre des champs de possible et oblige à mettre en œuvre enquête, recherche, expérimentation, en donnant la parole à tous les êtres, humains et non humains que chaque situation implique. Dans ce sens « *l'écologie permet un apprentissage collectif sur les associations possibles entre les choses et les gens sans que ni les uns, ni les autres puissent servir de « simples moyens » aux autres* ». Elle peut permettre à cette condition un renouvellement du principe et des pratiques démocratiques, une démocratie vivante, ouverte et toujours en construction.

Mais si l'écologie veut se doter d'un système de justification politique qui traduirait plus exactement ce qu'elle met en œuvre dans ses pratiques et qui lui permettrait de se rendre reconnaissable en tant que nouvelle cité, il est nécessaire qu'elle reconsidère la science et la politique « de façon à suspendre deux fois leurs certitudes, d'une part sur les sujets, d'autres part sur les objets ».

Notre intention n'est pas d'affirmer que les acteurs que nous avons rencontrés placent leur action dans la perspective de l'écologie politique telle qu'elle est présentée ici et qui d'ailleurs peine à se faire reconnaître. Mais nous retrouvons dans l'analyse que Bruno Latour fait des pratiques écologiques et des principes de justification qui s'en dégagent de nombreux points de convergence avec les résultats de notre étude.

En effet, si les préoccupations autour de l'environnement sont fortes, celui-ci n'est pas perçu, dans le cadre des contrats locaux, en dehors de l'homme. Au contraire, le travail de la terre est indispensable pour que l'homme puisse se nourrir et survivre. Mais ce que consommateurs et paysans remettent en cause c'est l'utilisation de la terre comme un simple moyen de (sur)produire des marchandises, ce qu'ils défendent c'est un certain savoir faire qui permet de prendre en compte, dans le travail de la terre, la finalité de cette dernière.

Par ailleurs, nous retrouvons dans la justification de ces actions, la valorisation d'un certain pragmatisme, qui n'est pas synonyme de réalisme ni d'efficacité, mais qui est attaché à ce qui se fait, à la prise en compte d'une situation et d'acteurs concrets et particuliers, qui supposent diversité et expérimentation des pratiques, devant l'incertitude de ce qui pourrait a priori être « juste ».

Enfin, la définition que B. Latour donne de l'écologie politique et le fondement néokantien qu'il propose nous paraissent être très pertinents pour rendre compte de ce renouvellement de la critique que nous n'avons pu situer entre critique artiste et critique social : la question de l'humain n'est pas dissociable des rapports qu'entretiennent les êtres, humains et non humains, entre eux.

Qu'elle concerne l'homme, l'environnement ou les rapports sociaux, cette critique pourrait se comprendre comme une critique élargie de l'exploitation. En effet, comment mieux définir l'exploitation que la présenter comme l'action qui consiste à considérer « l'autre » comme un moyen, sans lui reconnaître le principe de sa propre finalité.

Nous avons cherché à dégager, à partir des concepts utilisés par L. Boltanski et E. Chiapello et prolongés par B. Latour, les éléments d'un renouvellement de la critique perceptibles dans les discours et les pratiques des personnes interrogées.

Un autre constat de notre enquête nous paraît important à développer. Les participants des contrats locaux sont majoritairement des nouveaux venus dans l'action publique. A l'instar des militants des nouvelles actions collectives que nous avons décrites plus haut, ils s'inscrivent en rupture avec les modes de militantisme traditionnels et participent à un certain renouveau de la contestation politique qui semble monter en puissance depuis une dizaine d'années. Cette apparente vitalité contraste avec la période précédente, celle des années 75-95, caractérisée par l'affaiblissement de la critique politique, comme l'ont mis en évidence L. Boltanski et E. Chiapello. Ces derniers ont vu dans la capacité du capitalisme à « endogénéiser » la critique, un des éléments d'explication de cet affaiblissement. A l'inverse, comment comprendre ce regain d'intérêt pour la vie publique ?

On peut, à partir de ce qui a été dit précédemment, penser que la montée des inégalités, les crises écologiques, parvenus à la connaissance du plus grand nombre, suscitent un intérêt ou le sentiment d'une nécessité à participer à la vie publique. Mais ces facteurs ne nous semblent pas suffisants pour comprendre l'attrait de ces nouveaux militants pour une certaine forme d'engagement public. Albert O. Hirschman, philosophe et économiste américain, nous propose une approche complémentaire des motivations susceptibles d'engager les individus dans l'action publique, qui nous paraît éclairer d'autres aspects des résultats de notre enquête.

##### **5. Entre critique « voice » et critique « exit », dans une période propice à l'action publique ?**

L'auteur<sup>96</sup> constate une alternance entre des phases où les individus s'engagent collectivement dans la vie publique, et d'autres où ils se consacrent à leur vie privée. Pour lui, cette alternance a un caractère endogène, chacune des phases découlant de l'autre, même si des événements particuliers peuvent favoriser le passage de l'une à l'autre.

Mais il insiste sur le fait que cette distinction, voire cette opposition, entre vie publique et vie privée, (qui se caractérise dans nos sociétés modernes par la recherche d'un bien-être matériel accru) ne peut se comprendre que dans une perspective historique. Liée à l'essor du commerce et de l'industrie à partir du 17 et 18<sup>ème</sup> siècle, la notion d'intérêt privé, matériel, a gagné au cours des siècles en légitimité. Particulièrement au 19<sup>ème</sup>, la recherche de l'intérêt privé est perçue comme une activité rationnelle préférable souvent à la participation aux affaires publiques, considérées comme le lieu d'expression des passions humaines, déchaînées par l'ambition, l'envie, la gloire ou le pouvoir.

Pour expliquer ces basculements collectifs entre préoccupations privées et action publique, Hirschman se propose d'établir une « *phénoménologie des engagements et des déceptions* ». Il pose le principe que « *les actes de consommation, comme ceux de participation aux affaires publiques, qui sont accomplis*

---

<sup>96</sup> Albert O. Hirschman, « *Bonheur privé, action publique* », collection pluriel sociologie, Ed. Hachette, 2006 (1<sup>er</sup> éd. 1982)



*dans l'espoir d'en tirer une satisfaction, apportent également déceptions et insatisfactions »<sup>97</sup>.*

Il s'oppose en cela aux approches théoriques économiques ou sociologiques qui considèrent d'un côté un individu rationnel, faisant des choix en fonction du calcul de son intérêt, et de l'autre un individu totalement désintéressé : dans l'un ou l'autre cas, l'individu y est perçu comme poursuivant un ensemble de fins fixées par avance, et agissant en fonction d'un système de valeurs identifiées. Au contraire, pour Hirschman, l'individu fonctionne par essais et erreurs, et poursuit à certains moments de son existence certains buts, qui sont remplacés ensuite par d'autres.

Sa lecture de l'histoire met en évidence que chaque fois que le progrès économique a rendu les biens de consommation plus largement disponibles, sont apparus de vifs sentiments de déception, voire d'hostilité, à l'égard de cette richesse matérielle. « *En même temps qu'elle suscite satisfaction, engouement et même dépendance, il semble que l'abondance engendre elle-même un choc en retour* »<sup>98</sup>. Pour exemple, l'auteur évoque l'ambivalence d'Adam Smith qui, dans ses écrits, fait l'apologie de la croissance, de la richesse et de l'opulence permettant d'assurer à tous et à satiété « *le nécessaire et l'agréable* », tout en fustigeant les désirs frivoles entretenus par « *une illusion qui stimule et maintient en mouvement continu l'industrie de l'humanité* ». Au cours des siècles suivants, l'importance des discours dénigrant une certaine consommation prouvent que la dénonciation d'une « société de consommation » n'est en aucune manière une invention ou le monopole de nos sociétés contemporaines.

En réaction aux déceptions diverses de ses expériences de consommation « *dont [il] avait beaucoup attendu qu'elles apportent du bonheur* »<sup>99</sup>, le consommateur citoyen va « sortir » de la sphère privée pour « prendre la parole » sur la scène publique et exprimer ainsi une critique « exit », assortie d'une critique « voice »<sup>100</sup>. « *La déception dont il a été victime lui a tendu, si l'on peut dire, une échelle qu'il peut utiliser pour se lever par degrés de la vie privée à l'arène publique.* »<sup>101</sup>

Ce passage d'une catégorie d'activité à l'autre est rendu possible parce que cette quête du bonheur privé est en réalité dominée et nourrie par une idéologie qui promet satisfaction et bonheur d'un côté, assurance qu'il n'y a pas lieu d'éprouver remords ou regrets de ne pas participer à la vie publique de l'autre, ou plus encore, que s'occuper de ses intérêts privés contribue au bien public. Ces messages sont solidaires de sorte que les déceptions subies dans la quête du bonheur privé réhabilitent et réveillent immédiatement le désir de se mêler à la vie publique.

---

<sup>97</sup> idem p. 26

Bien que le caractère « insatiable », « éternellement insatisfait » de la nature humaine reste communément admise, Hirschman le lie à une certaine phase de la civilisation occidentale et du développement économique. Le concept de déception, lui, ne traduit pas un problème que l'on pourrait résoudre, par l'expérience par exemple, mais est intrinsèquement lié à la condition humaine qui fait de l'erreur une faculté appartenant en propre aux humains (que l'on peut comprendre à partir d'une certaine interprétation de la formule « *erare humanum est* ») entraînant une autre faculté proprement humaine elle aussi, celle d'un puissant espoir de ne pas se tromper. Mais, pour Hirschman, ce concept est avant tout positif puisqu'il est « la contrepartie naturelle de la propension qu'a l'homme à nourrir de fabuleuses aspirations et visions » (P. 46).

<sup>98</sup> Idem p.82

<sup>99</sup> si la possession de biens durables apporte le confort, elle peut aussi atténuer le plaisir. De par leur caractère « achevé », les biens durables sont des emblèmes de finitude et d'ennui. La massification des styles de consommation porterait atteinte au caractère d'exception des trajectoires d'ascension sociale. Par ailleurs, l'idéologie du bonheur privé s'effrite avec la prise de conscience de la vulnérabilité des acquis, de la dévaluation des capitaux scolaires, de la crise de l'État social...

<sup>100</sup> Ces deux concepts (critique voice et exit) mis à jour par l'auteur dans le cadre d'une théorie économique de la consommation sont les deux réponses possibles du consommateur à l'offre du marché. La différence, c'est que ces deux réponses qui s'excluent habituellement l'une l'autre, se réalisent ici. Hirschman « Défection et prise de parole, théorie et applications », Fayard, 1995

<sup>101</sup> Idem p. 113 Hirschman fait référence ici à un concept économique « l'échelle de préférence »

Ainsi la déception, si elle n'est pas directement la cause de l'engagement public, contribue à l'effritement de l'idéologie qui avait animé la quête du bonheur privé.<sup>102</sup> ; les expériences négatives s'accumulent alors, modifiant progressivement le « système de préférence » des individus, jusqu'à ce qu'un quelconque événement déclenche leur passage effectif à un engagement public.

Les propositions d'Hirschman s'opposent résolument à la théorie de l'action collective présentée par Mancour Olson et son concept de « passager clandestin », qui suppose qu'un individu, devant le coût de la participation, attendra le résultat de l'action collective, devenu bien public, pour en profiter.<sup>103</sup> D'une part, ce concept ne tient pas compte de l'histoire de l'individu et de ses différentes expériences et déceptions passées susceptibles de motiver ses choix, mais surtout, l'attrait de la recherche du bonheur public vient de la fusion qui s'opère entre la lutte et son aboutissement. Les efforts consentis dans la lutte ne représentent pas des coûts mais des bénéfices. « *Le bénéfice individuel de l'action collective n'est pas la différence entre le résultat espéré et l'effort fourni, mais la somme de ces deux grandeurs.* »<sup>104</sup>.

La lutte, activité non routinière ressentie comme noble et donnant en outre l'impression qu'on peut agir sur la société, procure un plaisir certain. Dès lors, pour maximiser son utilité, l'individu, loin d'avoir un comportement de passager clandestin, va au contraire chercher à augmenter le plus possible sa participation.

Mais la participation dans la sphère publique peut engendrer à son tour nombre de déceptions : découverte de l'aspect accaparant de l'activité, de la corruption, des rigidités partisans, des vanités personnelles...et surtout découverte de la difficulté de faire entendre sa voix en dehors des espaces institués.

Les déceptions s'expliquent en partie par le fait que « *le résultat attendu d'une action publique est un produit de l'imagination du citoyen* »<sup>105</sup> et que notre esprit a tendance à projeter la nécessité de changements radicaux, de grandes victoires révolutionnaires et symboliques. Hirschman met sur le compte des limites de notre imagination moderne une certaine incapacité à envisager le changement social. Ces déceptions favoriseront un retour et un nouvel investissement dans la sphère privée, achevant ainsi un cycle de l'alternance public/privé.

Pour Hirschman, ce basculement collectif d'une sphère à une autre ne peut s'expliquer que par le contexte socio-historique de nos sociétés capitalistes. Et d'après lui, l'intensité des différents investissements (dans la vie privée comme dans la vie publique) est le symptôme d'une forme de « pathologie sociale » qui s'explique dans ce clivage idéologique de l'action humaine qui réserve la participation publique à des statuts, des lieux et des temps autorisés, et le bonheur individuel à l'accumulation des biens de consommation.

Cette nouvelle dimension de l'approche de l'action collective donne un éclairage particulier à l'action que déploient les participants des contrats locaux. Expression collective d'une critique du capitalisme

---

<sup>102</sup> La rupture idéologique par rapport à la « société de consommation » peut s'exercer en dehors des expériences spécifiques de déception. Hirschman se situe ici dans le cadre de la théorie économique en général et de la théorie de la consommation en particulier.

<sup>103</sup> Hirschman précise ici qu'au moment où Olson décrit l'improbabilité d'une action collective à grande échelle, le monde occidental était submergé par une vague sans précédent de mouvements publics, manifestations, contestation etc. Il explique le décalage entre le succès de cette théorie et la réalité sociale par une négation de l'importance de ces mouvements de nombre d'observateurs...

<sup>104</sup> idem p.150

<sup>105</sup> idem p.163

dans sa dimension d'exploitation, comme nous avons voulu le démontrer plus haut, elle est aussi l'expression d'un désir individuel de réconciliation entre deux domaines dont la séparation historique et culturelle ne peut que provoquer déception et sentiment d'incomplétude, selon que l'on recherche le bonheur privé ou que l'on espère le bonheur public.

D'avantage encore, à la lumière de cette analyse se dégage une certaine originalité de l'action des contrats locaux. La critique « voice » qu'ils expriment se situe avant tout dans l'action et non dans la revendication : c'est en proposant un nouvel échange, la démonstration que produire et consommer autrement est possible, que les acteurs expriment leur contestation. Par ailleurs, cette critique n'est pas tout à fait « exit », telle qu'elle est présentée ici puisque, nous l'avons vu, cette activité reste intégrée à la vie quotidienne et privée des individus. Par contre, elle est « exit » d'une autre manière, plus conforme au concept développé par Hirschman dans le cadre de sa théorie de la consommation. Plus qu'une sortie d'un système de préférence pour entrer dans un autre, entre engagement privé et engagement public, elle se réalise concrètement en tentant de sortir d'un circuit économique particulier. Dans cette perspective, le compromis entre les systèmes de préférence que semble représenter les contrats locaux n'est-il pas un moyen d'équilibrer les attentes et les déceptions ?

Enfin, si l'on adhère à cette interprétation des cycles successifs d'engagement, on peut penser que celui des participants des contrats locaux s'inscrit dans une période particulièrement propice à l'action publique, non seulement parce que la crise écologique et sociale fait apparaître de nouveaux problèmes mais aussi parce qu'elle a été précédée d'une longue période de repli sur la sphère privée. Mais pour autant qu'il soit cyclique, ce déplacement des intérêts des individus n'induit pas une reproduction sans conséquence. Au contraire, il pourrait être le signe d'un important changement social à l'œuvre : *« un mouvement occasionnel de nombreuses personnes vers l'arène publique tend à entraîner des conséquences historiques d'une telle importance que cette sorte de déplacements, même lorsqu'une petite fraction de la population d'un pays est seule concernée, est particulièrement intéressante pour comprendre le changement social »*<sup>106</sup>.

Pour finir, cette approche nous permet une autre interprétation de la surreprésentation des catégories sociales intermédiaires et intellectuelles supérieures à la participation de ce mode d'action, que nous avons relevée dans notre étude. La théorisation des cycles suppose que le passage d'un domaine à l'autre s'effectue par des gens qui ont un large accès à la consommation, confirmant en cela que la participation à la politique est en étroite corrélation avec le statut socio-économique. Mais en complément de l'interprétation classique qui fait de la ressource socio-économique le facteur de cette situation, l'auteur avance le désenchantement des individus quant à leur quête du bonheur par la voie privée : *« une telle façon de voir nous éloigne considérablement de l'idée que les membres des classes moyennes s'engagent dans les affaires publiques par une conséquence toute naturelle de leur succès dans la vie privée »*<sup>107</sup>. De même, l'hypothèse que les catégories sociales ascendantes peuvent contester l'ordre social et politique par frustration face à une élite jalouse de ses prérogatives ne lui paraît plus suffisamment pertinente

---

<sup>106</sup> idem p. 44

<sup>107</sup> idem p.131

aujourd'hui, quand les différentes catégories sociales apparaissent moins clivées. Mais l'importance du rapport à la consommation dans l'engagement public, ne signifie pas pour Hirschman que seuls, ceux qui en ont subi les déceptions sont une menace pour l'ordre social établi : « *Peut-être devrait-on définir une situation révolutionnaire précisément par le fait que l'insatisfaction des non possédants et celle des possédants convergent* »<sup>108</sup>.

---

<sup>108</sup> idem p. 132

## **Deuxième conclusion : Nouvel échange, nouvelles pratiques : pour sortir de la société de marché ?**

Si l'objectif affiché des contrats locaux est de soutenir les paysans et à travers eux un mode de production agricole de proximité visant la qualité des produits et le respect de l'environnement, les implications de ces actions nous paraissent aller bien au-delà. En proposant un nouvel échange économique et un projet de développement qui consiste à relocaliser *une production agricole vivrière en réduisant les distances géographiques et sociales entre les acteurs économiques et les impacts écologiques sur l'environnement*, les acteurs des contrats locaux expriment une contestation et une critique du modèle de développement impulsé par un capitalisme libéral mondialisé. Ils participent en cela à une nouvelle expression de la critique du capitalisme.

### **Une contestation en acte**

Davantage que la proposition d'aménager un développement local pour qu'il soit durable, ces actions nous paraissent d'abord exprimer une réaction imposée par une certaine nécessité : face au retour de « l'utopie » libérale, à son mouvement d'extension des marchés et des marchandises, qui ont pour conséquence la désocialisation accélérée des activités humaines, leur « déenracinement » et l'aggravation de la destruction de l'environnement, des hommes et des femmes s'organisent pour protéger le travail de la terre et ce qu'elle produit de la marchandisation, et l'enraciner sur un territoire. Le modèle économique qu'ils proposent s'oppose à celui développé par le capitalisme libéral mondialisé : il suppose que s'expriment d'abord le choix et la volonté des acteurs sociaux dans l'orientation de la production qui n'est plus laissée à la seule action du marché. Il suppose aussi que l'activité économique n'est pas indépendante des modalités de la production des marchandises, des hommes et des femmes qui les produisent et à qui elles sont destinées, du territoire dans lequel ils vivent. Il renoue ainsi avec le sens premier de l'économie qui est d'abord un ensemble de liens concrets, faits d'interdépendance et d'interactions, « entre les hommes et avec leurs milieux naturels où ils puisent leurs subsistances »<sup>109</sup>, avant d'être une économie marchande qui organise le jeu de l'offre de production et de la demande de consommation.

Plus précisément, par sa forme même, l'échange proposé exprime une contestation de l'organisation et des valeurs développées par les sociétés capitalistes.

En rapprochant les acteurs économiques dans un nouveau rapport social fait de « réciprocité contractualisée », autour d'un projet « d'intérêt général », cet échange réencastre le social dans l'économique et possède une dimension politique. Ainsi se trouvent intégrées les trois dimensions de l'activité humaine, l'économique, le social et le politique, que le développement des sociétés capitalistes a largement autonomisé. De plus, en articulant leur intérêt privé à des intérêts collectifs, les participants des contrats locaux redéfinissent le champ de l'action publique et celle de l'action privée et contredisent la nécessité de choisir entre ces deux sphères, selon le clivage initié par « l'esprit » du capitalisme marchand.<sup>110</sup> En favorisant le savoir-faire plutôt que la rentabilité, la vie de petits groupes,

---

<sup>109</sup> Jean Louis Laville « *Economie plurielle* » dans « Dictionnaire de l'autre économie » Jean-Louis Laville et Antonio David Cattani dir. Ed. Desclée de Brouwer, Paris 2005, p 209

<sup>110</sup> selon la définition de « L'esprit du capitalisme » de L. Boltanski et de E. Chiapello et des différentes cités qui ont contribué à le forger dont les cités marchande, industrielle, et par projet...

la maîtrise d'une action locale, des relations horizontales, l'essaimage plutôt que le développement des organisations, ils s'opposent à l' « esprit » du capitalisme industriel.

Enfin, en valorisant l'attachement à un territoire, la proximité relationnelle, en développant à travers l'agriculture paysanne et la forme même de l'échange des valeurs de durée et de permanence, ils s'opposent aux valeurs de mobilité et de flexibilité portées par le « nouvel esprit du capitalisme ».

Ce sont donc d'abord les modalités de l'action choisies par les acteurs des contrats locaux qui sont porteuses de revendications. Mais si l'objet de ces derniers n'est pas de lutter contre le capitalisme, il nous semble qu'ils participent d'un - et participe à - un renouvellement de sa critique.

### **Entre critique artiste et critique sociale**

Nous avons émis l'hypothèse que c'est d'abord la crise écologique de plus en plus perceptible, posant la question d'un développement durable largement développée dans le débat public, qui a nourri une nouvelle critique autour des principes organisateurs du capitalisme et permis le basculement de nouveaux venus de plus en plus nombreux dans l'action publique.

Comme l'écrivait, il y a déjà quelques années, Cornélius Castoriadis « *l'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. Elle en récuse le motif central selon lequel notre destin est d'augmenter sans cesse la production et la consommation. Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et la vie des humains.* »<sup>111</sup>

Lorsque l'augmentation de la croissance économique est associée au développement des sociétés, et que son orientation est laissée à l'action des marchés, apparaît l'incompatibilité entre la logique capitaliste et la volonté de promouvoir un développement durable. Son principe « d'exigence d'accumulation illimitée du capital » apparaît soudain inconciliable avec la nouvelle perception d'un monde fini aux ressources limitées. A défaut de pouvoir agir directement sur la production, les citoyens se mobilisent alors sur leur consommation. Se développent ainsi depuis quelques années nombre de mouvements critiques de la société de consommation, une « consommation politique » dont participent les contrats locaux.

Pour cette nouvelle critique, il s'agit, au delà de la dénonciation des acteurs du capitalisme ou de ses effets aliénants, de dénoncer la logique même du développement capitaliste qui, en développant la société de consommation par nécessité, va à l'encontre de celle de préserver et de partager les richesses de la terre, pour le bien être des populations présentes et à venir.

En conséquence, cette approche écologique de la critique oblige à reconsidérer la question des besoins humains et à reposer la question des finalités et des moyens du développement des sociétés.

Plus encore pour Bruno Latour, elle interroge les frontières de l'humain, dont la définition n'apparaît plus aussi dissociable des rapports qu'il entretient avec les autres « êtres », humain et non humain.

Au-delà de la simple critique du capitalisme, ces questionnements introduisent une rupture avec le projet de la modernité qui postule que le développement des sciences et des techniques permettra à l'homme de faire progresser inéluctablement son humanité en l'émancipant de toutes les croyances et de sa soumission à la nature. Interroger les frontières de l'humain, c'est au contraire prendre acte de

---

<sup>111</sup> Cornélius Castoriadis « *L'écologie contre les marchands* », dans « Une société à la dérive : entretiens et débats, 1974-1997 », ed. du seuil, 2005, p. 237

« l'incertitude du rapport entre les fins et les moyens ».

« Moderniser ou écologiser ? » est le titre de l'article de Bruno Latour que nous avons présenté plus haut. Pour lui, opposer ces deux termes, c'est avant tout opposer deux approches de l'action : moderniser, c'est soumettre les moyens à une fin ; écologiser, c'est laisser ouverte en permanence la question des fins que portent en eux les moyens. Ce qui suppose de réintroduire de l'activité politique et démocratique à tous les niveaux de la société et reconnaître à tous les « êtres », humains ou non, experts ou non, une certaine « compétence » à définir les modalités du « vivre ensemble ».

Cette question des moyens et des fins, nous l'avons retrouvée tout au long de notre étude chez la majorité des participants, que ce soit dans leur expression d'une certaine « incertitude » comme dans leur valorisation d'une approche « pragmatique » de l'action.

C'est cette nouvelle appréhension de l'articulation entre les fins et les moyens qui nous semble le mieux caractériser un certain renouvellement de la critique du capitalisme, que nous n'avons pu situer entre critique sociale et critique artiste. Bruno Latour y voit la possible expression d'une nouvelle « cité » en construction, dont les valeurs et les modes d'agir se différencient suffisamment des autres cités pour opposer une nouvelle définition du bien commun à l'« esprit du capitalisme » qui légitime l'organisation de notre société, fruit des compromis oubliés des anciennes cités.

Qu'elle concerne l'homme, l'environnement ou les rapports sociaux, nous avons suggéré que cette critique pouvait se comprendre comme une critique élargie de l'exploitation, comprise comme l'action qui consiste à considérer « l'autre », humain ou non, comme un moyen, sans lui reconnaître le principe de sa propre finalité. Le principe philosophique est simple : ce qui définit l'humain n'est pas dissociable des liens qu'entretiennent les êtres, humains et non humains, entre eux, et est donc perpétuellement en questionnement.

Mais cette cité, que le sociologue verrait bien prendre forme autour de l'écologie politique, peine à se reconnaître et à se faire reconnaître...

Nous n'affirmons pas que tous les participants des contrats locaux se reconnaîtrons dans cette approche critique que nous leur prêtons. C'est qu'elle est le fruit de multiples paroles particulières et d'observations que nous avons tenté de réunir dans une présentation générale et une approche théorique nécessairement globalisantes. Par ailleurs, les difficultés méthodologiques que nous avons rencontrées à mettre précisément en lien ces deux dimensions que nous tenions absolument à explorer, l'empirique et le théorique, laissent une part certaine à l'interprétation. Quoi qu'il en soit, si certains ont exprimé en priorité des critiques d'ordre plutôt écologique et si d'autres ont valorisé une critique sociale, ces deux préoccupations ne nous ont jamais semblé très éloignées l'une de l'autre, ni d'un questionnement d'ordre philosophique et éthique.

### **Entre critique « voice » et critique « exit », pour sortir de la société de marché**

La particularité des contrats locaux, c'est qu'ils associent d'une manière nouvelle les critiques « voice » et « exit » définies par Hirschman. La « prise de parole » publique s'effectue, pour les acteurs, à partir d'une contestation en acte et non pas de l'expression de revendications. Elle n'est pas non plus associée à une « défection » ou une « sortie » de la vie privée puisque cette action s'intègre dans leur vie quotidienne. Les individus trouvent peut-être dans ces actions – ou recherchent – l'occasion d'un

équilibre entre la quête du bonheur privé et l'espoir d'un bonheur public, en mesurant leurs attentes et dans le même mouvement leurs déceptions potentielles.

Par contre, elle exprime une critique « exit » en tentant de sortir d'un circuit économique particulier.

Non seulement l'échange proposé sort du cadre marchand, mais son principe de distribution réunit en une collectivité producteurs et consommateurs qui en font des « expériences collectives », « des laboratoires » où se confortent et s'élaborent les normes d'une autre consommation et où, au-delà, se structure une certaine expression collective et critique

C'est l'association de ces deux aspects, un nouvel échange et de nouvelles pratiques, qui fait des contrats locaux une expérience pour sortir de la société de marché, une société qui a fait du marché son principe d'organisation et dont l'imaginaire est tout entier tourné vers la production et la consommation. Mais pour vouloir sortir de cette société là, les participants n'en ont pas moins exprimé leur désir d'un changement plus général...

### **Pour quel changement ?**

Les acteurs le disent eux-même, « *ce n'est pas avec ces actions que l'on va changer le monde* », mais pour eux le changement individuel est une étape incontournable pour un changement plus général : mettre en pratique ses idéaux, initier d'autres pratiques de consommation, tendre vers un autre mode de vie qu'il s'agit de « rendre possible » pour soi mais aussi pour les autres.. Ces expériences sont d'abord individuelles, mais elles ont aussi un pouvoir de médiation. Après l'échec des grandes idéologies, devant leur sentiment d'impuissance du politique, ils expérimentent une autre voie du changement, celle de l'influence directe. Et si l'on en croit le sociopsychologue Serge Moscovici, ce n'est peut-être pas une attitude « irrationnelle ». Les minorités, si elles sont actives et particulièrement dans les sociétés où les normes de la majorité deviennent vagues, produisent des effets bien plus importants que les majorités qui favorisent la stabilité. À condition qu'elles se définissent par elles-mêmes et non en négatif par rapport à la majorité, qu'elles disposent de modèles normatifs entraînant des modes de vivre, de penser et d'agir différents, et qu'elles expriment leurs points de vue d'une manière cohérente, répétitive et sans concession : *"Réenchanter le monde n'est pas un culte, mais une pratique de la nature. Son moyen ne consiste pas à remédier aux malaises de notre forme de vie, mais à expérimenter de nouveaux modes de vie"*<sup>112</sup>.

Dans cette perspective, la dimension « de construction d'une expérience collective ouverte mais autonome » que les acteurs de ces actions valorisent, nous semble effectivement être un aspect essentiel s'ils veulent en conserver le caractère critique et le pouvoir de médiation, et éviter de tomber soit dans des pratiques de consommation marginales, soit dans une « consommation citoyenne », assimilée à une bonne action.

Mais cette définition de l'action suppose que les acteurs s'engagent dans la durée. Tout d'abord, la durée est indispensable pour soutenir concrètement l'activité des paysans. Sans le soutien massif des consommateurs, les paysans ou petits producteurs sont appelés à disparaître et avec eux un savoir faire et la possibilité d'avoir un autre rapport à la terre.

---

<sup>112</sup> Serge Moscovici, *"La plupart des changements sociaux sont l'œuvre des minorités"*, EcoRev' n°1, 2000.



Mais la durée est aussi indispensable pour maintenir un lien social solide entre les participants et aménager des temps collectifs susceptibles de soutenir le changement, changement des modes de vie, mais aussi changement du rapport au politique. Car ce sont dans ces espaces sociaux où se confrontent idéaux et pratiques que se construit la valeur politique de leur action et s'exerce une démocratie vivante : « *La démocratie n'est une réalité que si elle est effectivement un lieu de vie commun, régi par la coopération quotidienne entre les individus* »<sup>113</sup>. A l'inverse, Si un lien d'engagement entre les consommateurs et les producteurs nous paraît indispensable, un engagement trop figé sur des principes et sans questionnement, peut comporter le risque d'empêcher la participation. Et fermer l'accès à de nouveaux consommateurs, sensibles aux questions que posent les contrats locaux, mais encore hésitants.

Pour faire vivre ces expériences, pour les mettre en réseau, pour maintenir vivantes les questions politiques, pour poser ces questions dans l'espace public local, cela suppose que les acteurs déploient une forte énergie, dans des organisations qui ne comptent que sur leurs propres ressources, et qu'ils maintiennent en permanence un équilibre fragile, entre fermeté dans les principes et ouverture, entre engagement dans la vie publique et engagement dans leur vie privée, entre plaisir de se retrouver autour de valeurs partagées et nécessité de les confronter à la majorité.

Pourtant, sans cette volonté « politique », les contrats locaux risquent la banalisation, la routine ou le « repli communautaire », ou encore la récupération par le marché, sans qu'en profitent à terme les paysans, puisque ce qui semble motiver aujourd'hui l'investissement croissant des consommateurs, c'est leur désir d'agir pour un changement. Maintenir le lien avec l'altermondialisme qui permet d'inscrire ces actions dans un cadre plus général est sans doute un des moyens d'éviter ces risques.

« Réenchanter le monde » comme le disait Serge Muscovici, suppose de « réenchanter le politique », de considérer le politique comme l'exercice d'un pouvoir, le pouvoir de chacun de participer à la définition du bien commun et d'agir sur le monde. Il nous semble que dans leur « esprit », pour le moment, les contrats locaux s'y emploient.

Les contrats locaux n'ont que deux ans d'existence. Ces expériences sont encore incontestablement portées par l'enthousiasme que suscite toute initiative innovante. Il faudra sans doute attendre quelques années avant d'en mesurer l'impact sur le plan local. Mais entre le moment où nous avons démarré cette étude et celui où nous écrivons ces lignes, de nouveaux groupes se sont constitués en Gironde, confirmant en cela l'intérêt croissant des consommateurs pour ce type d'expérience.

Pourrait-on imaginer, si l'on s'appuie sur la démonstration de Hirschman, que cet intérêt pour la consommation politique est le signe, parmi d'autres, de la fin d'une période de repli sur la sphère privée et d'un basculement collectif dans une période propice à l'engagement public ? Cette perspective optimiste pourrait donner une nouvelle valeur à l'action politique et à l'expression de la critique, depuis trop longtemps réservées aux seuls spécialistes, et peut-être dynamiser une démocratie institutionnelle qui a décidément beaucoup de difficultés à reconnaître, chez les citoyens, leur « compétence » politique.

---

<sup>113</sup> Philippe Chaniel « *Justice, don et association. La délicate essence de la démocratie* », ed la découverte/MAUSS, 2001, p. 16